

# **L'Italie Fasciste**

et la

# **Société des Nations**

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*présentée et soutenue le 5 décembre 1934, à 14 heures*

PAR

**Sinicha RISTITCH**

---

MEMBRES DU JURY

*Président* : M. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, Professeur

*Suffragants* } M. SCELLE, Professeur  
                      } M. CASSIN, Professeur

---

Librairie L. RODSTEIN  
17, RUE CUJAS, PARIS-V°

---

1934



**L'Italie Fasciste**  
et la  
**Société des Nations**



# **L'Italie Fasciste**

et la

# **Société des Nations**

---

THESE POUR LE DOCTORAT

*présentée et soutenue le 5 décembre 1934, à 14 heures*

PAR

**Sinicha RISTITCH**

---

MEMBRES DU JURY

*Président* : M. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, Professeur

*Suffragants* } M. SCALLE, Professeur  
                  } M. CASSIN, Professeur

---

Librairie L. RODSTEIN  
17, RUE CUJAS, PARIS-V.

1934

La Faculté n'entend donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



*Ce livre est dédié à la mémoire de ma mère.*

*A mon grand-père vénéré avec toute l'expression  
de ma reconnaissance.*

*A mon père et à ma sœur.*



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

## INTRODUCTION

---

Quand éclata le grand cataclysme qui illustra si tragiquement les années 1914 à 1918, on eut la révélation de la grosse erreur que l'on avait commise en voulant stabiliser la paix européenne au moyen d'un système basé sur l'équivalence des forces. Cette donnée, toute physique, ne pouvait qu'appeler les résultats que nous avons pu constater et nous avons vu qu'elle entraînait infailliblement les nations vers une catastrophe effroyable au souvenir de laquelle, vingt ans après, nous accolons les plus terribles des cauchemars.

On s'imaginait alors que la peur de subir un irrémédiable échec enlèverait à un Etat rêvant de belliqueuses entreprises, toute velléité combattive lorsqu'il verrait toutes les autres puissances se dresser contre lui, ou qu'en limitant leur accroissement territorial — ce qui ferait sous-entendre que de l'étendue dépend la puissance —, on parviendrait à équilibrer les forces des Etats ; « le point de départ était que tous les Etats sont ennemis et qu'il est nécessaire de maintenir entre eux un équilibre de forces » (1). Cette façon de procéder devait, nécessairement, amener les résultats que celles-ci ont coutume d'engendrer.

Cet équilibre étant rompu, la guerre qui suivit devenait

---

(1) GONSIOROWSKI (M.) : *La Société des Nations et le Problème de la Paix*, T. I<sup>er</sup>, p. 130.

d'autant plus terrible que les forces accumulées dans la période pacifiée, dans la crainte d'une défaite essuyée par un Etat affrontant plusieurs puissances, ne demandaient plus qu'à donner dans une action intensifiée par toute la compression passée, ce qui semble ainsi expliquer ces visions de tuerie que nous laissa leur dernier choc.

Mais la Grande Guerre marqua aussi une nouvelle période dans la vie des peuples. On se rendit compte que tant que les rapports internationaux seraient régentés par la force, la paix ne pourrait être assurée. On vit aussi, ce fut une belle leçon, que le droit est une chose impuissante eu égard à la souveraineté des Etats qui, depuis bien des siècles, dominait les rapports internationaux. Le « pouvoir absolu et incontrôlable des Etats de se comporter, dans les relations extérieures comme dans les affaires domestiques, selon leur bon plaisir, sans autres restrictions que celles qu'ils auraient volontairement acceptées » (2), était contraire à toute organisation internationale basée sur les règles du droit. On se rendit compte qu'on pouvait laisser aller à la dérive les vieilles conceptions de l'Etat autoritaire et souverain.

La guerre démontra encore que dans l'évolution que subissent les rapports internationaux, la solidarité internationale augmente dans la proportion où le nationalisme exclusif et intolérant diminue, s'amendant très sensiblement, et qu'au contraire, chaque fois que, par une remembrance quelconque, celui-ci ressuscite quelque peu, les bonnes relations entre Etats disparaissent aussitôt.

Le dernier exemple que nous donne l'histoire, exemple fourni par l'impérialisme allemand et austro-hongrois, nous paraît une preuve suffisante. C'est contre lui que se dirigea

---

(2) POLITIS (N.) : *Les Nouvelles Tendances du Droit international*, p. 18.

l'action commune des peuples qui aspiraient à la liberté, terre promise dont l'approche leur était interdite. C'est au nom de cette liberté que les démocraties occidentales combattirent pendant quatre années inoubliables. Heureusement, dans cette guerre d'idées, ce fut la démocratie qui triompha ; elle remporta une victoire complète sur l'autocratie politique et militaire ainsi que sur tout l'absolutisme tyrannique du siècle dernier. Elle facilita l'envahissement de l'Europe par le libéralisme ; presque dans tous les pays nouvellement créés ou reconstitués furent promulguées de nouvelles constitutions de source essentiellement démocratique. La volonté du peuple fut proclamée souveraine en Pologne, Théco-Slovaquie, Yougoslavie, Autriche, Hongrie et même en Allemagne. Partout, dans les pays vainqueurs comme dans les Etats battus, le principe de la liberté voit son triomphe tandis que pâlit et s'éteint bientôt l'étoile de l'autorité. C'est l'ère qui ouvre toutes grandes les portes au parlementarisme. Les masses ouvrières organisées se dirigent en conquérantes vers le pouvoir politique, tolérées qu'elles sont par les régimes démocratiques.

D'autre part, l'interdépendance des nations devenait imminente. Le développement de la vie économique, la division du travail, le progrès dans le sens technique, ne permettaient plus de s'enfermer dans les frontières ou de n'en sortir que pour aller à l'assaut de nouvelles conquêtes satisfaisant les ambitions de quelques-uns ou pour répondre aux besoins que le cadre étroit de la communauté nationale ne pouvait satisfaire.

« On eut l'impression — lisons-nous dans un ouvrage de M. Cambo — que dans le monde, la cause de la liberté avait triomphé de tous les abus de l'autorité : la liberté des hommes et la liberté des peuples ; la plus pure démocratie et le plus sacré respect pour le droit d'auto-détermination des collecti-

vités nationales allaient être définitivement établis sur la terre. » (3).

Cependant, cette brise apaisante de la démocratie qui avait parcouru l'Europe à une vitesse formidable ne put continuer son œuvre assainissante. Quelques années, à peine, se sont écoulées quand elle se voit déjà obligée d'abandonner le vieux monde, chassée par le nationalisme qui, peu à peu, reprenait des forces et que les éléments réactionnaires, anti-démocratiques, ne manquaient pas de prendre en remorque pour s'emparer par la violence du pouvoir dans divers Etats européens. ... D'ailleurs, en quoi cela peut-il paraître surprenant ? Quelles que soient les transformations subies par les rapports dans la Société des Etats, elles ne peuvent se produire sans une réaction des éléments conservateurs pour lesquels ces modifications apparaissent des plus défavorables, ne voulant envisager le bien que cela apporterait à la majorité du peuple.

Comme le dit M. J. Lambert : « Certains groupes économiques dont l'activité dépasse nécessairement les frontières nationales, souhaitent la conservation de l'autorité de la nation, parce que le maintien de cette autorité, trop anachronique dans leur domaine pour être réelle, les protège contre la création d'institutions internationales qui, mieux adaptées aux besoins, pourraient être plus actives. » (4).

Cette réaction, de caractère nationaliste, se manifeste actuellement sous deux formes : régime fasciste pour d'aucuns pays et national-socialiste pour d'autres ; ce courant à double aspect dans la vie des nations d'après-guerre n'en chasse pas moins de part et d'autre les idées nouvelles libérales qui avaient trouvé un accès facile sous la poussée des événements que nous venons de citer.

---

(3) CAMBO (F.) : *Les Dictatures*, p. 3.

(4) LAMBERT (J.) : *Les Nations contre la Paix*, p. 8.

Cette manœuvre rétrograde tend à reporter la Société à l'époque que celle-ci avait essayé de condamner définitivement et pour sortir de laquelle elle avait accepté les plus durs sacrifices, époque où les divers éléments nationaux épars se livraient bataille tout entiers voués à leur antagonisme et dans laquelle l'impérialisme se servant de la ruse pour principal levier, s'agrippait au vieux monde lui infligeant de graves blessures.

Le fascisme et le national-socialisme auxquels sont en proie, de façon très caractérisée, l'Italie et l'Allemagne, abolissent toutes les institutions d'origine démocratique et s'acharnent à bouleverser, en employant la force, toute l'infra-structure des Etats sur laquelle reposaient les régimes libéraux de l'après-guerre, atteignant ainsi la nouvelle forme internationale qui, précisément, puisait sa force dans l'ordre démocratique qui régnait parmi ses membres.

Ces régimes suppriment la Chambre des Représentants qu'il est malaisé de concevoir autrement que comme l'un des pilotis principaux et l'axe même, plutôt, de cette édification démocratique.

De nouveau s'éteint la voix du peuple ; sa volonté ne doit plus être prise en considération. Aux lieu et place de la Chambre des députés du peuple, fonctionne un Parlement formé par « en haut », c'est-à-dire dont les membres sont désignés par le gouvernement.

Le fascisme et le national-socialisme abolissent la liberté de la presse qui représentait toute la force de l'opinion publique sous un régime libéral. Ils ne tolèrent que leur presse, c'est-à-dire, celle qui ne s'opposera jamais à la politique extérieure et intérieure que mènent les gouvernements dictatoriaux. Ils interdisent le droit de libre réunion ainsi que la libre pensée et punissent sévèrement toute opposition au régime.

Ce retour du nationalisme donne un nouvel essor à l'esprit militariste en pliant la jeunesse à une éducation toute martiale. « L'Opéra Nazionale Balilla » en Italie, les organisations de culture physique en Allemagne, ont pour principal but de développer chez la jeunesse l'esprit guerrier.

De plus, le national-socialisme reconnaît et proclame l'inégalité des races ; il retourne aux pratiques inouïes de la persécution ainsi qu'on put seulement le voir en des temps très reculés.

Ce nationalisme suscite évidemment un impérialisme outrancier car il ne tient pas ses origines de la révolte justifiée d'un peuple depuis longtemps réduit à la servitude et qui tente de reconstituer son autonomie et recouvrer son indépendance, mais il est la suite directe de l'exaltation du sentiment de puissance et de l'esprit conquérant de certains Etats depuis longtemps déjà formés en unités politiques.

Cette tendance révèle toute l'influence qu'elle peut exercer sur les rapports internationaux, dans le sens destructif. D'abord, elle attire la formation des nouveaux nationalismes dans les Etats voisins qui trouvent, ainsi, le moyen de lui faire face en cas l'expansion les menaçant. Ensuite, le nationalisme s'installe dans les pays sous forme de dictatures terribles, ce qui suscite des répercussions immédiates sur les nouvelles relations internationales basées sur la confiance dans les traités et leur respect.

En effet, un régime politique qui a pour but de conserver la souveraineté non discutée d'un Etat, non pas, bien entendu, populaire mais plutocratique, où le peuple ne peut se laisser gouverner suivant son choix, qui ne permet ni la libre presse ni l'opinion qui diffère de la sienne, qui considère la guerre comme une nécessité à laquelle il faut recourir de temps en temps et de laquelle, seule, il peut résulter tout progrès, ne

peut, en même temps, adopter une ligne de conduite respectant les traités internationaux.

M. Guetzevitch le souligne fort bien ici : « L'Etat constitutionnel est davantage lié par un traité international que l'Etat absolutiste. Si un Etat démocratique viole un engagement international, il viole en même temps sa constitution et c'est le peuple, par l'organe du Parlement, par la presse libre, par l'opinion publique, qui réagit contre la violation du droit international commise par le Gouvernement. Au contraire, un Etat absolutiste qui commet une violation du droit international ne trouve pas les forces juridiques et sociales internes capables de réagir contre cette violation. » (5).

L'exemple que nous donne le fascisme italien en est la meilleure preuve et nous verrons, par la suite, comme ce gouvernement dictatorial porte atteinte à la constitution même de la nouvelle société internationale à laquelle, cependant, il donna sa signature, sous le régime libéral qui suivit les hostilités.

Toutes les principales dispositions du Pacte de la Société des Nations tendant à réduire l'exclusivisme, l'intransigeance autoritaire de la souveraineté des Etats, cherchant à consolider la paix en Europe, proclamant le respect de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des peuples, prévoyant une modification pacifique du statut européen, le cas échéant, et imposant une réduction des armements, tout cela, enfin, resta lettre morte pour le gouvernement fasciste.

Le gouvernement fasciste agit à l'encontre de tout ce que le Pacte de la Société des Nations a proclamé, ne voulant que se fier à la force qui, seule, comptait pour lui.

L'occupation de Corfou, l'attaque dirigée contre l'indépendance albanaise, les tentatives de révisionnisme et surtout celle

---

(5) GUETZEVITCH MIRKINE : *Droit constitutionnel international*, p. 31.

visée par le Pacte à Quatre, l'armement sans cesse croissant de l'Italie, sont, nous le verrons plus loin, autant de violations réfléchies, à froid peut-on dire, des principaux articles du Pacte de la Société des Nations.

Devant cet état de choses, nous ne nous dissimulons pas le danger que présente, pour la nouvelle organisation internationale, le courant fasciste en Europe.

Toutefois, son apparente puissance ne saurait, sans doute, se prolonger encore longtemps. S'il a pu atteindre la Société des Nations qui porte en soi le principe même du respect de la souveraineté des Etats, ce qui présente d'ailleurs le principal obstacle à la réalisation d'une véritable société internationale, le fascisme se voit impuissant devant une autre société « internationale, plus homogène et plus active, formée directement entre les sujets des différentes nations » (6). Cette société, libérée de toute idée de souveraineté de l'Etat, des frontières, est la conséquence logique des forces sociales qu'on ne peut réprimer ni par la force ni par la peur inspirée par celle-ci. Ces forces ont leurs racines dans la division de plus en plus accrue du travail et dans l'intérêt économique commun de la classe laborieuse.

Elles donnent naissance, parmi la plupart des hommes, à un esprit de ferme solidarité en même temps qu'elles les entraînent vers une communauté de pensée. « Ce phénomène de solidarité déborde les sociétés étatiques pour former les sociétés internationales » (7) débarrassées des unités étatiques et de leur souveraineté et fondées sur la représentation directe des individus. D'ailleurs, c'est ce qui est le plus près de la vérité, car : « ...qu'une société internationale soit une collectivité d'individus, il semblerait inutile d'énoncer ce truisme, si la science

---

(6) LAMBERT (J.), op. cit. p., 4.

(7) SCILLE (G.) : *Précis de Droit des Gens*, p. 29.

traditionnelle du droit des gens n'avait pris le contre-pied d'une notion si évidente et proclamé que la société internationale est composée uniquement des collectivités d'Etats, seuls sujets du droit, à l'exclusion des individus. » (8).

Cette nouvelle forme de société internationale est absolument opposée à toute forme de souveraineté que connaît actuellement le droit international.

Elle se forme dans tous les Etats ainsi que nous l'avons dit, où les forces sociales peuvent se développer librement sans contrainte. Elle germe partout où le régime libéral est encore solide, où les masses organisées des travailleurs ont conquis une partie du pouvoir politique et où est tolérée la lutte du travail et du capital, ou bien encore dans les Etats où la classe ouvrière s'est installée au pouvoir, consciente de la nécessité des bonnes relations avec les autres peuples, internationaliste dans son passé et ne cessant d'y aspirer ainsi qu'à la paix.

Ce monde des travailleurs qui dans la guerre est le plus touché et dont la souffrance ne peut être égalée par d'autres classes, ne peut désirer, avant tout, qu'une chose : la paix.

Cet idéal s'est enraciné dans son être depuis le jour où, devenu conscient de l'intérêt commun, il ne veut plus s'encombrer de l'idée de l'Etat, de la patrie ou de la race et où sa seule préoccupation est d'atteindre un universalisme naturel fondé sur le seul lien qui peut unir les hommes : le travail.

Actuellement donc, en Europe, deux courants s'affrontent : l'un rebelle à toute société internationale et, de ce fait, destructif en ce qui concerne l'organisation genèvoise, l'autre cherchant, au contraire, à réaliser une société internationale ou société d'hommes et contribuant au développement de l'esprit internationaliste, protégeant la Société des Nations laquelle,

---

(8) SCELLE (G.) : *Op. cit.*, p. 29.

tout en n'étant pas la Société parfaite désirée, présente au moins, dans son dynamisme, l'ébauche de la société future internationale.

Nous n'entreprendrons pas la description de la lutte qui met aux prises ces deux courants, lutte qui chaque jour s'affirme. Nous nous bornerons à examiner ce qui donna naissance au courant fasciste en Italie, quelle attitude celle-ci, ainsi fascisée, eut bon de prendre envers la nouvelle organisation internationale et par quelles conséquences néfastes sa politique peut venir entraver la bonne marche des rapports internationaux.

---

## CHAPITRE PREMIER

---

### De la société inorganisée à la société organisée

---

#### SECTION I

##### La société organisée — La politique de l'équilibre

L'époque médiévale est marquée, dans le droit international, par l'éclosion d'une ère de paix garantie par la subordination des princes à la double autorité du Pape et de l'Empereur. Sous les auspices de l'unité politique et religieuse, purent s'établir les bonnes relations entre les princes, obviant à toute manifestation de la force dont ceux-ci auraient tenté d'user.

Cependant, la paix et la sécurité ne purent longtemps encore être maintenues complètement, car la lutte de ces deux glaives : temporel et spirituel, ne tarda pas à se produire. En effet, le Pape et l'Empereur, souventes fois, se trouvèrent en opposition quant à ces deux matières, chacun d'eux accusant l'autre d'usurpations, s'arrogeant de droits qu'il lui semblait devoir être le seul à posséder. Ce fut cette lutte perpétuelle qui causa le décroissement de l'autorité de ceux qui devaient rester arbitres dans les relations des princes ; ceux-ci, par contre, virent

leurs forces s'affirmer par les querelles que se livraient sans cesse ces deux chefs et donnèrent dans un particularisme outrancier.

L'idée d'Etat, d'intérêts collectifs, d'individus unis sous une souveraineté unique en vue de la poursuite de leur développement économique et social, laquelle, dans cette période, ne s'était pas encore nettement précisée, commence à se dégager. Les princes cherchèrent à s'affranchir, se fiant pour cela à leurs forces et à leurs armes.

Le xvr<sup>e</sup> siècle, avec la réforme et la renaissance, mit fin au système du moyen âge qui cherchait à assurer la paix par cette unité religieuse et politique. Il innova, dans le droit international, un nouveau système qui n'est plus basé sur le principe de subordination et de sagesse imposé par la morale chrétienne, mais sur l'indépendance des princes et sur l'absolutisme et l'omnipotence des Etats. La révolution religieuse de ce siècle fut une manifestation de tout ce que la religion comporte d'individualisme contre la cohésion neutralisante de la cité papale. Désormais, chaque prince est empereur dans son royaume ; plus de recours au Pape ou à l'Empereur pour la solution des litiges internationaux. « Les bases du droit public international furent établies sur l'idée que tous les Etats étaient souverains, indépendants, égaux en droit. Mais ils étaient inégaux en fait, sujets les uns à toutes les tentations que donne la force à l'ambition, les autres à tous les périls auxquels expose la faiblesse. » (1).

Dans la période médiévale, les relations internationales étaient réglées un peu comme les relations entre sujets d'un Etat. L'autorité commune du Pape et de l'Empereur donnait des directives aux princes pour déterminer les attitudes qu'ils

---

(1) DUPUIS (Ch.) : *Le Droit des Gens et les rapports des grandes Puissances avec les autres Etats avant le pacte de la Société des Nations*, p. 23.

devaient observer. L'ère nouvelle leur permettait d'être, seuls, juges de leurs actes. La solution des litiges ne pouvait être obtenue que si les princes témoignaient d'une bonne volonté réciproque ; dans le cas contraire, la violence était employée. La politique secondée par la force a le pas sur le droit. « L'intérêt — observe M. Dupuis — est la seule règle des Etats. C'est en germe la théorie de la « volonté de puissance » au nom de laquelle le pangermanisme a ravagé l'Europe et à laquelle les Américains opposent, avec raison, « la volonté de justice » (2). A cette époque, on tendait à considérer comme inéluctable que toute autorité ne peut que s'affermir, toute puissance se fortifier et s'étendre. On le voit, cette loi est essentiellement dynamique, et l'on conçoit fort bien que, à ce moment où la force était maîtresse et faisait sa loi, il ne pouvait être question de sécurité, puisque celle-ci était sans cesse menacée, la raison du plus fort étant la meilleure.

« A la force, à cette époque, on ne demande rien d'autre que d'exister. Elle est ; cela suffit. Quel est son titre ? D'où vient-elle ? Inutile de le rechercher. » (3). Et, comme le disait Vattel : « Les nations étant libres, indépendantes et égales... chacune prétend avoir la justice de son côté dans les différends qui peuvent survenir et il n'appartient ni à l'un ni à l'autre des intéressés, ni aux autres nations de juger la question. Celui qui a tort pêche contre sa conscience. Mais, comme il se pourrait faire qu'il eût droit, on ne peut l'accuser de violer les lois de la société. » (4). En effet, la souveraineté des Etats était trop forte pour qu'on puisse lui porter atteinte. On la laissa libre d'agir comme bon lui semblait dans son idée d'expansion et de

---

(2) Op. cit., p. 28.

(3) LA PRADELLE (A. DE) : *Le Droit des Gens*, cours professé à la Faculté de Droit de Paris, 1931-32, p. 13, leçon 3.

(4) Cité par LA PRADELLE (A. DE), op. cit., p. 17, leçon 3.

domination. Cependant l'ambition étant, dans la plupart des cas, imputable au plus fort, l'adversaire concentre ses forces et fait au besoin appel à d'autres Etats menacés (que ceux-ci forment bloc entre eux ou s'allient à l'Etat qui sollicite leur aide) faisant ainsi entrevoir au premier l'échec en cas d'agression. Dès lors que celui-ci voit s'évanouir toute certitude de réussite, la prudence l'incite à abandonner ses espoirs de conquête « ...la certitude de la défaite a toujours été pour le plus belliqueux le commencement de la sagesse » (5). C'est là une manifestation de l'idée de l'équilibre. Celui-ci a toujours existé car «...c'est une loi en quelque sorte naturelle, instinctive, purement physique du pouvoir » (6). Cependant, cette idée ne devint réellement un principe du Droit des Gens que lors de la conclusion de la paix de Westphalie, en 1648, après la guerre de Trente ans.

Il est établi que cette loi, surtout après cette date, a persévéré. Quel qu'il soit, un Etat monarchique est immanquablement assailli par les ligues des puissances s'il tente de s'assurer une supériorité absolue.

La politique d'équilibre ne fut exercée, en premier lieu, que pour sauvegarder l'indépendance des Etats ; son but était de mettre empêchement à un agrandissement des uns au détriment des autres. Elle fut conçue comme un système négatif, un système statique qui atteint son but en s'opposant à l'accroissement des forces de certaines puissances. Il empêche avant tout la réalisation de toute prétention à une domination politique. En un mot il barre la route à tout événement dont le processus ne serait autre chose qu'un acheminement vers la res-

---

(5) DUPUIS (Ch.) : *Les Grands Systèmes de politique internationale*, cours professé à l'Institut des Hautes Etudes Internationales, années 1928-29, p. 7.

(6) LA PRADELLE (A. DE), *op. cit.*, p. 5, leçon 3.

tauration d'une monarchie universelle à l'exemple de l'empire romain pacifié.

Le système de l'équilibre ainsi conçu, c'est l'armure qui protège les Etats des usurpations et des abus enfantés par l'ambition immodérée d'une grande puissance. « Plus tard, le principe de l'équilibre fut corrompu, détourné du rôle d'instrument protecteur des droits, pour devenir instrument d'agression et de spoliation des faibles. La corruption du principe de l'équilibre amena le corollaire du système co-partageant » (7). Ce système, appelé par certains auteurs « positif » ne consistait ni à mettre des bornes à l'élargissement du territoire ni à faire obstacle à l'extension des forces d'un Etat. Il ne visait seulement qu'à la création d'un contrepoids qui ne pourrait être que l'agrandissement territorial et le redoublement des forces des Etats rivaux.

Dès qu'un Etat était parvenu à augmenter ses possibilités quant à sa territorialité, ses rivaux en prenaient immédiatement prétexte pour exiger, au nom du prétendu droit, une compensation d'égale valeur. Cette opération ne pouvait, naturellement, se faire qu'en pressurant encore les petits Etats. L'extension de puissance d'un Etat, dans ce système, impliquait donc, nécessairement, l'extension de puissance des autres.

Les premières manifestations vraiment marquantes de cette nouvelle conception du système d'équilibre furent les partages successifs de la Pologne en 1779, 1793 et 1795. Ils donnaient, dans l'histoire, les plus odieux exemples de la rapacité politique dans les relations internationales.

Cette attitude fut encore celle adoptée par les Etats qui furent obligés de collaborer avec leurs ennemis. Leur accord fut complet dans le dépouillement des faibles lorsque les uns

---

(7) DUPUIS (Ch.) : *La Politique internationale de l'Europe*, cours professé à l'Institut des Hautes Etudes Internationales, 1931-32, p. 37.

autorisaient le développement de leurs rivaux pour que soit, à son tour, consenti le leur.

Ainsi conçu, le système de l'équilibre était voué à l'échec. Tout en croyant installer la paix en Europe, il portait en lui un caractère destructif anéantissant les faibles purement asservis qu'ils étaient aux convoitises des grandes puissances. Il contribuait à la formation des grands blocs hostiles, à l'exaltation de la force et marchait droit vers des conflits d'autant plus graves qu'étaient puissants les blocs ainsi créés. Il n'est pas douteux que le système négatif fut, en tous points, préférable, plus conforme surtout au droit et à la justice ; en effet, politique de conservation de l'état de choses existantes, le système négatif fut avant tout une politique de solidarité qui, s'efforçant de protéger les faibles en leur prêtant aide contre les forts, préservait leur droit à l'existence.

Si ce ne fut pas réellement une collaboration consciente ayant pour but le respect du droit et un souci de l'équité, ce fut une manifestation instinctive, physique, qui força les Etats à agir ainsi dans la crainte de se voir anéantis.

Quoiqu'il en soit, nous pouvons dire, en nous ralliant à l'opinion de M. Lapradelle, « que ce système servait les fins de la société des Etats naissants, qu'il travaillait sans avoir une véritable valeur juridique, comme un système empirique pour la défense, sinon du droit international, du moins pour la défense du noyau politique qui devait ensuite former une société internationale » (8).

Au début du xix<sup>e</sup> siècle, le principe de l'équilibre fut nettement distingué en servant de base à la nouvelle politique européenne qui suivit la chute de Napoléon I<sup>er</sup>. Il fut consacré dans

---

(8) Op. cit., p. 11, leçon 3.

le traité que conclurent les quatre puissances victorieuses de la France.

La Sainte Alliance doit le jour à la situation créée en Europe par les conquêtes napoléoniennes. Après la défaite de Bonaparte, il apparut clairement que devait être rétabli l'équilibre européen, gravement compromis par les guerres impériales. D'autre part, les grandes puissances victorieuses sentaient combien étaient insuffisantes les garanties de paix si chacun était laissé libre d'agir sans qu'un organe directeur ou une organisation internationale ne fut institué pour assumer la charge de veiller sur l'ordre européen. Elles gardaient un souvenir trop récent des échecs subis par les coalitions successives qui s'étaient formées pour combattre Napoléon. Toujours, en effet, la division intervint dans ces accords et fut à l'origine de leurs faillites. Aussi, ne voulaient-elles pas admettre que leur sort, en même temps que celui de l'Europe, dépendît de l'accord de tous les Etats participant aux guerres anti-napoléoniennes.

Ces quatre grandes puissances s'arrogèrent le droit de représenter, seules, les Etats du Vieux Monde.

Cette tendance à une action exclusive et indépendante apparut nettement lors du congrès de Châtillon. « Le 5 février 1814, à la première séance du congrès, les plénipotentiaires des quatre cours alliées, Angleterre, Autriche, Prusse et Russie, déclaraient qu'ils ne se présenteraient pas à la Conférence comme uniquement envoyés par leurs souverains respectifs mais comme se trouvant chargés de traiter la paix avec la France au nom de l'Europe ne formant qu'un tout. » (9). La conclusion du traité de la Sainte Alliance n'eut lieu que le 26 septembre 1815.

La réalisation de celle-ci fut le point de départ d'une lutte

---

(9) RAAFAAT (W.), *op. cit.*, p. 25.

permanente qui dura jusqu'à la déclaration de la Grande Guerre entre les tendances conservatrices des Etats et les élans libéraux des peuples. Cette situation se fit sentir et eu de nombreuses répercussions dans les relations internationales. Il fallut beaucoup de temps aux peuples devenus peu à peu conscients de leurs intérêts et droits nationaux pour qu'ils puissent enfin arracher la victoire et installer en Europe de nouveaux principes d'indépendance, d'égalité et de justice.

Cette combinaison politique des grandes puissances avait pour but de développer une action à leur profit en se basant sur le principe de la légitimité proclamé par le congrès de Vienne.

L'idée fut donnée par Alexandre I<sup>er</sup>, tsar de Russie, dans une note du 31 décembre 1814 (10). Il proposa une sorte de directoire qui serait, en même temps, le stimulant des bons rapports entre les Etats et le gardien de la paix européenne. En septembre 1815 « il annonça, le jour qu'il passait une revue en Champagne, à Vertus, (la France devait être occupée pendant trois ans par les armées des vainqueurs), qu'il venait de conclure avec la Prusse et avec l'Autriche une Sainte Alliance à laquelle la France chrétienne serait invitée d'adhérer » (11).

Quel était le préambule de ce traité ? C'était une exhalaison d'un mysticisme exalté en phrases louangeuses à l'adresse du « Très-Haut », mais quant au véritable but de celui-ci, nous ne croyons pas qu'on ait pu en extraire quelque chose de précis. En effet, peut-on vraiment déterminer la tâche qu'il se traçait ? C'est un texte excessivement mystérieux, imprégné

---

(10) Rappelons ici le nom de la baronne de Krüdner, bien connu dans l'Histoire. Elle contribua à la politique observée par le Tsar, lequel faisait grand cas de ses suggestions et subissait énormément son influence : dans cette idée de la Sainte Alliance, son ascendante volonté eut tout loisir de s'exercer.

(11) RENOUVIN (P.) : *Histoire diplomatique de 1815 à 1914*, cours professé à l'Institut des Hautes Etudes Internationales, années 1928-29, p. 10.

d'éléments métaphysiques, invoquant dès le début la « Très Sainte Trinité », comportant l'hymne à « l'Eternelle Religion de Dieu Sauveur » et célébrant la providence pour « les bienfaits qu'il lui a plu de répandre sur les Etats », engageant les quatre puissances « à ne prendre pour règle de conduite soit dans l'administration de leurs Etats respectifs, soit dans leurs relations politiques avec tout autre gouvernement que les préceptes de cette religion sainte, préceptes de justice, de charité et de paix... ».

Le texte prévoyait l'assistance, l'entr'aide et le secours en toute occasion. Il prévoyait, en outre, que les princes devaient se rendre service, étant donné qu'ils sont les délégués par la providence des peuples chrétiens « trois branches d'une même famille ». Enfin, le dernier article disait : « Toutes les puissances qui voudront solennellement avouer les principes sacrés qui ont dicté le présent acte » seront libres d'y adhérer.

Rien n'était déterminé par ce texte. Il ressortait de l'article dernier une mystique, un droit divin et un universalisme qui ne pouvaient former, à eux seuls, un traité dont les dispositions eussent été bien déterminées et qui, par cela, eussent pu présenter des garanties efficaces.

En fait, les puissances ne furent aucunement liées ; le seul but, d'après M. Fiore, était de « ...se constituer en Tribunal Suprême, pour exercer un contrôle vigilant dans les affaires intérieures de tous les Etats et d'empêcher et réprimer toute manifestation de la part des peuples de nature à troubler l'organisation politique en Europe, telle qu'elle avait été établie à Vienne » (12). Sur de telles bases, il était vraiment peu facile de fonder une paix en Europe et d'assurer la sécurité des Etats. Il fallait un organe plus restreint, plus ferme, avec un but plus

---

(12) FIORE (P.) : *Nouveau Droit International public*, T. I<sup>er</sup>, p. 54.

déterminé et surtout avec des moyens plus réels pour sauvegarder et maintenir la paix.

Dans ce but, après la deuxième chute de Napoléon, fut signé un traité instituant l'alliance des quatre grandes puissances, le 20 novembre 1815. « Ce traité eut une allure plus juridique. Les puissances lui ajoutent l'ébauche d'une institution préposée à la sauvegarde de la paix et de l'équilibre en annonçant des réunions destinées à affirmer la permanence de leur concert. » (13). En plus des réunions des ministres représentant respectivement chaque puissance, le traité prévoit la possibilité d'intervention dans les cas où la sécurité de l'Europe serait menacée par la France. Cette intervention est prévue contre la France, ainsi qu'il ressort ci-dessus, mais les quatre puissances ne tarderont jamais à l'employer contre tout autre Etat dans lequel germerait l'idée contraire au maintien du statut fixé par les puissances de l'Alliance.

En 1818, au Congrès d'Aix-la-Chapelle, à la première réunion des quatre puissances, la France fut admise. Ainsi le concert des « quatre » devint le concert des « cinq », appelé couramment la « Pentarchie », et qui fut le fameux directoire européen qui subsista jusqu'à la guerre de 1914.

La rentrée de la France, au lieu de fortifier le directoire, l'affaiblit car « elle faisait disparaître la crainte commune des ambitions françaises qui unissait les quatre puissances. Désormais, chacune ne devrait plus poursuivre sous le couvert de l'intérêt général, que la satisfaction des intérêts particuliers » (14).

Tel qu'il exista, on ne peut accuser le Concert européen de n'avoir présenté que des traits négatifs et s'il est vrai que, vu

---

(13) DUPUIS (Ch.), *op. cit.*, p. 50.

(14) HOIJEN (O.) : *La Sécurité Internationale et ses modes de réalisation*, p. 300.

à travers le prisme de l'esprit démocratique et de respect du droit de chacun qui se dégage au xx<sup>e</sup> siècle, il comportait d'énormes inconvénients, il ne faut pas lui contester certains avantages. Il assura à l'Europe, un peu par ses interventions, un peu par son action modératrice, une assez longue période de paix qui dura quarante ans. Mais le plus grand avantage de ce Concert était qu'il présentait un organisme permanent, réel, chargé de régler et de veiller sur les rapports internationaux. Il existait, c'était suffisant ; avant lui il n'y avait rien qu'une anarchie complète. Avec lui, le but est précisé ; une autorité est constituée et c'est assez pour que le particularisme des Etats soit, dans une certaine mesure, amoindri.

Cependant, les défauts furent beaucoup plus grands et c'est ce qui fit sombrer cette organisation internationale.

Le Concert européen reposa sur l'idée que des puissances d'égale force se neutralisent et on partit de ce principe qu'un morcellement du vieux continent en parts équivalentes devait assurer un équilibre durable. Il est évident que cela est une erreur car partager l'Europe en parties égales est pratiquement irréalisable, un partage mathématique ne pouvant être appliqué aux Etats et aux peuples. « Les forces politiques ne sont pas des tonnes de houille ou des ballots de marchandises que l'on pèse dans une balance matérielle », dit M. de La Brière (15).

Par ailleurs, on croyait à l'immobilité de la vie internationale. L'immutabilité des frontières et des traités est supposée comme condition essentielle au maintien de la paix. Cependant, tout démontre la fausseté de ce raisonnement. La vie internationale est en perpétuel changement. Les peuples sont soumis à une loi d'évolution qui les empêche de se mouvoir éternellement dans les mêmes conditions d'existence et dans le même

---

(15) BRIÈRE (Y. DE LA) : *La Communauté des puissances*, p. 47.

cadre. Les forces matérielles et morales ont fait que jamais, depuis que les premiers rapports internationaux sont créés, on n'a pu réussir à fixer une carte d'Europe ou à établir un traité pouvant satisfaire aux exigences des rapports internationaux toujours changeantes à quelque époque que ce soit.

Jusqu'à la guerre 1914-1918, on eut beau vouloir créer une paix européenne ; comment en eût-il pu être ainsi quand tant de peuples criaient à la délivrance du joug étranger auquel ils étaient assujettis et alors qu'on voulait rester sourd à toutes leurs revendications justifiées surtout en matière de leur indépendance.

## SECTION II

### La Société des Nations

C'est au <sup>xx</sup>e siècle que l'équilibre politique ayant atteint son apogée devait, dans un chaos infernal, s'écrouler sur l'humanité entière dont tous les peuples furent touchés par les rebondissements successifs de cette catastrophe.

N'avons-nous pas vu, précédemment, les défauts que présentait ce système dans lequel la force dominait le droit, chaque Etat devenant de plus en plus fort, chaque bloc de plus en plus grand. Entre ceux-ci les relations se faisaient chaque jour plus tendues. M. Francesco Consentini écrit à ce sujet : « l'Europe organisée sur la base de ce principe ressemblait à cette maison de Swift, construite si conformément à toutes les lois de l'équilibre qu'à peine un moineau s'y posa, elle s'écroula. » (17).

En 1914, deux blocs de puissance énorme se trouvèrent jux-

---

(17) *Préliminaires à la Société des Nations*, p. 154.

taposés, devinrent si hostiles l'un envers l'autre que l'issue fut fatale et devait aboutir à des heurts titanesques. La Grande Guerre, en détruisant ce que l'homme civilisé avait créé, dressa celui-ci contre son semblable ; ce fut la cause de la tuerie effroyable qui la stigmatisa. Combien n'eurent même plus l'ultime satisfaction de revoir les champs dévastés, témoins de tout leur fol héroïsme, indépendant — pour certains — de leur volonté, l'exaltation les privant de leur libre arbitre. Combien laissèrent un foyer ravagé ? Combien d'êtres pleurent les disparus qui se comptent par millions : père, enfant ou mari ?

Tout ce que patiemment élaborèrent l'esprit et la main de l'homme devint ruines, se réduisit en cendres. Des villes entières furent détruites, une dévastation sans nom, un saccage tenant du vandalisme, tel est le bilan de ce carnage. D'autre part, c'était la méconnaissance totale de toutes les précédentes conventions mais plus particulièrement de celles qui furent les fruits du labeur des Conférences de la Haye « sur le règlement pacifique des conflits internationaux ; sur les lois et coutumes de la guerre ; sur les droits et devoirs des Etats neutres et plus généralement encore l'autorité du droit dans son ensemble » (18).

Les hommes qui, pendant les quatre années que durèrent les hostilités, ont tant souffert de leurs conséquences terribles et des procédés industriels et chimiques qui furent les principaux facteurs qui rendirent cette guerre si atrocement sanglante, n'avaient plus qu'un immense désir de voir les camps adverses se réunir et signer le traité qui leur promettait une paix durable. De tous les coins du monde était réclamé un ordre nouveau. Il fallait changer ce vieux système qui ne pouvait garantir la paix de l'Europe et créer une nouvelle paix

---

(18) LA PRADELLE (A. DE), *op. cit.*, leçon 8, p. 1.

qui, cette fois, n'aurait pas la force pour piédestal mais placerait son sort sur les balances de la justice. Une paix stable était pour l'Europe une question vitale car « l'esprit ne saurait imaginer sans vertige ce que serait le prochain conflit et les conséquences qu'il engendrerait. Il est douteux que la civilisation européenne puisse supporter une fois encore ce cataclysme exaspéré... une secousse nouvelle plus profonde et plus étendue que celle à laquelle nous venons d'assister amènerait la destruction totale de la richesse. Comme le monde romain sous l'invasion barbare, l'Europe moderne croulerait inévitablement » (19).

Il fallait renoncer aux vieux procédés d'équilibre que l'on croyait avoir réalisé solidement à l'aide des alliances, concerts, etc... La substitution s'imposait d'une paix basée sur l'égalité des hommes et des Etats, la volonté des peuples étant respectée et sous une collaboration politique et économique universelle qui, d'ailleurs, s'avérerait obligatoire.

Les relations des peuples sont devenues plus fréquentes. Leurs rapports économiques suscitent une interdépendance politique et un sentiment de communauté. Il y a, surtout à ce sujet, intervention du progrès. Les moyens de locomotion, en réduisant de façon considérable les distances, ont donné naissance à un nouvel essor des relations de diverses natures ; celles-ci ont engendré des échanges commerciaux qui, eux-mêmes, créèrent des intérêts réciproques. Il intervient ici, pour une large part, la question de la division du travail. Les masses comprennent tout le prix d'une pareille solidarité. Tout cela ne se fait pas sans une évolution des esprits dans le sens d'une vie sociale plus large, au delà des frontières qui, jadis, séparaient les peuples. Cette nouvelle mentalité fait considérer comme indésirable un nationalisme exclusif qui donnait tou-

---

(19) SCELLE (G.) : *Le Pacte des Nations*, p. 14.

jours la vie à un impérialisme outrancier et qui amena les peuples dans la conflagration mondiale ; elle tend à lui substituer un internationalisme basé sur une démocratie universelle. D'ailleurs, la guerre 1914-1918 fut une guerre d'idées. C'était le combat de la démocratie contre les séquelles de nationalisme impérialiste des puissances centrales.

Le but de cette guerre menée par la démocratie était de mettre obstacle, dans l'avenir, à tout conflit armé et, en même temps d'anéantir le rêve de domination despotique dont les petites nationalités opprimées voulaient s'affranchir.

La démocratie eut la chance de sortir victorieuse et loin de prêcher l'oppression, lança dans le monde de nouveaux principes démocratiques. « Elle repousse toute annexion, répudie toute conquête, renonce à toute indemnité pénale. Au premier rang de ses préoccupations, figure un idéal de justice et de droit dont elle proclame sa volonté de faire l'application à ses adversaires même. » (20).

Et, comme le disait M. Lapradelle en parlant de la conception anglo-saxonne sur le nouvel ordre international qui devait s'établir : « ...sur les marches de ce temple (il s'agit de la Société des Nations) on ne veut pas qu'il y ait de tache de sang. Le temple appartient au prêtre. Sur ses degrés, il n'y a pas place pour le bourreau. Et, s'il n'y a pas place pour le bourreau, il n'y aura pas place pour le juge. » (21).

Ce fut sous la poussée de ces nouvelles conceptions purement libérales de faire recouvrer aux peuples leur liberté, de considérer les Etats comme égaux et de substituer, à la force, la justice, que l'idée déjà vieille d'une organisation internationale ressuscita de nouveau et fut la principale préoccupation des gouvernements.

---

(20) SCELLE (G.), op. cit., p. 11.

(21) Op. cit., leçon 11, p. 7.

Le traité de Versailles marqua le point de départ d'une nouvelle vie et d'un nouveau droit international.

Ce fut là même où l'impérialisme germanique, en 1871, vit son triomphe, que la nouvelle constitution encore inconnue des peuples émergea.

### SECTION III

#### **Les principes fondamentaux de la Société des Nations Organisation démocratique**

##### *I. — Égalité des Etats*

Nous avons vu précédemment comment fut conçue, dans la société inorganisée, l'égalité des Etats. Tous les Etats étaient souverains et en raison même de cela, l'un ne pouvait être placé sous la dépendance de tel autre. Chacun s'appuyait sur sa propre force. Si celle-ci paraissait insuffisante à son gré, un Etat contractait une alliance. Ce rapprochement lui permettait alors d'obtenir l'équilibre nécessaire. Mais nous nous sommes aperçus qu'à la pratique, cette égalité n'était qu'apparente, qu'elle n'avait jamais pu être réalisée car, à la base de cette politique, jouait la force. Il nous suffit de nous souvenir de la Sainte-Alliance ou du Concert européen, sorte de directoire se composant uniquement des cinq puissances principales et qui se trouva ainsi tenir en ses mains les rênes de l'attelage européen qu'il mena alors suivant ses fantaisies. Il en fut de même pendant toute la période où le droit international fut basé sur le système d'équilibre, ainsi « dans le rang diplomatique — par exemple — établi en 1815 et 1818 par le congrès de Vienne et d'Aix-la-Chapelle, où sous le nom d'Ambassadeurs, les représentants des

grandes puissances ont le pas sur les ministres plénipotentiaires et envoyés extraordinaires des autres Etats » (22).

Avec le Pacte de la Société des Nations, l'égalité est conçue différemment. L'article 3 dudit Pacte stipule que « l'Assemblée connaît de toute question qui rentre dans la sphère d'activité de la Société ou qui affecte la paix du monde ». Il se complète par l'article 5 qui prévoit, à son premier alinéa que toutes les décisions de l'Assemblée et du Conseil devront être prises à l'unanimité des membres représentés à la réunion.

Déjà par l'article 3, l'égalité des Etats est complètement reconnue. Toutes questions rentrant dans la sphère d'activité de la Société des Nations seront examinées dans la réunion composée de tous les membres de la Société. Aucun membre ne pourra posséder plus d'une voix et ne pourra être représenté que par trois délégués au maximum. Aucune des principales puissances ne peut prétendre à une position privilégiée par rapport à celle qui est faite aux petits Etats. Les voix de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie n'ont pas une importance plus grande que celles de la Yougoslavie, de la Roumanie ou de la Tchécoslovaquie.

Cette idée d'égalité se trouve encore renforcée par l'article 5. Pour que l'Assemblée ou le Conseil puissent apporter une décision dans la plupart des cas, le vote doit être unanime. Les Etats ne peuvent être liés que s'ils acceptent volontairement la décision de l'Assemblée. Aucune majorité, en principe, ne peut obliger un Etat à accepter ses décisions. L'article 5 protège les droits des Etats mais son rôle protecteur ne prend toute sa véritable signification qu'en ce qui concerne les petites puissances. Il est certain que la nécessité de l'unanimité dans les organes de la Société des Nations est une des principales en-

---

(22) POLITIS (N.), *op. cit.*, p. 27.

traves à la consolidation du principe démocratique dans les relations internationales. Mais il n'en a pu être autrement. La Société des Nations n'est pas un super-Etat qui pourrait imposer par un vote majoritaire une décision à ses membres, comme cela se fait à l'intérieur des Etats à régime démocratique. A ce propos, la Cour Permanente de Justice Internationale a précisé, dans un de ses avis, parlant du Conseil, toute la nécessité de l'obtention de l'unanimité, condition sine qua non à laquelle est rattachée l'existence même de la Société : « Dans un corps ainsi composé... la règle de l'unanimité s'impose comme naturelle, voire nécessaire. C'est seulement si les délibérations du Conseil sont appuyées par le consentement unanime des puissances qui le composent qu'elles peuvent avoir l'autorité dont elles ont besoin ; le prestige même de la Société pourrait être mis en danger si l'on admettait que, en dehors d'une stipulation expresse, à cet effet, des décisions sur des questions importantes pouvaient être prises à la majorité. » (23). D'ailleurs, le principe majoritaire a déjà obtenu, de la souveraineté des Etats qui se sont internationalisés, des concessions partielles nécessaires à la bonne entente qui doit régner dans l'organisation de Genève.

Cela prouve déjà que certaines décisions pourront être prises à la majorité. Par exemple : la majorité des deux tiers sera suffisante, d'après les articles 1 et 2 du Pacte, pour l'admission de nouveaux membres à la Société. D'autre part, une majorité simple sera, seule, demandée lorsque l'Assemblée aura à donner son approbation au Conseil sur une question afférente à la désignation de nouveaux membres qui siégeront en permanence dans son sein.

---

(23) Cité par RAY (J.) : *Commentaires du Pacte de la Société des Nations*, p. 233.

On reproche encore à l'heure actuelle à la Société des Nations d'avoir consacré dans son article 4 une certaine inégalité des membres. En effet, l'article 4 du Pacte attribue aux principales puissances des sièges permanents au Conseil tandis que les autres sièges sont, par voie d'élection, répartis entre tous les autres Etats. Ceci est une vérité et nous n'avons pas, pour notre part, prétendu que l'égalité des Etats était établie de façon parfaite dans la nouvelle organisation internationale.

Mais le but du Pacte n'était pas là ; il ne s'agissait pas de créer une égalité telle qu'elle existe entre citoyens d'un Etat démocratique. Le Pacte n'est qu'une ébauche d'une société qui, plus tard, pourra reposer sur une égalité absolue entre ses membres mais, jusque-là, comme toutes les ébauches, ce ne peut être une perfection, les empreintes de la souveraineté étant encore trop visibles actuellement où la réalité s'oppose à une démocratie vraiment parfaite. Il serait, en effet, inadmissible que l'Albanie, par exemple, joue un rôle égal à celui de la France ou de la Russie dans la gestion des affaires internationales. Comme l'observe M. Politis : « Tant que l'organisation internationale n'aura pas fait porter par la collectivité les charges qui pèsent aujourd'hui presque exclusivement sur certains de ses membres, elle ne pourra pas prétendre à une véritable démocratisation. » (24).

Mais, ce que nous voulons surtout souligner, c'est que cette inégalité ne peut se comparer à celle qui existait dans la société non organisée. Tandis que l'inégalité des Etats avant l'existence de la Société des Nations, était absolue, basée sur la force armée et ayant pour but de pousser à la prospérité les puissants au dommage des faibles, les principales puissances, dans la nouvelle organisation internationale, ne jouissent de ce privilège

---

(24) POLITIS (N.), *op. cit.*, p. 34.

que dans un sens défensif, c'est-à-dire pour protéger leurs droits contre les volontés des petits Etats coalisés.

D'autre part, cette distinction des Etats ne présente pas un danger comme dans la Société des Etats inorganisés. Les grandes puissances bénéficient d'un privilège au Conseil mais ce Conseil n'est pas supérieur à l'Assemblée où tous les Etats siègent sur un même pied d'égalité. Nous dirons plutôt que ces deux organes ne font que collaborer dans la gestion des affaires internationales. D'ailleurs, la question de l'inégalité des membres en ce qui concerne l'organisation du Conseil n'a plus la même importance aujourd'hui qu'elle n'en présentait au début. Le Conseil compte de plus en plus de nouveaux membres ; actuellement, ils sont au nombre de seize.

Le Conseil prend, précisément pour cela, l'aspect d'une autre Assemblée. Aussi, le privilège des grandes puissances perd toute efficacité car chaque fois qu'une décision doit être prise à la majorité, celle-ci peut être constituée sans leur concours ou en dépit de leur opposition. Il ne nous reste plus qu'à conclure que si la démocratie parfaite n'a pu encore être acceptée dans la nouvelle forme de la Société des Etats, elle est en bonne voie et son développement en cours se terminera sans doute le jour où *la souveraineté des Etats sera moins exclusive ou disparaîtra.*

## II. — *Pacifisme de la Société des Nations*

Le but principal du Pacte de la Société des Nations est d'interdire toute guerre qui serait déclanchée avant que les litiges entre les Etats soient soumis à un examen. Cet examen préalable n'est autre chose que toute la procédure pacifique prévue par le Pacte sous la forme juridique ou politique.

Par là, le Pacte de la Société des Nations n'interdit pas définitivement la guerre. Il impose seulement un examen préalable qui ne doit pas forcément parvenir à faire disparaître le litige et par conséquent la guerre. C'est ainsi qu'il est question dans le Pacte des guerres licites ou illicites.

L'article 11 du Pacte reconnaît la compétence de la Société des Nations pour intervenir chaque fois qu'une guerre ou une menace de guerre se produit. « Il est expressément déclaré — stipule l'article 11 dès son début — que toute guerre ou menace de guerre, qu'elle affecte directement ou non l'un des membres de la Société des Nations, intéresse la Société tout entière et que celle-ci doit prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix des Nations. » Remarquons de suite que le droit d'intervention de la Société des Nations d'après l'article 11 est beaucoup plus étendu que dans le cas où l'article 10 rentrerait en jeu. Ce dernier ne prévoit une intervention qu'en cas où le statut territorial et l'indépendance politique des membres seraient violés, tandis que l'article 11 engage la Société des Nations à intervenir pour toute guerre et même toute menace de guerre.

De plus, l'alinéa 2 de l'article 11 permet à tout membre de porter la question devant l'Assemblée ou le Conseil chaque fois que des « circonstances de nature à affecter les relations internationales qui menacent, par suite, de troubler la paix et la bonne entente entre Nations dont la paix dépend » se produiraient. Il est donc impossible qu'il puisse se produire une circonstance de nature à mettre la paix en péril sans que l'article 11 ne rentre en vigueur. Donc, non seulement la Société des Nations a une compétence générale mais elle ne peut, tant qu'un danger de guerre existe, se désister de sa compétence. Il se pourrait que toutes les procédures pacifiques ayant été épuisées, une guerre ne pouvant être évitée, deviendrait licite mais, dans

ce cas, la Société des Nations ne serait pas libérée et son rôle ne se bornerait pas là. Son devoir serait encore d'intervenir.

Le principe de l'examen préalable des litiges est encore davantage précisé dans l'article 12 du Pacte. Non seulement il impose aux membres de « se soumettre soit à la procédure d'arbitrage ou à un règlement judiciaire, soit à l'examen du Conseil » mais il leur interdit de recourir à la guerre « avant un délai de trois mois après les décisions arbitrale ou judiciaire ou le rapport du Conseil ».

L'idée qui inspira les auteurs du texte d'imposer aux membres une sorte de moratoire pacifique est que le meilleur moyen d'empêcher une rupture est de gagner du temps. M. Hoijer nous dit à ce sujet : « Si les Etats en conflit refrènent leurs passions belliqueuses pendant la durée de l'enquête, il y a des chances qu'après une longue patience, favorable aux réflexions, elles perdent leur violence primitive. Un moratoire de la paix donne une occasion à l'opinion publique du monde de se développer et surtout aux peuples engagés dans la querelle, de former et d'exprimer leurs vues dans un sens qui est impossible après que la guerre a éclaté. » (25).

Les articles suivants (13 et 15) prévoient la procédure à suivre pour trancher les différends internationaux. L'article 13 ouvre une procédure d'arbitrage et l'article 15 une procédure devant le Conseil. Ainsi, les Etats ne peuvent plus décider arbitrairement de la guerre ou de la paix parce que celles-ci intéressent non seulement les parties touchées directement par le différend, mais toute la Société entière. Pour cette raison, il ne peut y avoir de conflits locaux sans que toute la Société ne soit appelée à intervenir.

Pour aboutir à l'idéal qu'ils poursuivaient, c'est-à-dire pour

---

(25) *La Solution pacifique des litiges internationaux*, p. 400.

empêcher les guerres de se produire à nouveau, les Etats devaient en détruire les causes et les moyens. En effet, le jour où les Etats n'auraient aucun intérêt ni moyen de livrer bataille à leurs voisins, les guerres deviendraient sans doute beaucoup plus rares. Les raisons sont faciles à déterminer. Ce qui poussait, au cours des siècles, les Etats dans des conflits armés, fut toujours la question des richesses et de l'étendue territoriale. Jusqu'à notre époque, la conquête et l'annexion étaient considérées comme les seuls moyens de remédier aux crises sociales et économiques des Etats ; il fallait prendre chez le voisin ce qui manquait chez soi ; « qui terre a, guerre a », disait M. Lapradelle dans son livre « Le Droit des Gens ». Les Etats ne pouvaient ou ne voulaient pas concevoir qu'il peut y avoir d'autres procédés pour faire face aux nécessités intérieures.

Les auteurs du Pacte de la Société des Nations voulaient mettre fin à ces causes d'insécurité. C'est pour cela que la nouvelle organisation internationale proclama le devoir pour tous les Etats de respecter le territoire d'autrui, de respecter sa vie intérieure et de renoncer aux armes qui leur servaient de moyens. Voulant ainsi consolider la paix du monde sur la base de l'intégrité territoriale et du désarmement, on édifia les articles 8, 10 et 19 qui présenteront désormais les principaux points d'appui de la nouvelle paix entre les Nations.

### III. — *Intégrité territoriale et indépendance politique.*

*Article 10.* — « Les membres de la Société des Nations s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la Société. En cas d'agression, de

menace ou de danger d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation. »

Dans ce texte, deux obligations sont faites : l'une à caractère négatif et l'autre à caractère positif. La première comporte le respect de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des membres, tandis que la seconde est le maintien de cette intégrité territoriale et indépendance politique. Par l'obligation à caractère négatif, la nouvelle organisation internationale a mis fin aux pratiques de la période d'équilibre politique, quand la violation des frontières d'un Etat et même son partage entre les puissances fortes était chose courante dès qu'une puissance ou la nécessité de conserver l'équilibre de blocs opposés l'exigeaient. La nouvelle conception sur l'organisation de la Société des Etats, inspirée par les idées démocratiques, permet que dorénavant tout Etat ait le droit absolu d'exister et de voir le respect de ses frontières et de sa vie intérieure.

« Tous les Etats, membres de la Société, renoncent pour toujours, de recourir à la force pour modifier l'assiette territoriale des autres Etats membres de la Société. » (26).

Cette obligation n'est pas douteuse dans la rédaction de l'article 10. Elle est formelle ; aucune tentative armée ou non ne peut être dirigée dans le but de modifier le statut territorial ou de porter atteinte à l'indépendance politique d'un Etat, membre de la Société. Cette obligation, cela est limpide, ne tolère aucune dérogation et rien ne peut la déjouer.

La deuxième obligation est la garantie de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des Etats par tous les membres de la Société des Nations. Celle-ci est beaucoup moins précise et beaucoup moins déterminée. « Les membres s'engagent à maintenir... » C'est une garantie réciproque qui doit

---

(26) RAAFAT (W.), op. cit., p. 230.

être fournie chaque fois que se présentera une menace quelconque d'agression. Tout Etat objet de celle-ci peut invoquer l'article 10 et demander de plein droit que les autres Etats se portent à son secours. Quant aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation il incombe au Conseil de la Société des Nations d'en aviser.

Assez vague (surtout quand elle est complétée par le dernier alinéa de l'article « le Conseil avise... ») cette partie du texte ayant trait à l'obligation de garantir l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des membres, a, malgré cela, une grande importance. Par le fait qu'elle peut soulever presque la communauté entière contre l'Etat agresseur, elle condamne toute visée conquérante et fait retourner les esprits guerriers dans la zone où doit les cantonner la sagesse.

Comportant ces deux obligations, l'article 10 du Pacte de la Société des Nations présente une des parties essentielles du Pacte et c'est avec raison qu'il est dénommé par la plupart des auteurs « la clef de voûte » du Pacte de la Société des Nations.

#### IV. — *Revision pacifique*

Ayant proclamé dans son article 10 le droit des Etats au respect de leur intégrité territoriale et de leur indépendance politique, le Pacte de la Société des Nations serait incomplet s'il ne contenait pas aussi un correctif qui rendrait les dispositions de l'article 10 moins absolues, car si le respect des traités est vraiment la base de toute société organisée, il serait impossible de soutenir que ceux-ci pourraient rester éternellement intangibles. La Société évolue dans un mouvement perpétuel et jamais un traité, pour aussi parfait qu'il soit, ne peut être conservé en vigueur pendant un temps immémorial. La vie et ses

nécessités exigent que les traités puissent répondre aux problèmes posés par les circonstances. Il nous est impossible d'affirmer que le Pacte de la Société des Nations répondant actuellement aux besoins de la vie internationale, serait capable de satisfaire ceux de la Société future. Il est absolument nécessaire que des modifications puissent lui être apportées et qu'il subisse des transformations chaque fois que de nouvelles circonstances interviendraient dans les rapports internationaux.

Cette nécessité de la possibilité de revision s'impose plus particulièrement pour l'article 10 du Pacte car sans cela l'article 10 supposerait une immobilité complète du statut territorial du monde, ce qui serait à la fois impossible et inacceptable.

C'est pour cette raison que les auteurs de la nouvelle constitution internationale ont édifié l'article 19.

« L'Assemblée peut, de temps à autre, inviter les membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables ainsi que des situations internationales dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde. »

En proclamant ce principe de la possibilité de revision pacifique des traités, le Pacte de la Société des Nations a réussi à rendre les guerres beaucoup plus rares, car les questions territoriales qui, jusqu'à la Grande Guerre, furent souvent les principales causes des conflits entre les Etats, peuvent désormais se résoudre par la voie pacifique prévue par l'article 19.

## V. — *Désarmement.*

Jadis, on considérait que seule la force des armes d'un Etat pouvait rappeler à la sagesse l'Etat agresseur. « Si vis pacem para bellum » ; tel fut le principe directeur qui guida les Etats pendant les siècles jusqu'à la Grande Guerre. Par la crainte de

la force on croyait assurer la paix. Il s'ensuivait naturellement que la guerre, qui ne pouvait être empêchée car toute force tend inévitablement à se manifester, devenait d'autant plus terrible que le degré d'armement était plus élevé. Il est inutile de rappeler les effroyables souffrances que vécurent les hommes durant la dernière guerre, dues aux progrès techniques qui, en trouvant toujours des moyens de destruction plus exterminateurs, permirent d'accumuler des stocks considérables d'armes et de munitions.

Avec le Pacte de la Société des Nations, l'idée de contre-carrer la force armée par la force armée est abandonnée, étant considérée comme la plus grande erreur de l'ancien système de la vie internationale.

L'amoncellement des armes, leur perfection ne peuvent que rendre les guerres plus fréquentes et plus pénibles. L'armement est considéré comme stimulateur des conflits car « ...l'existence même des armements crée divers risques : la tentation de s'en servir, le besoin d'en amortir le coup, l'imprégnation même des esprits par cette idée plus ou moins consciente que, s'ils existent, c'est pour être utilisés. » (27).

Le Pacte de la Société des Nations affirme que la paix est conditionnée par une réduction des armements. « Les membres de la Société, stipule l'article 8, reconnaissent que le maintien de la paix exige la réduction des armements nationaux. » Il présente par là un progrès par rapport aux décisions des Conférences de la Haye. Celles-ci, en effet, se bornèrent seulement à proclamer des vœux qui restèrent sans aucun effet. La première Conférence de la Haye de 1899 proclama que le désarmement était « grandement désirable ». La seconde y substitue les termes « hautement désirable ». Cependant, au fond, on

---

(27) RAY (J.), op. cit., p. 317.

laissa aux Etats toute liberté dans leur course aux armements.

Dans le Pacte des Nations, non seulement les simples vœux sont remplacés par une formule beaucoup plus impérative (« exige la réduction... ») mais il n'est plus question de limiter l'armement puisqu'il y est question de le réduire.

Remarquons que ce progrès est dû non seulement à la vague du pacifisme dont s'éprirent les esprits après la Grande Guerre, mais aussi au grand progrès de la sécurité. La Société des Nations a donné aux Etats une meilleure garantie de leurs indépendance et intégrité territoriale ; l'article 10 du Pacte, comme nous l'avons vu précédemment, impose aux Etats l'obligation de se garantir mutuellement leurs droits à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale. Ainsi, la sécurité une fois mieux garantie, le désarmement s'avère plus réalisable.

Nous ne nous dissimulons pas cependant que l'article 8 du Pacte de la Société des Nations est encore imparfait. Il ne présente aucun engagement concret, définitif de la part des membres de la Société, comme par exemple les articles 10 et 15. Il se borne seulement à innover une procédure plus féconde pour la réalisation de la réduction des armements, tout en stipulant des réserves favorables à la souveraineté des Etats. Il est incontestable cependant qu'il présente une amélioration pour la solution du problème du désarmement.

D'ailleurs, le Pacte ne s'en est pas tenu à la proclamation de la nécessité du désarmement, mais il a créé un organisme spécial, qui sera chargé d'examiner la technique de celui-ci et de faciliter sa réduction en prêtant aide au Conseil dans la tâche qui lui est assignée par le Pacte. « Une commission permanente — dit l'article 9 — sera formée pour donner au Conseil son avis sur l'exécution des dispositions des articles 1 et 8 et d'une façon générale sur les questions militaires, navales et aériennes.

Voici comment se présente le problème du désarmement dans la Société organisée. Les travaux se poursuivent encore de nos jours dont le succès se heurte souvent à l'intransigeance des Etats. Il faudrait qu'en échange d'une plus grande sécurité pour leurs droits politiques et territoriaux, on rencontre de leur part un peu de bonne volonté.

\*  
\* \*

Nous venons de passer brièvement sur les principes fondamentaux du Pacte de la Société des Nations, nous réservant d'y revenir de façon plus complète dans les divers chapitres qui traitent de l'attitude de l'Italie fasciste envers le Pacte de la Société des Nations.

---



## CHAPITRE II

---

### Le Fascisme

---

#### SECTION I

##### Ses origines

En abordant la question du fascisme et surtout celle des manifestations de ce mouvement dans les rapports internationaux, nous voudrions, avant tout, examiner l'histoire de ce mouvement et les conceptions politiques et sociales de ses dirigeants.

Comme toute autre forme de la superstructure sociale, l'Etat fasciste a eu ses causes dans l'infrastructure de la communauté italienne et dans la situation sociale, économique et morale du peuple. Le fascisme, comme tous les autres phénomènes politiques et sociaux, est déterminé dans le sens du matérialisme dialectique par les rapports des individus qui ne sont que la fonction de leur vie économique, basée sur leur force et leurs moyens de production.

Nous trouverons ses premières causes dans les premières années qui suivirent la guerre mondiale. D'ailleurs, c'est ce qui

arrive le plus souvent car tous les grands changements, regroupements et transformations de la Société viennent ordinairement à la suite des grands bouleversements et cataclysmes sociaux.

C'est de 1919 à 1922 que l'Italie vécut les moments de crise et d'effervescence qui n'épargnèrent aucun pays d'Europe et c'est justement cette période qui donna naissance au fascisme.

Peu à peu, les combattants italiens s'étaient laissés gagner par la grande espérance qu'à leur retour de la guerre la direction du pays ne pourrait être assumée que par eux, en remplaçant le vieux personnel politique et bureaucratique, corrompu et inintelligent, incapable pour les idées nouvelles nécessaires au pays nouveau et rajeuni.

C'est ainsi que le soldat italien voyait son pays pour lequel il combattait. Cependant, rien de cela ne se réalisa lors de la cessation des hostilités. En revenant du front, il trouva une situation intérieure décevante. La vieille équipe dirigeante était toujours à la tête de l'Etat. Ils virent « des individus plus chanceux ou moins scrupuleux profiter des malheurs d'autrui pour s'enrichir. Ils virent leur place prise dans une société où les parvenus de la guerre étalaient un luxe insolent » (1).

« L'Italie se trouvait en présence d'une grosse dette à payer avec des réparations qui s'annonçaient insuffisantes et avec une chute continue de la lire. » (2).

D'autre part, la guerre terminée, une déception complète fut éprouvée par tous les éléments nationalistes et particulièrement par les combattants de la guerre, à la suite des négociations de Paris.

Que leur donnait la Conférence ? n'avait-on pas combattu

---

(1) BONOMI (I.) : *Du Socialisme au Fascisme*, p. 35.

(2) TIBAL (A.) : *Les Nouvelles Lois constitutionnelles de l'Italie*, cours professé à l'Institut des Hautes Etudes Internationales, p. 18 (1927-28).

pendant quatre ans pour réaliser enfin ce grand rêve de voir les deux côtés de l'Adriatique sous la domination italienne ?

Le traité de Londres, signé par les principales puissances de l'entente : la Grande-Bretagne, la France et la Russie, accordait à l'Italie une portion d'Asie Mineure et presque toute la côte dalmate. Et qu'étaient devenues les promesses si encourageantes pour lesquelles le peuple italien fit tant de sacrifices pendant les quatre années de guerre ? Le traité de 1915 était-il lui aussi un chiffon de papier ? Quelle terrible trahison de la part de ceux aux côtés desquels l'Italie avait donné, pendant la lutte le meilleur de ce qu'elle avait.

La question du traité de Londres provoqua un désaccord complet entre les dirigeants du peuple italien. M. Sonnino et M. Orlando ne voulaient pas renoncer à ce que le traité attribuait à l'Italie. Les nationalistes réclamaient son application avec une ténacité irréductible. L'opposition pensait autrement ; M. Bissolati était prêt à abandonner ce qui n'appartenait pas à l'Italie. « Mais une vague nationaliste atteint l'Italie. On parla de victoire inutile, on agita les plus ardentes passions nationales, on dit et on écrivit que l'Italie était prête à prendre les armes... L'idée que la guerre pouvait être considérée comme perdue du point de vue des intérêts nationaux se répandit dans les masses. » (3).

C'est ainsi que raisonnait la classe moyenne et la petite bourgeoisie italiennes, « dont des milliers d'enfants, jeunes officiers improvisés pendant la guerre, avaient donné leurs vies sur les Alpes et dans les déserts effroyables du Carso » (4).

Tout cela provoqua une rancune du nationalisme italien déçu, contre tout ce qui était étranger et contre le gouvernement même qu'il rendait responsable de cette politique.

---

(3) STURZO (Don Luigi) : *L'Italie et le Fascisme*, p. 45.

(4) SFORZA : *Dictatures et Dictateurs*, p. 35.

Pour que cette rancune et cette animosité soient plus grandes encore, on exalta la vengeance et l'esprit belliqueux par la marche sur Fiume dans laquelle prirent part tous les éléments mécontents, comme l'observe très bien M. Sforza ; « ...les adolescents des familles de la petite bourgeoisie qui formèrent plus tard les cadres des premiers groupes fascistes, et avec eux des petits employés, pour qui la mobilisation maintenue représentait une vacance passée à la caserne, les étudiants qui craignaient que les études baclées tant bien que mal pendant les années fiévreuses de la guerre ne fissent d'eux que des fruits secs ; enfin des jeunes officiers qui, ayant débuté à la guerre comme civils, avaient gagné leurs galons dans les tranchées. » (5).

Mais à cela vint se greffer une cause beaucoup plus grave dont la contribution tient une large part dans le changement du régime italien et qui n'est autre que l'état social du peuple.

Comme dans tous les pays européens, la démobilisation provoqua une surabondance dans la main-d'œuvre. L'industrie qui avait connu des jours d'intense activité et dont la production avait été poussée à l'extrême, artificiellement soutenue qu'elle était par les besoins militaires durant les années de la guerre se trouva, au lendemain de l'armistice, en présence d'une crise dont la force alla croissant au fur et à mesure que diminuèrent les demandes.

« Les grands industriels, avides de bénéfices dont ils ont pris l'habitude pendant la guerre, faisaient un effort considérable pour maintenir l'industrie italienne sur le même pied que dans la guerre. » (6).

Le coût de la vie augmentait de jour en jour et cependant les salaires ouvriers s'effondraient. Les congédiements de tra-

---

(5) SFORZA (Comte), *op. cit.*, p. 37.

(6) TIBAL (A.), *op. cit.*, p. 18.

vailleurs se multipliaient. Les usines fermaient leurs portes, tandis que le chômage réduisait à la misère des rangs de plus en plus compacts de « sans travail ». Les contradictions de ce régime d'intérêt, d'exploitation, de spéculation et d'usure, en un mot, le régime capitaliste, se montraient à tous dans leurs formes réelles. Tout cela se fit au détriment de la classe ouvrière et ne tarda pas à créer un esprit révolutionnaire.

Voilà dans quelle situation sociale et psychologique se trouvait l'Etat où trois ans plus tard devait s'installer la plus terrible des dictatures que l'Italie ait jamais connue.

Les masses ouvrières, organisées en syndicats, opposèrent avec une ardeur opiniâtre une résistance acharnée. D'autre part, encouragé par le succès du socialisme russe, le mouvement révolutionnaire s'insinua de plus en plus et gagna les différentes couches des classes laborieuses du peuple italien.

En effet, l'avènement du communisme en Russie montra que le socialisme n'était pas une utopie. Les ouvriers, les paysans, ceux qui véritablement ont le plus de mérite dans la vie d'une nation, étaient enfin au pouvoir. On avait pu chasser ceux qu'on croyait inamovibles : le tsar avec tout son entourage de nobles, de grands seigneurs et de nouveaux riches, en un mot tout se parasitisme qui opprimait le peuple russe poussé par un égoïsme sans limites et sans scrupules.

L'exemple russe enthousiasmait les prolétaires italiens qui, après la guerre, se virent dans une situation analogue à celle qu'avait créée la Russie tsariste aux ouvriers.

Les grèves et les lock-out se suivaient dans les premières années de la paix. « Un désordre se produisit immédiatement dans les services publics, municipaux et nationaux. La poste devint chaque jour plus fantaisiste. Quant aux cheminots, les heures de départ et d'arrivée des trains les laissent complètement indifférents. Personne ne respecte plus les autorités éta-

blies. Le prix de la vie augmente de façon intolérable. Seul le pillage des wagons de marchandises fonctionne de façon régulière. » (7).

Pendant que l'Italie sombre dans un désordre qu'il est malaisé de décrire, M. Nitti, alors chef du gouvernement, procède à une autre expérience : il fait voter par le Parlement une nouvelle loi électorale. Les nouvelles élections se firent, en effet, le 16 novembre 1919, sur la base du scrutin de liste avec représentation proportionnelle.

C'était imposer le suicide à la vieille oligarchie libérale. Les vieux partis libéraux, mal organisés, ne purent résister à ce système de représentation proportionnelle et se trouvèrent battus, réduits en tronçons et, pour la plupart même, complètement anéantis. Là ne s'arrêta pas le désordre.

Le paysan qui avait été gorgé de promesses pendant la guerre et auquel, sans cesse, on avait donné l'assurance qu'il serait procédé à une juste répartition des terres, sentit sa rancune se muer en colère lorsqu'il vit, les hostilités terminées, que rien n'était tenté pour changer sa situation. Les émeutes de campagne éclatèrent dont la fréquence augmenta de jour en jour. Tout convergeait pour réagir contre le règne des abus insupportables qui s'étaient créés dès le début de la paix.

Quand le parti socialiste italien rentra à la Chambre, il comptait 156 députés. D'autre part, un nouveau « parti populaire » réunissait 100 représentants dont le programme était purement réformiste. Il tendait à ce que soient établis :

— « L'intégrité de la famille, de la liberté d'enseignement, de la protection de l'organisation syndicale. (II) Réclamait la législation sociale nationale et internationale. La multiplication de la petite propriété, l'impôt progressif, la décentralisation

---

(7) PUJO (B.) : *Dix ans de Fascisme*, p. 4.

administrative, le suffrage féminin, la transformation du Sénat en Chambre des Représentants des intérêts corporatifs et des classes organisées, l'adhésion à la Société des Nations, l'arbitrage international et enfin l'abolition des traités secrets. » (8).

Par ce programme, on peut le classer comme « parti du centre » car, en effet, il était en opposition avec les deux extrêmes : socialistes d'une part et conservateurs d'autre part. Cette répartition des sièges à la Chambre des Députés rendait impossible la constitution de la majorité nécessaire. L'intransigeance du parti socialiste et du parti populaire ne permit à aucun gouvernement de se créer un appui dans le Parlement.

Les organisations ouvrières jugèrent que le moment était devenu opportun pour engager une action révolutionnaire.

Tandis qu'au Parlement le désordre envahissait les esprits et que se succédaient les ministères Nitti, Giolitti et Bonomi, la Confédération Générale du Travail déclencha l'offensive. Cette attaque bien que déjà annoncée par quelques escarmouches qui se produisirent çà et là ne se manifesta vraiment dans toute sa force que lorsque la fermeture retentissante d'une grande usine laissa sans travail un nombre considérable d'ouvriers qui y étaient occupés. Ce fut à ce moment que l'exaltation atteignit le summum. La Fédération des Ouvriers Métallurgistes qui fournit le plus fort contingent de mécontents donna des directives. Des masses d'ouvriers envahirent les usines pendant que les groupes de paysans s'emparaient des terres et en commençaient l'exploitation.

Partout, se heurtant à l'inertie des services d'ordre, le patronat et les propriétaires n'opposèrent qu'une médiocre et d'ailleurs inopérante résistance. Effrayés, ils laissèrent les événements se précipiter et en furent les proies. Leur manière d'agir

---

(8) SFORZA (Comte) : *Les Baptiseurs de l'Europe moderne*, p. 19.

incertaine d'abord, devint complètement incompréhensible, sans suite. Ils se laissèrent balloter par ce flot qui submergeait leur raisonnement et dont le cours changeait à chaque nouvelle orientation de la politique. Ils attendaient, sans pouvoir être capables de prévoir quand elle se présenterait, l'occasion qui leur permettrait de redevenir peu à peu les maîtres qu'ils avaient été, contestant pour cela les choses qu'ils avaient été contraints d'accepter et se promettant même de recourir à l'indemnisation pour le tort subi.

Pour calmer l'agitation dans les campagnes et faute de pouvoir l'enrayer immédiatement, une loi, en date du 2 septembre 1919, accorda aux associations d'anciens combattants le droit de procéder à l'expropriation pour des terres incultes ou mal cultivées. Ceci eut pour résultat un accroissement de violences et permit que des violations de propriétés se fassent en toute impunité. Ce fut une invasion forcenée, une ruée vers ce nouveau mirage de la fortune que chacun croyait pouvoir atteindre ainsi facilement ; cela eut pour effet d'accentuer encore le désordre et on ne peut contester son caractère d'illégalité. Voici, à ce sujet, ce que nous apprennent MM. Buoizzi et Nitti : « La situation agricole du sud de la péninsule avec sa surabondance de grandes propriétés foncières, ses immenses espaces à culture extensive, les tristes conditions de vie de ses paysans, amena les associations d'anciens combattants à occuper une partie de ces territoires et à consacrer, par cette forme simpliste et illégale, un droit de propriété que la propagande du temps de guerre leur avait promis. » (9).

Tout ce désordre acheminait l'Italie vers une ère nouvelle et tout nous permet de supposer que c'est vers une République socialiste, la seconde en Europe, qu'elle se dirigeait. La vague

---

(9) Buoizzi et Nitti : *Fascisme et Syndicalisme*, p. 58.

révolutionnaire s'étendait et, de la Lombardie qui avait vu ses débuts, gagnait l'Italie entière (10).

Cependant, cette ascension vers un régime de dictature prolétarienne n'alla pas en progressant et plusieurs faits en furent les causes. Bien que, en effet, l'occupation des usines fût réalisée, on ne pouvait s'en tenir là et il fallait encore mettre les ouvriers à même d'accomplir le travail et de mettre la machinerie en marche. Cependant, une fois ceci réalisé, les choses n'allèrent pas aussi aisément qu'on l'avait tout d'abord espéré. Les matières premières s'écoulaient rapidement et ne tardèrent pas à manquer. Le service intellectuel n'était plus assuré, les employés ayant quitté leur emploi, les uns hostiles en mouvement, les autres n'y ayant guère confiance.

D'autre part, les dirigeants commirent une grave faute de tactique. Les éléments révolutionnaires guidés par les organisations syndicales se bornèrent à une révolution passive, se contentant de faire des grèves ou d'occuper les usines où ils se réfugièrent en attendant, semblait-il, que les besoins et les forces publiques les en chassent, alors qu'il eut fallu obtenir une socialisation aussi complète que possible dans un laps de temps relativement très court et essayer de s'emparer du pouvoir par tous les moyens pouvant s'offrir. C'est cette action défensive qui fit avorter leur mouvement.

A cette faute de stratégie, les révoltés en ajoutèrent une autre qui les fit abandonner d'un grand nombre de partisans et leur aliéna l'opinion publique qui, tout d'abord, leur avait manifesté quelque sympathie. « Dans leur aveugle haine de la guerre, ils avaient excité les masses également contre le groupe

---

(10) « Le 31 août 1919, 280 établissements métallurgistes étaient occupés à Milan et dans les environs... Le 1<sup>er</sup> septembre, l'occupation s'étendait aux fabriques du Piémont. Puis l'exemple fut suivi dans toute l'Italie. » (Dominico Russo : *Mussolini et le Fascisme*, p. 15).

des combattants sortis de la classe moyenne, intellectuels, employés, étudiants, adhérents des professions libérales, qui représentaient la majorité du peuple italien et qui répugnaient à abjurer d'une façon aussi radicale leurs idées, leurs espérances patriotiques et nationales. » (11).

Ceux-ci, dans l'incertitude et l'irrésolution dans lesquelles ils essayaient vainement de trouver une vérité, avaient sinon pris un rôle prépondérant, du moins participé pour une large part au lancement du mouvement. Les excès des révolutionnaires qui tentaient d'exciter la population contre les combattants firent que ceux-ci se sentant subitement isolés, dupés par ce mouvement dans lequel ils avaient tout d'abord apporté leur contribution, ne cherchèrent plus qu'à s'opposer de toutes façons à la vague dévastatrice et associèrent dans leur rancœur les détenteurs du pouvoir et les auteurs du bouleversement.

Mais, la plus grave erreur que commit le socialisme italien comme d'ailleurs dans toutes les révolutions qui se terminent par une faillite, résida dans le fait que les révolutionnaires au lieu de se serrer étroitement dans leur action, se laissèrent séparer en deux clans : les uns se groupant derrière une tête intransigeante, les autres gagnés par les dirigeants prêts à consentir des concessions. En cette division de leur bloc, ils dispersaient leurs forces et diminuaient considérablement l'autorité ou la crainte qu'ils avaient en premier lieu inspirée (12).

---

(11) PREZZOLINI (G.) : *Le Fascisme*, p. 30.

(12) Toute révolution est déterminée, préparée par le capitalisme, qui s'y emploie inconsciemment. C'est lui qui, rendant les conditions d'existence de plus en plus difficiles pour les travailleurs, jette ceux-ci dans des organisations révolutionnaires. Les foules se transforment ainsi en masses organisées qui, fatalement, sonneront un jour le glas de leur oppresseur.

Mais, pour que ces masses deviennent compactes, pour qu'elles se sentent solidaires, il faut que les individus sentent combien une cohésion est nécessaire et quelle force elle leur donne; qu'ils comprennent qu'isolés dans la lutte ils ne peuvent que peu de chose, et qu'unis, au contraire, ils peuvent parvenir à leur fin. Une action révolutionnaire, pour aboutir au succès, doit

Entre les 156 délégués socialistes siégeant à la Chambre et toutes les organisations ouvrières, l'accord pour la conduite de cette action ne put être réalisé. Certes, une partie était, à coup sûr résolue à entrer dans la voie que leur avait tracée la « Révolution d'octobre », mais les autres, plus nombreux, habitués des milieux syndicalistes, issus des classes intellectuelles ou bourgeoises, et quelques éléments plus ou moins équivoques, ne dissimulaient qu'à demi leur esprit tendant à des méthodes conciliantes.

Déjà en 1921, après tout le succès recueilli depuis deux ans, le parti socialiste abandonna tout ce que les prolétaires italiens étaient parvenus à établir. A leur congrès de Livourne, un dé-

---

présenter cette solidarité, non en apparence, mais dans les faits eux-mêmes.

En effet, on a vu que dans les moments les plus propices à une révolte, dans les jours de crise économique, politique et morale, on proclame l'unité d'action dans les masses ouvrières, on exalte le front unifié, l'action commune, la solidarité, etc... Tout cela se fait à huis clos, peut-on dire, dans des réunions publiques ou quelquefois même à la Chambre des Représentants. Mais quand l'action directe est à l'ordre du jour, quand il faut agir et non s'éterniser en discours, on ne voit plus trace d'aucune solidarité, et il semble que ce mot soit un pur enfantement de l'imagination devant la carence de tous ces soi-disant adorateurs de la veille.

La scission se fait immédiatement. Les révolutionnaires véritables d'une part, les modérés de l'autre. Ces derniers, poussés par des sentiments plus ou moins dictés par une politique d'opportunisme, indécis, se prêtent à des négociations et envisagent des conciliations, mettant ainsi obstacle à toute réussite du mouvement révolutionnaire.

A ce sujet, l'éminent syndicaliste M. SOREL écrit, dans son ouvrage : *Réflexions sur la violence*, en donnant à ses personnages leur véritable aspect : « Une partie de ces masses organisées conçoit qu'il pourrait s'établir une diplomatie régulière entre le parti socialiste et l'Etat même, chaque fois qu'un conflit économique s'élèverait entre ouvriers et patrons. Dirigés par ces chefs, qui faisaient croire aux ouvriers que l'on porte le drapeau de la révolution, à la bourgeoisie qu'on arrête le danger qui la menace, au pays que l'on représente un courant d'opinion irrésistible, elle devint ce qu'on appelle aujourd'hui le socialisme parlementaire. Leurs congrès s'épuisent à combiner des formules destinées à régler la diplomatie socialiste, à dire quelles alliances sont permises et quelles sont défendues, à concilier le principe abstrait de la lutte de classes (que l'on tient à garder verbalement) avec la réalité de l'accord des politiciens. » (P. 102 et 105).

saccord complet aboutit à une scission en deux camps : les partisans de la lutte à fond décidés à s'emparer du pouvoir, et les modérés prêts à entamer des négociations. D'autre part, dans la C. G. T. italienne, ainsi que dans la Fédération des Ouvriers Métallurgistes, les deux organisations principales qui menèrent tout le mouvement, le même désaccord ne fit pas défaut. Les uns ne voyaient le salut possible que dans la transformation fondamentale du système existant, croyant à une révolution intégrale et cherchant la cause de leur faiblesse économique dans la force de la réaction, les autres croyant aux petites améliorations successives, aux réformes et à la solidarité des classes dans l'Etat.

Devant les inconvénients qui se présentaient et dont nous avons parlé précédemment, les modérés prirent le dessus et se séparèrent de la minorité incapable, à elle seule, de continuer la lutte. La division régna dans toutes les organisations syndicales du pays de sorte que les journées révolutionnaires prirent fin.

Une promesse faite par M. Giolitti de faire voter au Parlement une loi organisant l'admission des ouvriers au contrôle technique et financier des entreprises suffit pour que les ouvriers renoncent à la socialisation de la production.

Les industriels rentrèrent en possession de leurs usines sans que cela créa de sérieux incidents. En face de cette déroute et voyant leurs efforts vains, les masses déçues se laissèrent gagner par le découragement et ne tentèrent plus de résister.

Ainsi se terminait, cruellement décevante pour d'aucuns, cette ère où le peuple croyait enfin devenir maître à l'instar des ouvriers russes.

Cependant, si pour les travailleurs c'était la débâcle, pour les capitalistes l'heure de la vengeance avait enfin sonné. Grâce à ce défaut de solidarité et au désaccord existant entre les

partisans de Moscou et de la Deuxième Internationale, le capital se réorganisa, car le temps lui en fut donné, et recruta, sans conditions, son armée parmi tous ceux qui acceptaient de s'enrôler à son service : dissidents du parti socialiste, anciens combattants, petits commerçants et jeunesse bourgeoise.

## SECTION II

### L'avènement du fascisme

Au début de l'année 1919, un petit groupe d'anciens combattants, d'étudiants, d'employés et quelques mécontents entouraient M. Mussolini, ancien anarchiste banni du parti socialiste, ancien neutraliste, interventionniste, apôtre du nationalisme italien, et constituaient ainsi les premiers « fasci » devant plus tard, sous la protection du grand capital, servir de bourreaux à leurs anciens camarades du parti.

Cette façon d'agir devait permettre aux parvenus et à la classe possédante de retrouver la quiétude ébranlée dans les journées d'émeutes, et la vie tranquille qu'elle avait dû quitter pour un moment car, disait-on, le salut de la patrie, l'intérêt général et la paix du peuple laborieux l'exigeaient.

C'est ainsi que se forma le noyau fasciste. Cependant, pendant toute la période révolutionnaire jusqu'au jour où l'opportunisme du socialisme parlementaire mit fin à la révolution sociale dans l'Italie, le parti fasciste ne joua pas un rôle marquant dans les événements intérieurs du pays. D'ailleurs, à ses débuts, le parti fasciste faible et ne comptant encore que peu de partisans, se cantonna dans une activité de propagande nationaliste, se rapportant surtout à la question territoriale d'après-guerre. Il est à remarquer que ses plus fidèles partisans furent

toujours ceux qui crurent au retour d'un pouvoir fort, d'une autorité qui serait représentée par ceux qui avaient combattu pendant quatre années, espérant qu'à leur retour ils auraient obtenu des droits sur cette Italie qu'ils avaient défendue.

Quand d'Annunzio avec ses « arditî » entreprit l'occupation de Fiume, les « fasci » ne se distinguaient plus de ceux-ci.

Sur le terrain social, au contraire, les « fasci » présentaient un mouvement révolutionnaire. Les fascistes, en effet, participèrent, eux aussi, à l'occupation des usines. Partout, M. Mussolini encourageait les ouvriers à la rébellion et il reprocha même aux dirigeants de manquer de décision et d'énergie en ne poussant pas avec plus de vigueur le mouvement qu'ils avaient mis en route. En tous lieux, il stimulait la foule des grévistes et parvint même à donner l'impulsion à des agitations dont il n'est pas exagéré de prétendre que les tendances offraient un caractère nettement destructeur du régime existant.

Cette manière de procéder ne peut vraiment beaucoup étonner quand on se souvient des aspirations socialistes de M. Mussolini ; on ne peut aussi aisément renier ses idées ; les siennes l'assaillaient plus violemment parfois le rendant plus que jamais épris de liberté. Comment en eut-il été autrement d'un homme qui, pour ambition, n'avait que celle d'être considéré comme fervent disciple de Karl Marx et d'Engels. Son socialisme exalté tint de l'esprit révolutionnaire qui « en veut au roi, au parlement, aux tartufes politiques, au suffrage universel, à Dieu lui-même » (13).

Aussi, quand approcha la date des élections législatives de 1919, il présenta le programme du parti fasciste comportant :

— Pour le problème politique : abolition du Sénat, réforme

---

(13) ROYA (L.) : *Histoire de Mussolini*, p. 36.

de la constitution, réforme des conseils techniques du travail élus par les corporations des métiers.

— Pour le problème social : journée de travail de 8 heures ; participation des représentants des travailleurs au fonctionnement technique des industries ; fixation du salaire minimum ; autorisation aux organisations prolétariennes d'administrer des industries et des services publics.

— Pour le problème financier : un fort impôt sur le capital moyennant des taux progressifs, en considérant que son but est de parvenir à une expropriation partielle de toutes les richesses ; séquestre de tous les biens appartenant à des communautés religieuses (14).

On ne peut croire, à la lecture de cette profession de foi, que son auteur serait, plus tard, l'impitoyable ennemi de cette même classe ouvrière qu'il avait tant soutenue dans sa lutte avec le patronat. Tout cela a cependant ses raisons et ses causes. Avant tout, le Duce n'a jamais été homme à s'embarrasser de son passé politique, et il suffisait de quelques faits survenant pour lui suggérer un changement d'opinion. C'est ainsi que, depuis la guerre, plusieurs fois son orientation changea avec les événements. Socialiste, il fut neutraliste au début de la guerre, puis interventionniste quelques mois plus tard, républicain qui n'avait cessé, depuis sa jeunesse, de haïr la royauté, il termine cette série d'opinions variées et contradictoires par une tendance monarchiste. Quoi de surprenant alors, puisqu'il semble se complaire dans le paradoxe, qu'il devienne le plus grand adversaire des révolutionnaires et, partant, le défenseur du régime réactionnaire.

Nous ne pouvons cependant dire que cet esprit opportuniste instable, oscillateur, plein de rancune contre ses anciens colla-

---

(14) BUOZZI et NITTI, *op. cit.*, p. 71.

borateurs socialistes qui l'avaient chassé du parti, fut une des principales causes de son affiliation à la classe conservatrice italienne. D'autres raisons sur lesquelles, voulant faire la lumière, Matteotti paya de sa vie, déterminèrent M. Mussolini.

Pour en juger, rappelons-nous la situation intérieure quand apparurent les premiers « fasci » et combien était grande la faiblesse de l'Etat. D'une part, d'Annunzio, avec une partie encore mobilisée de l'armée et des volontaires mécontents de l'issue de la guerre, occupait Fiume, aidé par une légion formée dans la ville même et composée d'éléments révoltés contre les garnisons alliées. Cette attitude était absolument contraire à celle adoptée par le pouvoir régulier qui venait de cesser les hostilités. L'autorité du gouvernement, seule qualifiée pour intervenir en cas de désordre, et cependant inopérante en cette circonstance — toutes ses menaces ne parvenant pas à retenir d'Annunzio et ses fidèles — en fut considérablement diminuée. Ensuite, le Parlement, après les élections de 1919, ne pouvant plus offrir de majorité pour remédier aux désordres croissants régnant dans le pays, l'opinion publique se tourna contre le gouvernement et lui fut complètement défavorable.

On vit alors les ministères se suivre sans aucun résultat. Nitti, Bonomi, Giolitti, puis Bonomi encore, ne purent résister à l'intransigeance des partis parlementaires. Les 156 socialistes et 100 populaires nouvellement élus s'affirmaient de plus en plus en opposition à tous les ministères tendant à se constituer. Devant un Parlement semblable où aucun groupe ne voulait assumer de responsabilité, où ne pouvait être obtenue aucune majorité, il était impossible de former le gouvernement stable et énergique que cette période réclamait pour assainir la situation.

La crise ayant ainsi atteint son comble, tous vivaient dans

l'incertitude attendant anxieusement l'issue du bouleversement chaotique auquel était en proie tout le pays.

Les fascistes virent leurs rangs grossis par les partisans réactionnaires recrutés à mesure que s'affirmait le déclin de la révolution socialiste. A ceux-ci se joignirent bientôt des petits commerçants, des employés, des anciens soldats et des agriculteurs qui avaient tout d'abord escompté quelque avantage du socialisme. Cependant, les escouades fascistes organisées dans tout le pays manquaient d'argent. Celles-ci, dans lesquelles la classe possédante voulait trouver un appui, étaient financées par les industriels et les gros propriétaires qui, ne trouvant pas la protection suffisante dans l'Etat, avaient essayé d'en trouver une dans la révolte même.

A ce moment, leur développement s'étant encore accru, et devant l'aide du capitalisme, les fascistes n'eurent plus d'autre but que de protéger les propriétés de ceux qui les rémunéraient aussi largement et ils commencèrent leur action protectrice des anciens expropriés contre les révolutionnaires. D'ailleurs, peu de difficultés s'offraient à eux, les industriels et les financiers les subventionnant, et « les armes leur étant fournies en grand nombre par les corps d'armée de l'Etat » (15). C'est le moment décisif pour le fascisme dont le but se précise.

Sous la pression de ceux dont il était le chef et qui s'étaient mis au service du capital italien, inspiré par son opportunisme qui ne le quittait jamais, M. Mussolini profita de la faiblesse du gouvernement pour se faire sauveteur de l'Italie. Pour cela, il rejetait son programme de 1919 et déclarait la guerre au socialisme italien.

Son but ? Restaurer le pouvoir et l'autorité du capitalisme. « Mussolini comprend alors — disaient MM. Buoizzi et Nitti —

---

(15) Buoizzi et Nitti, op. cit., p. 89.

que le rôle d'agent provocateur assumé en 1919-1920 par le parti fasciste, ne peut pas continuer ; il devient impossible désormais de spéculer sur l'agitation des classes laborieuses. Il ne tarde pas non plus à se rendre compte que le capitalisme italien sorti sans grands sacrifices du danger révolutionnaire ne demande et ne cherche qu'à consolider son autorité et ses privilèges et surtout à rendre impossible dans l'avenir le retour offensif des organisations ouvrières. » (16).

Quant à la résistance du socialisme, que pouvait-on en attendre après le congrès de Livourne et le retour des propriétaires dans leurs usines ?

Bien que ne pouvant nous étendre plus longuement sur les événements qui émaillèrent la lutte du socialisme et du fascisme, remarquons encore que le fascisme vit augmenter ses rangs de façon considérable et dans un temps prodigieusement court. Tous les mécontents et les déçus, les nationalistes, les combattants et la jeunesse bourgeoise enfin, y accouraient ; les uns désirant voir l'ordre rétabli, les autres comptant surtout y servir leurs propres intérêts. Les élections de 1921 en donnant à la Chambre trente-deux députés fascistes, « décidèrent du sort de l'Italie. Demeuré jusqu'alors simple exploitateur de la crise, le fascisme devint, d'un coup, l'instrument redoutable d'un de ces groupes d'intérêt dont l'opposition, parfois violente, entretenait la crise » (17).

Le triomphe du fascisme atteint son apogée sous le ministère Facta. Financée par le capital, l'armée des chemises noires se mobilise. Sur la demande expresse de M. Mussolini, M. Facta obéit et intervint contre la grève générale proclamée par l'Alliance du Travail. Il ne réussit cependant pas. C'est à ce moment que, avec une violence peu commune, les hordes fascistes

---

(16) Op. cit., p. 82.

(17) TRENTIN (Silvio) : *Aux sources du Fascisme*, p. 80.

intervinrent à leur tour et mirent le point final aux derniers soubresauts révolutionnaires.

Le ministère Facta démissionna et le moment était tout indiqué pour que les fascistes s'emparent du pouvoir. Les légions mussoliniennes équipées de pieds en cap par la haute finance se préparèrent à entrer dans Rome. La dernière résistance qu'elles trouvèrent dans le gouvernement déjà démissionnaire ne fut pas approuvée par le Roi lui-même qui refusa de sanctionner l'état de siège réclamé.

C'est ainsi que peu après Mussolini, à la tête de ses troupes, faisait une entrée triomphale dans Rome et ne trouva sur son chemin aucune résistance si minime fut-elle.

### SECTION III

#### La doctrine fasciste

Quand le fascisme commença à se consolider en Italie il ne pouvait être question de sa doctrine. M. Mussolini même écrit dans son livre « Le Fascisme » : « le Fascisme ne fut pas le fruit d'une doctrine déjà élaborée en chambre ; il naquit d'un besoin d'action et fut action » (18). En effet, nous l'avons vu déjà précédemment, le fascisme fut la conséquence d'une action non pensée, provoquée par une réaction pleine de protestations et de négation contre tout ce qui représentait l'élément libéral et révolutionnaire. Il se déclara adversaire acharné du socialisme ; on se souvient que celui-ci était sur le point de réussir l'abolition du système considéré par lui comme réactionnaire.

---

(18) MUSSOLINI (B.) : *Le Fascisme. Doctrine et Institutions*, p. 29.

Le fascisme, d'autre part, s'éleva contre le parlementarisme qui permit, un peu par sa carence et son impuissance, et un peu parce que tolérer l'organisation des masses ouvrières est sa raison d'être, le développement et le renforcement du socialisme italien.

On pourrait le définir comme un mouvement politique basé sur la force et qui se mit au service de la réaction et de la riche bourgeoisie. Pas d'idéologie, pas de doctrine qui eut précédé ce mouvement ; il fut, dit M. Gaston Rabeau, « une action avant d'être un mot » (19).

Aujourd'hui, nous ne sommes plus en présence d'un mouvement révolutionnaire. Le fascisme s'est incrusté en Italie ; il prétend maintenant être une forme politique et sociale bien précise, une forme basée sur une doctrine saine et conséquence normale du développement normal de l'histoire. M. Mussolini a déjà consigné toutes les conceptions fondamentales, politiques et sociales du fascisme dont il est la personnification. Son livre « Le Fascisme, Doctrine et Institutions » peut en être considéré actuellement comme l'A.B.C.

Cependant, existe-t-il vraiment une doctrine fasciste ? Pouvons-nous admettre, sans hésitation, ce dont certains auteurs veulent nous persuader et qui revient à dire que « le fascisme ne serait pas l'application d'une doctrine mais en aurait créé une » ? (20).

Pour nous, nous ne pouvons reconnaître que le fascisme ait cessé d'être une action de la force et soit devenu une idée définie, constante dans l'esprit des hommes. En effet, qu'est-ce qu'une doctrine ? N'est-elle pas l'essence de la pensée d'un ensemble d'hommes appartenant à la même école, le résultat

---

(19) *La Philosophie du Fascisme*, dans *la Vie Intellectuelle*, p. 85.

(20) HECKELINGEN (Vries de) : *Le Fascisme et ses résultats*, p. 101.

de l'intellection commune de leurs esprits ? Par là ne suppose-t-elle pas la venue d'une idée la précédant ?

Dans l'histoire de la Société, nous voyons la naissance d'un corps d'idées qui forme un sillage dans lequel, peu à peu, s'engagent les hommes et qui, dans un laps de temps plus ou moins rapproché, se termine par une action ou pacifique ou révolutionnaire. L'idée a toujours précédé l'action. Elle se crée sous l'influence du milieu matériel, de l'état social et économique des hommes et enfante à son tour l'action qui doit modifier ce milieu et cet état social. La démocratie a été pensée bien avant sa réalisation. La doctrine socialiste avait été conçue depuis des siècles avant qu'elle ne se fût matérialisée et il en est de même pour toutes les doctrines au sens scientifique du mot.

Comment, dans ces conditions, pourrait-on concevoir qu'une action qui se serait faite d'elle-même puisse, par la suite, créer sa doctrine ? Il est, de toute évidence, démontré que cette façon de voir ne repose sur aucun fondement philosophique :

Un système basé sur certaines idées réalisées, peut disparaître puis réapparaître dans une forme plus parfaite, débarrassé des maux qui ont été les causes de sa disparition. Prenons par exemple la démocratie ; sa conception revient aux hommes de la révolution. Elle a eu sa jeunesse puis son apogée. Elle fut au service du progrès et donna beaucoup à l'humanité, comme tous les systèmes d'action libérale par rapport au système précédent ; des siècles se sont passés sous ce régime et cependant s'il disparaît c'est que les facteurs qui le détruisent étaient trop peu perceptibles pour les hommes de la période révolutionnaire. Cependant, son règne est incontestable et s'il disparaît, peut-être pourra-t-il revivre dans le monde lorsqu'il aura éliminé les défauts qui sont cause de sa perte. La doctrine socialiste fournit un exemple encore plus frappant car, non

seulement le socialisme a été pensé, a eu ses créateurs doctrinaires, mais il a subi des épreuves dans son évolution.

En 1871, le socialisme voit sa première réalisation ; sa vie ne fut pas de longue durée car peu de temps après il fut écrasé complètement. On disait alors que le socialisme avait vécu, qu'il était battu définitivement, que jamais plus il ne pourrait revenir étant contraire à ce que nécessitait la société et qu'avec lui il était impossible de créer une formule répondant aux exigences de la vie nouvelle. C'est là que se montre la force de la doctrine : ce même socialisme qui recommence à manifester une sourde activité aux environs de 1914, se reforme rapidement et fournit, en 1917, la preuve la plus éclatante de sa puissance animatrice ; enfin, la guerre, en arrivant à son terme ne marqua-t-elle pas la vitalité de cette doctrine ?

L'idée qui résulte de l'agglutination des pensées d'une école doit être compatible avec les sentiments des hommes. Il faut, pour qu'elle puisse devenir une doctrine, qu'elle puisse survivre dans les âmes malgré ses insuccès momentanés, malgré la disparition de ses chefs ou fondateurs, malgré tous les chocs qu'elle peut recevoir.

Marx, Jaurès, Lénine ont tous disparu mais l'idée lancée par eux était tellement forte que c'est d'elle que vit une grande partie des peuples, soit qu'ils s'y soient soumis ou espèrent le faire.

La doctrine, donc, est un ensemble de pensées qui peuvent vivre, renaître, qui s'introduisent dans le peuple en force non armée mais attractive, provenant de leur justesse et de leurs conséquences par rapport à la loi dynamique, sociale, au progrès matériel et moral de l'homme.

Que trouvons-nous de tout cela dans le fascisme ? En quoi consiste la doctrine fasciste ? Que se passerait-il si ses chefs disparaissaient ? La réponse est faite. Le fascisme n'est pas.

une doctrine au sens scientifique du mot ; il n'a jamais été pensé et n'a été précédé par aucune idée. Il s'est imposé par la force pour défendre l'intérêt du gros capital financier qui ne pouvait plus s'appuyer sur un système libéral qui le mettait en face des masses révolutionnaires. Il n'a jamais subi d'épreuve et nous ne croyons pas qu'il soit de taille à pouvoir résister à celle qui se présenterait. S'il persiste, c'est grâce à la violence mais le jour où ses prôneurs le renieraient ou disparaîtraient le laissant seul pour affronter une autre force aucun idéal ne le soutiendrait et l'on assisterait bientôt à son anéantissement. La prétendue doctrine fasciste ne réside que dans la force et la domination. Plus de force, plus de pouvoir et plus de doctrine...

« Ni Napoléon I<sup>er</sup>, ni Napoléon III, n'a eu de successeurs. Le fils de Cromwell n'a régné que quelques années. Il ne faut pas se hasarder à des prophéties que les faits pourraient démentir mais il est permis de croire qu'avec la vieillesse, l'affaiblissement ou la mort du Duce, son régime sera en péril. Les compatriotes de Mazzini, de Garibaldi et de Cavour » — ainsi que les vaincus dans les premiers jours du fascisme — « ne peuvent pas avoir définitivement abdiqué tous leurs droits sur l'Italie » (21).

Comme le dit M. Tibal, actuellement le fascisme « ...comme tout homme qui a fait fortune, éprouve le besoin de se chercher des ancêtres de marque et qui, naturellement, en trouve toujours » (22). Il essaie de s'appuyer sur les conceptions du grand philosophe Hegel ainsi que sur ceux de l'éminent syndicaliste révolutionnaire G. Sorel et enfin sur celle du « ...philosophe artiste », comme le dit M. Nitti dans son œuvre « La démocratie », « Nitsche, une grande âme de poète et de visionnaire qui aspirait ardemment à la liberté et qui est devenu un

---

(21) BARTHÉLEMY (J.) : *La Crise de la Démocratie contemporaine*, p. 82.

(22) TIBAL (A.), op. cit., p. 3, leçon 11.

symbole de réaction intellectuelle dont les idées ont fini par aller mourir avec lui dans l'asile d'aliénés. » (23).

Mais loin d'avoir une quelconque ressemblance avec les concepts du grand philosophe allemand et du véritable révolutionnaire Sorel, le fascisme en est et ne peut être qu'une très modeste imitation, un essai d'imitation même, une contrefaçon des plus mal réussies qui n'évoque en nous que la caricature de grandes idées ; « ...il est moins une doctrine qu'un conglomérat d'alluvions de tous les préjugés et de toutes les erreurs des écoles politiques du passé » (24).

## SECTION IV

### L'Etat Fasciste

La base fondamentale du fascisme est sa conception de l'Etat. Celle-ci est anti-individualiste, anti-matérialiste, anti-démocratique. Elle est purement spiritualiste, idéaliste.

*Anti-individualiste.* — La conception fasciste de l'Etat est opposée à la conception libérale qui ne voit dans l'Etat qu'une personnification juridique de la Nation. L'Etat fasciste est un phénomène social et politique complètement à part, avec une existence indépendante de celle de ses sujets. « Il est une substance morale, c'est même la seule substance morale. Il a une valeur morale absolue. Les individus n'existent qu'en tant qu'ils sont les instruments de l'Etat. » (25). On néglige le bien-être de l'individu pour ne s'occuper que de la grandeur de l'Etat.

Dans le système démocratique, l'Etat a pour fonction essen-

---

(23) P. 224, T. I<sup>er</sup>.

(24) NITTI (F.), Op. cit., p. 335.

(25) TIBAL (A.), op. cit., p. 12, leçon 3.

tielle d'assurer la liberté individuelle, de faire coordonner et d'arbitrer les diverses formes de la liberté dont il est le tuteur. Dans le système fasciste, cette liberté individuelle est considérée comme une entrave au développement de la grandeur de l'Etat.

Voici, à ce sujet, ce qu'écrivit M. Rocco : « La société doit être considérée dans la continuité de son existence qui dépasse celle des individus, élément transitoire. A la prédominance de l'individu sur la société est substituée la prédominance de la société sur l'individu. » (26).

Le rôle de l'individu est limité ; il naît, il vit et meurt ; la société nationale, au contraire, reste, se conserve et poursuit son but dans le sens du progrès et de l'expansion. L'individu c'est l'instrument au service de l'Etat ; ce n'est pas lui qui est sa raison d'être. L'Etat est une unité qui ne dépend ni des individus ni de leur volonté, mais qui est sa propre cause en même temps que sa propre fin. « La nation — disait M. Rocco le 9 avril 1924 à Civitavecchia — est un organisme vivant qui ne comprend pas seulement les individus de la génération actuelle mais encore tous ceux des générations précédentes et même ceux qui seront. Les individus sont les éléments particuliers, infinitésimaux et éphémères d'une unité organique. » (27).

L'Etat « possède sa vie propre, ses fins et buts différents et supérieurs à ceux des citoyens. Aucun droit individuel ne passe avant l'Etat ni ne peut conserver contre lui sa valeur » (28).

Rien en dehors de l'Etat ne peut donc exister. « Rien en

---

(26) Cité par Georges ROUX : *L'Italie Fasciste*, p. 35.

(27) Cité par Louis HAUTECŒUR : *Le Fascisme*, année politique française et étrangère 1925-1926, p. 135.

(28) PRELOT (M.) : *La Théorie de l'Etat dans le Droit fasciste*, p. 441.

dehors du fascisme », proclame Mussolini dans tous ses discours. « Tout dans l'Etat, rien en dehors de l'Etat, rien contre l'Etat. »

\*\*

*Anti-matérialiste.* — Le fascisme repousse de façon très catégorique la conception du matérialisme historique. Pour lui, c'est tomber dans l'absurdité de prétendre que l'histoire de la civilisation humaine est fonction des rapports de production, déterminés eux-mêmes par le degré de l'évolution des forces productives, leur ensemble constituant la structure économique d'une société qui sera, à son tour, le fondement réel de la superstructure juridique et politique de cette société.

« La négation du matérialisme historique — écrit M. Mussolini, d'après lequel les hommes ne seraient dans l'histoire que des figurants qui apparaissent et disparaissent de la surface, alors que, dans les profondeurs, s'agitent et travaillent les véritables forces directrices, conduit à la négation de la lutte des classes. » (29).

Nous ne savons pas à quel point M. Mussolini connaît la conception du matérialisme dialectique de l'école marxiste mais, à coup sûr, à la lecture de ce qui précède, nous pouvons nous permettre de dire que son essentiel lui échappe. Nous ne croyons pas, en effet, qu'il soit possible d'imputer à l'école matérialiste ce qu'aucun de ses théoriciens ait jamais prononcé ou écrit.

Nous n'avons pas connaissance que, d'après cette doctrine, l'homme ait été considéré comme un figurant « apparaissant ou disparaissant à la surface » et nous nous permettrons de diriger ce problème sur le terrain philosophique.

---

(29) Op. cit., p. 39.

La contradiction de l'objet et du sujet n'a jamais été résolue dans ce sens que le sujet n'avait, pour seul rôle, qu'à apparaître ou disparaître à la surface tandis que l'objet était la seule force directrice dans l'univers. Bien au contraire, le matérialisme conçoit que si l'idée doit son jour à l'objet, elle ne tarde pas à influencer sur celui-ci, à le transformer par cette influence afin qu'il soit, ainsi remanié, la cause d'une idée nouvelle. Disons autrement que si l'homme dépend du milieu dans lequel il se trouve, celui-ci subit l'influence de l'homme et se modifie sans cesse. Les hommes, disent les matérialistes, sont les créateurs de leur histoire. Pour M. Plékanov, le grand théoricien de l'école marxiste, les changements de rapports entre les hommes ne peuvent plus « s'accomplir automatiquement, c'est-à-dire indépendamment de l'activité humaine, parce que ces rapports sont de ceux qui s'établissent entre les hommes dans le processus de leur activité » (30).

Nous croyons donc inutile d'ajouter à ce texte qui dénonce clairement toute l'erreur de M. Mussolini quant à cet argument. Le fascisme qui, il est vrai, reconnaît les classes sociales, nie absolument que leur antagonisme mène nécessairement à une révolution de laquelle les prolétaires sortiront vainqueurs et que, par là, on arrivera à la disparition des classes et de l'Etat. Il intervient, dit-il, dans cette lutte, coordonne les intérêts de chaque classe, forme une réalité économique et dirige les forces de cette réalité vers un but unique qui est l'intérêt commun : la nation.

Et, par là, le fascisme croit même, dans une certaine mesure, suivre l'idée du socialisme révolutionnaire. Nous nous empressons de dire qu'entre cette conception du fascisme et celle de

---

(30) *Les Questions fondamentales du Marxisme*, p. 55.

l'école marxiste, ne peut exister ni rapport ni ressemblance et qu'elles suivent, l'une et l'autre, des voies diamétralement opposées.

Pour Marx, « l'Etat ne pourrait subsister si la conciliation des classes était possible ; l'Etat est l'organe de la domination d'une classe, un organe de l'asservissement d'une classe par une autre. C'est justement l'antagonisme de ces classes qui est la raison d'être de l'Etat » (31).

Ceci est bien loin de ce que propose M. Mussolini en tentant de concilier les classes dans le système corporatif de l'économie nationale. Il est vrai que le fascisme conserve le syndicalisme mais, ne s'arrêtant pas là, il considère de son devoir de le rendre obligatoire en créant des syndicats fascistes tant parmi les ouvriers que parmi les employeurs. Ces deux organisations se réunissent dans un organe supérieur : la corporation.

Le gouvernement fasciste, tout en reconnaissant les syndicats, « en contrôle l'action ; il accepte ou refuse ses dirigeants, il destitue et nomme, il juge à travers ses tribunaux de travail ; le gouvernement groupe, centralise, entrave, unifie, crée ou détruit, incontrôlé et incontrôlable, au dehors et au-dessus non seulement de toute sanction, mais de toute critique et de toute protestation » (32).

Ainsi, on a voulu intégrer dans l'Etat les forces syndicales, lesquelles — d'après le fascisme — sont destructives dans un Etat libéral, n'étant conciliées par personne. Sans doute veut-on profiter de leur valeur et utiliser leurs forces agissantes.

---

(31) LENINE (N.) : *L'Etat et la Révolution*, p. 18.

(32) DJORDJEVITCH (Jovan) : *Les Rapports entre la notion d'Etat et la notion des classes sociales*, p. 296.

\*\*

*Anti-démocratique.* — L'Etat fasciste est l'antithèse de la démocratie. Il est en complète opposition aux conceptions libérales de 1789 et ce, au nom d'un concept métaphysique de la nation. Selon lui, la nation n'est pas l'expression de la majorité des peuples. Il voit, au contraire, dans ce principe de la majorité la principale cause du déséquilibre social et politique dans un Etat libéral, ce système provoquant un particularisme des classes et une désagrégation politique de l'Etat. C'est contre cette « civilisation démocratique et libérale qui est basée tout entière sur le sophisme de la volonté de la majorité comme expression d'une volonté unitaire du peuple » (33) que s'élève le fascisme.

L'Etat, au point de vue fasciste, n'est pas une création des volontés des individus. Il est unité pour soi, un être moral, une force spirituelle ayant une continuité moralement parlant et qui domine la nation et les individus, qui se considère non seulement indépendant d'eux mais se déclare créateur de la nation et y incorpore les individus. C'est un corps autonome qui vit et réalise ses buts propres et il serait par conséquent inconcevable que ce soit les individus qui déterminent la volonté de l'Etat.

Pour le fascisme, les hommes ne sont que les sujets et instruments de l'Etat et non sa raison d'être. Le peuple qui n'existe pas en dehors de l'Etat ne peut donc avoir d'autre volonté que celle exprimée par ce dernier. « Vous savez — disait en 1922, Mussolini à ses auditeurs — que je n'adore pas cette nouvelle divinité : la masse. C'est une création de la démocratie et du

---

(33) BIANCHI : *La Représentation politique dans l'Etat fasciste*. Centre d'études sur le Fascisme, p. 446.

socialisme. » (34). Pour le fascisme, l'autorité vient « d'en haut ». Il méprise cette démocratie dans laquelle le peuple, par la voix de ses députés, exprime à la Chambre sa volonté souveraine. Dans l'Etat fasciste, la Chambre n'est qu'un organe de l'Etat, comme d'ailleurs tous les autres, et elle se trouve même placée au dernier degré de l'échelle hiérarchique fasciste.

Toutes les autres institutions se trouvent placées au-dessus et nous allons voir comment. Le Sénat prime la Chambre car c'est lui qui, avec le gouvernement, réalise le plus parfaitement la représentation politique de l'Etat. Les sénateurs, nommés à vie, sont inamovibles. C'est une des institutions que M. Mussolini a conservées de l'ancien régime démocratique. Malheureusement, ses membres sont peu à peu éliminés, l'âge continuant inexorablement sa ronde dévastatrice et leur remplacement est alors effectué par le gouvernement qui procède lui-même aux nominations. Ainsi, le Sénat tend, de plus en plus, à ne devenir lui aussi qu'une simple réunion des chefs fascistes.

Au-dessus du Sénat vient le gouvernement qui est, à son tour, sous la dépendance complète de son chef. Celui-ci nomme les ministres qui lui sont responsables. Il dirige l'action du pouvoir exécutif et, de cette façon, on voit qu'il se rend le maître absolu de tout le pays. C'est le véritable « Capo del Governo », comme le dit M. Barthelemy, dans son livre « La crise de la démocratie contemporaine ».

« Le Capo del Governo » est le centre de l'Etat et les autres organes en partent comme les rayons d'un cercle. A cette puissance absolue, aucun contrepoids sérieux. » (35). Il présente la plus grande particularité de l'organisation de l'Etat fasciste. Ni élu par le peuple, ni responsable devant la nation, il n'est

---

(34) Cité par TIBAL (A.), op. cit., p. 4, leçon 11.

(35) Roux (G.), op. cit., p. 57.

limité ni dans ses pouvoirs ni dans la durée de ceux-ci, bien qu'étant à la tête de la hiérarchie du pouvoir. Le Capo del Governo est secondé par un autre organe purement politique et qui présente, avec son chef, l'essentiel du fascisme. C'est le Grand Conseil Fasciste, sorte d'Etat-major composé de tout ce qu'il y a de plus sûr et de plus fidèle au parti fasciste. Actuellement, il compte 20 membres, nommés soit à vie, soit pour une durée de 3 ans. Ces nominations sont faites par le Duce. Ce n'est qu'en 1928 qu'il devient un organe constitutionnel, organe d'unification et de continuité du régime. Outre son rôle d'exprimer toujours son avis à propos de toutes les affaires afférentes à la politique du pays, il a un rôle aussi significatif que principal.

En effet, en cas de vacances du chef du gouvernement, ou de toute autre grande fonction du régime, c'est le Grand Conseil qui indiquera son successeur. Ce sera sans doute le Roi qui nommera mais ce dernier ne pourra outrepasser la liste qui lui sera présentée par le Grand Conseil. C'est un organe auquel Mussolini attache la plus grande importance car on pourrait dire que grâce à lui la fonction qu'il détient devient presque héréditaire. Pourquoi Mussolini n'emploierait-il pas le même procédé que les anciens empereurs romains ? Qui l'empêcherait de désigner d'avance son successeur que le Conseil Fasciste se bornerait simplement à reconnaître et le Roi à donner seulement une autorisation nominale qu'on considèrera d'ailleurs sans grande importance ?

Pour nous résumer, nous allons dire que le système fasciste est organisé « d'en haut ». Le chef du gouvernement ou « Capo del Governo » possède un pouvoir absolu et illimité.

L'égalité des hommes ? méconnue. Méconnue également la volonté des citoyens. Notre esprit évoque l'image assez grossière mais pourtant exacte d'une pyramide dont le chef occuperait

le sommet mais dans l'enceinte de laquelle le peuple n'aurait aucun droit.

C'est une dictature d'en haut. Tout est placé dans les mains d'un homme. D'un homme ? d'un surhomme plutôt, divinisé, dont le bon plaisir décide du bonheur ou du malheur de tout un peuple, arbitrairement, sans contrôle et sans l'assentiment de l'intéressé.

Certains auteurs voient dans le fascisme une sorte de « césarisme ». Cependant, il n'y a rien de semblable surtout en ce qui concerne ses principes fondamentaux. M. Barthelemy, à ce sujet, établit une parallèle suffisamment édifiante pour nous faire repousser cette idée de comparaison. « Le césarisme — dit-il — se déclare de la Démocratie ; le Fascisme la repousse. Le césarisme excelle à domestiquer la Démocratie, mais il la conserve et lui rend hommage, même au moment où il lui porte atteinte. La dictature césarienne s'excuse des dérogations qu'elle est obligée d'apporter aux principes. Par là même, elle reconnaît ces principes et s'affirme provisoire. » (36).

\*  
\*\*

*Universaliste.* - « Aujourd'hui, écrit M. Mussolini, j'affirme que le Fascisme considéré comme idée, doctrine, réalisation, est universel : italien dans ses institutions particulières, il est universel dans son esprit et il ne saurait en être autrement. L'esprit, par sa nature même, est universel. On peut donc prévoir une Europe fasciste, une Europe qui s'inspire dans ses institutions des doctrines, de la pratique du Fascisme, c'est-à-dire une Europe qui résolve, dans un sens fasciste, le problème de l'Etat moderne... » (37).

---

(36) Op. cit., p. 19.

(37) Op. cit., p. 65.

Ainsi conçu, le fascisme prétend être capable de servir de base à la société entière en fournissant au monde l'assise sur laquelle il pourra reposer dans l'ordre et la paix.

Cependant, nous avons vu que le monde évolue à présent dans une nouvelle ère d'universalisme puisque nous avons déjà parlé précédemment de l'universalité que présente la Société des Nations. Nous avons vu également que celle-ci était en partie réalisée. Dans ces conditions, comment concilier ces deux universalismes qui s'offrent, celui de la Société des Nations et celui du fascisme ?

Ces deux systèmes sont opposés l'un à l'autre, cependant l'un d'eux certainement approche de la vérité. A ce moment, lequel est le plus qualifié pour s'attribuer un caractère universaliste ? La réponse est dans la science. Celle-ci est appelée à observer l'évolution de la vie sociale et des mouvements sociaux. Elle peut donc ainsi trouver une ligne générale ou loi générale qui représente la tendance ou la direction vers lesquelles s'oriente la Société.

Cette charge incombe à la Sociologie qui est, sans conteste, la plus autorisée pour étudier la Société. « Tandis que les sciences historiques se bornent à suivre et à décrire le courant de la vie sociale pendant un intervalle de temps et dans un endroit donné, la Sociologie pose des questions d'ordre général. Qu'est la Société ? Quelles sont les raisons de son développement et de sa décadence ? Quelles sont les formes historiques de la Société ? Comment expliquer leurs changements ? etc... En expliquant les lois générales de l'évolution humaine, la Sociologie sert de méthode à l'histoire. » (38).

Celui des deux systèmes qui est le plus proche de cette ligne générale serait près d'atteindre l'universalisme, disions-nous,

---

(38) BOUKHARINE (N.) : *Le Matérialisme historique*, p. 14.

mais lequel est le plus compatible avec celle tracée par la Sociologie ? Sans doute celui de la Société des Nations car si la ligne générale selon laquelle se meut la société présente une lutte entre la force et le droit, et que le droit se substitue de plus en plus à la force en accordant, en même temps, une plus large place à la morale, autrement dit, *si la Société va du stade de l'anarchisme primitif au stade de l'anarchisme doctrinaire*, où la morale sera le seul stimulant de la vie sociale, nul doute que la Société des Nations présenterait, dans ce cas, un élément d'action dans la vie sociale puisqu'elle est la consécration de sa marche et qu'elle contribue à l'élargissement du cercle de la société internationale. Elle stimule l'interdépendance des peuples, reconnaît la lutte incessante de l'action et de la réaction.

Et que représente à côté d'elle un système comme le fascisme système essentiellement politique venu par la force et dont l'existence a pour seul but de garantir le profit représentant le grand capital industriel et financier italien ? M. Mussolini n'a-t-il pas dit, au congrès fasciste de 1925 : « La violence est profondément morale. » (39). La force est la source et l'instrument du pouvoir (40).

Comment le fascisme peut-il prétendre être universel quand son principal rôle est d'exalter le nationalisme ? Quand il con-

---

(39) BARTHÉLEMY (J.), op. cit., p. 26.

(40) C'est là que certains auteurs font erreur en rapprochant le fascisme du socialisme. Une grande faute réside dans la comparaison d'un mouvement excessif, mais cependant empreint de la foi dont ses propagateurs font preuve, mouvement institué par la force et qui ne considère celle-là que comme une nécessité provisoire qui a derrière elle toute une dialectique expliquant que cette force momentanée doit peu à peu disparaître et faire place à une liberté absolue, compatible avec le dogme du travail fraternel, avec un mouvement qui n'a pas de doctrine au sens scientifique du mot, qui trouve sa force non dans l'état social et économique du peuple, mais dans la tactique et l'égoïsme d'un groupe de financiers qui considèrent la force comme morale, pour qu'il leur soit permis de s'abriter derrière elle afin de conserver le pouvoir.

sidère que la nation italienne est la nation élue ? Le nationalisme est incontestablement l'antipode de l'universalisme.

Il serait un peu puéril de soutenir la thèse fasciste en ce qui concerne l'universalisme tout en connaissant les contradictions flagrantes qui existent entre l'organisation de Genève et le mouvement mussolinien. Il n'y a pas de dialectique au monde qui pourrait faire admettre que deux systèmes dont l'un repose sur la démocratie, le libéralisme, le pacifisme, l'individualisme et l'autre réfutant ces principes catégoriquement en prenant pour base des principes absolument contraires, puissent régner en même temps sur le monde.

Il n'y a pas de doute que le fascisme aussi est un phénomène social, déterminé comme tous les autres. Mais il n'est pas conséquent de l'évolution de la vie sociale en étant, au contraire, l'entrave. Il n'est pas non plus la conséquence directe et normale de la vie sociale et économique des peuples. Il est venu, au contraire, pour empêcher cette transformation sociale et politique qui devait se produire dans les années de l'après-guerre. Aussi, bien que déterminé, le fascisme est opposé à la vie sociale car il est déterminé dans le sens de la réaction pour contrecarrer l'action des forces sociales positives des peuples. Il ne suit donc nullement la loi générale imposée par la nature et les forces intérieures de la Société. Il résulte de cela qu'il ne peut prétendre à un universalisme qui suivrait parallèlement ou abolirait celui de la Société des Nations. Peut-être s'implanterait-il dans d'autres pays encore dans un dernier effort de la réaction sociale contre la poussée révolutionnaire, mais ce ne sera que le dernier spasme d'un malade à son agonie.

\*  
\*\*

*Anti-pacifiste.* — Et nous en arrivons au principal point sur lequel le fascisme est en complète contradiction avec l'institu-

tion de Genève, et en opposition non moins complète avec l'esprit pacifique de la nouvelle Société tel que l'ont voulu les auteurs du Pacte.

Pour nous en convaincre, laissons la parole à M. Mussolini : « Le fascisme ne croit ni à la possibilité ni à l'utilité de la paix perpétuelle. Il repousse le pacifisme qui cache une fuite devant la lutte et une lâcheté devant le sacrifice. » (41).

Le fascisme ne peut concevoir ni progrès ni paix sans guerre. A son sens, la guerre doit toujours intervenir pour corriger les défauts aussi bien matériels que moraux dans les rapports établis entre les nations. La guerre, c'est l'instrument qui doit servir à éliminer les peuples faibles, passifs et retardés, pour les soumettre aux peuples forts et civilisés, car le fascisme est une sélection. La guerre doit intervenir quand la nation a besoin d'énergie nouvelle, de remonter ses forces morales et d'augmenter ses ressources matérielles. Pour lui, en un mot, la guerre c'est le sens de la vie des nations.

L'anti-pacifisme italien est la conséquence immédiate du nationalisme exalté dans le peuple italien et de l'impérialisme qui en est la suite logique.

L'essence même de la nation exige qu'elle s'affirme, d'où il résulte, au point de vue international, une volonté d'expansion et une méfiance à l'encontre de tout ce qui serait susceptible de lui faire obstacle.

L'impérialisme tire ses causes des facteurs économiques et sociaux qui déterminent la vie du peuple italien. En effet, tout impérialisme possède deux facteurs essentiels qui le provoque et l'intensifie : le facteur psychologique et le facteur économique. Il se manifeste toujours soit par des tendances à l'annexion

---

(41) Op. cit. p. 35.

de territoires étrangers soit par des tendances d'expansion politique, soit encore par des tentatives dont le but est d'imposer une tutelle économique à des nations moins fortes et moins riches. Ces tendances, toutes trois, ont été manifestées et même, dans une certaine mesure, réalisées par l'impérialisme italien. Nous verrons plus loin comment, en 1923, manœuvra l'Italie impérialiste au point de vue territorial en ce qui concerne la Grèce, lors de l'incident de Corfou. Violant les dispositions principales du Pacte de la Société des Nations, elle imposa plus tard au peuple albanais sa tutelle économique et tenta par des moyens dissimulés d'exercer ses facultés d'expansion à l'aide du fameux Pacte à Quatre dont elle prit l'initiative.

Quoi qu'il en soit, l'Italie n'essaya jamais de cacher ses sentiments. En effet, dans les discours de ses chefs et enfin par l'incorporation même de l'impérialisme dans ce qu'ils appellent « doctrine fasciste », l'Italie proclame que les conditions vitales, pour elle, sont l'impérialisme et la guerre.

Le facteur économique qui soutient l'impérialisme italien accroît de jour en jour, s'intensifie. L'Italie est, en effet, une nation relativement pauvre et son sol est loin de lui fournir toutes les matières premières qui sont nécessaires à son existence. Son industrie, sur laquelle elle va s'appuyant de plus en plus, manque de ressources indispensables à son ravitaillement. Cependant, le nombre des individus italiens augmente journellement. Il lui faudrait donc des moyens nouveaux, des débouchés autres que ceux dont elle peut disposer.

Que se passe-t-il alors ? « L'organisation d'une tutelle économique sur les peuples moins puissants, qui seront les fournisseurs de son alimentation ou qui assureront fermement à un peuple prépondérant, par leur marché commercial, le débouché permanent de sa production industrielle, constituera la moda-

lité la plus fréquente et la plus efficace de l'impérialisme. » (42).

Quant au facteur psychologique, il puise ses racines dans le patriotisme exalté du peuple italien.

Le fascisme pose, ainsi qu'un dogme immuable, l'intérêt de la patrie et la supériorité primordiale de ses intérêts qui doit passer avant toute autre chose. Dans l'enseignement, on prône à la jeunesse les grands dévouements des héros de la nation. On évoque grandiosement la prestigieuse histoire du peuple romain des siècles passés. Rénover la gloire de la Rome impériale ancienne est un vœu que le dictateur ne cesse jamais de formuler. La gloire du pays, sa force, sa puissance, sa primauté sur les autres peuples, voilà ce qu'on enseigne et exacerbe chez la jeunesse. Dans ce but fut même créée « L'œuvre Nationale Balilla » en 1923. C'est une institution vraiment typique du régime fasciste. Elle donne aux jeunes gens masculine et féminine une éducation sportive à laquelle on ajoute les exercices militaires — même aux jeunes filles — ; l'éducation fasciste y est naturellement développée jusqu'à l'extrême possibilité.

Et pour réaliser cet ardent désir fait d'aspirations à la richesse et à la force de la nation italienne, il faut posséder une grande armée, une flotte et une aviation militaires redoutables. Par là on arrivera à créer une grande Italie. Et nous verrons également plus loin que c'est le devoir que s'est tracé l'Italie fasciste.

Pour terminer, citons les mots du Chef Mussolini, qui, à ce propos, ne dissimule pas la vérité :

« Une doctrine basée sur le postulat de la paix n'est pas plus conforme au Fascisme que ne le sont à l'esprit du Fascisme toutes les constructions internationales qui, — l'histoire le

---

(42) BRIÈRE (Yves de la) : *Les Grands Impérialismes contemporains*, p. 8.

démontre — sont emportées par le vent quand le sentiment, l'idéal ou l'intérêt suscitent la tempête dans les cœurs des peuples. » (43).

\*  
\*\*

Nous avons pu nous donner une idée au cours de la lecture de ce chapitre, de la nouvelle conception de l'Etat, de la Nation et de l'individu, idée qui est nettement différente de celle adoptée en matière du nouveau droit international, et dont la réalisation se fait dans la Société des Nations. Nous dirons même plus : non seulement elle s'oppose à la première mais elle en est encore la négation. D'ailleurs, l'incompatibilité de leurs principes fondamentaux est frappante. D'un côté, la Société des Nations reposant sur ces trois piliers principaux : libéralisme, démocratie et pacifisme, de l'autre, le fascisme s'appuyant sur les principes anti-individualistes, anti-démocratiques et anti-pacifistes.

Tandis que la S. D. N. dont les traits remarquables sont le respect de l'individu et le droit qu'elle lui accorde de disposer de lui-même, de déterminer sa vie interne et externe, reconnaître l'égalité des Etats devant le droit, demande à ceux-ci en échange de se soumettre à ce droit en renonçant à la force, c'est-à-dire en les obligeant à accepter les procédures pacifiques pour les solutions de leurs différends, le fascisme, lui, ignore l'individu, lui interdit toute activité pouvant résulter de son initiative que ce soit dans la vie intérieure ou extérieure de l'Etat, s'oppose résolument à la reconnaissance de l'égalité entre les Etats devant le droit international en lançant l'idée de la hiérarchie des puissances, et considère la force comme le seul arbitre qualifié pour trancher les litiges internationaux.

---

(43) Op. cit., p. 35.

Il est évident que ces contrastes entre les principes qu'adopta la Société des Nations et ceux qui sont à la base même du fascisme, c'est-à-dire exactement à l'opposite, étaient de nature à engendrer de façon pour ainsi dire inéluctable des situations dangereuses pour la paix européenne.

Nous verrons dans les chapitres suivants comment l'Italie qui représente l'Etat où le fascisme s'est implanté dans ses formes les plus caractérisées, a joué un rôle vraiment négatif et, pour mieux dire, destructif par rapport à la Société Internationale formée après la guerre. Son attitude hostile envers l'organisation genèvoise, les atteintes qu'elle porta constamment aux dispositions du Pacte de la Société des Nations, nous sont des preuves suffisantes.

L'attaque contre l'intégrité territoriale de la Grèce, contre l'indépendance albanaise, ses tentatives dont le but masqué était l'anéantissement de l'institution de Genève pour lui substituer un directoire des principales puissances, sa politique du désarmement sont les meilleurs exemples qu'ait pu fournir la politique fasciste suivie par l'Italie et montrent le plus aisément les répercussions de celle-ci sur l'organisation internationale.

---

## CHAPITRE III

---

### Le différend italo-grec de 1923

---

#### SECTION I

##### Les faits

A peine une année s'est-elle écoulée, depuis les événements de Fiume, que le nationalisme italien, manifeste à nouveau la tendance à son extension, faisant retour aux pratiques d'abominables pressions d'une puissance forte sur un peuple plus faible, en utilisant un incident douloureux comme prétexte pour poursuivre ses buts impérialistes, en dépit de la promesse d'obéissance faite à l'institution de Genève, seule compétente pour arbitrer les différends entre Etats.

Au mois d'août 1923, six délégations furent chargées, par la Conférence des Ambassadeurs, organe interallié remplaçant le Conseil suprême, de délimiter la frontière greco-albanaise. La Commission fut représentée par les délégations française, anglaise et italienne en sus de celles formées par les Etats intéressés, Albanie, Serbie-Croatie-Slovenie et Grèce, avec lesquelles elles devaient accomplir ce travail.

La délimitation de la frontière greco-albanaise sur le territoire partant du mont Grammos à la mer Ionienne fut confiée à la délégation italienne dont le commandement était assuré par le général italien Tellini.

Dans la matinée du 27 août, la délégation italienne entière fut massacrée sur le territoire appartenant à la Grèce, dans les environs de la petite ville de Ianina. Cet incident inattendu provoqua aussitôt de graves manifestations anti-grecques en Italie. Le mécontentement fut porté à son comble dans les villes principales de l'Italie. Des attentats contre les drapeaux grecs les enseignes et les propriétés des nationaux grecs furent commis sans aucune intervention du pouvoir public.

A Trieste, Naples, Milan, Gênes, Turin, Florence, la foule manifestait dans les rues en lançant les plus grandes injures au peuple hellénique.

Lorsque le gouvernement grec protesta auprès des autorités italiennes, il reçut une réponse faisant preuve du plus grand cynisme, provoquante et ne comportant pas même le minimum de courtoisie diplomatique habituelle et nécessaire : « Le gouvernement hellénique doit bien se rendre compte que si des incidents ont eu lieu dans plusieurs villes d'Italie au moment même où le crime brutal a été appris, les conséquences en sont restées vraiment et heureusement insignifiantes en comparaison de la gravité douloureuse de l'événement et de l'excitation autant justifiée qu'incoercible dont la population italienne a été subitement saisie. » (1).

Le 28 août, une démarche fut tentée par M. Montagna, ministre italien en Grèce ; le lendemain, un ultimatum fut remis au gouvernement hellénique, de la lecture duquel il ressortait contre toute attente, que l'Italie n'avait aucun désir de con-

---

(1) LASTUREL (P.) : *L'Affaire Gréco-Italienne*, p. 62.

ciliation et qu'elle entendait, au contraire, traiter la Grèce en nation coupable avec l'intention bien arrêtée de multiplier humiliations et outrages.

Voici ce que comportait l'ultimatum : l'Italie exigeait — touchant là un point d'une extrême sensibilité dans toute l'armée grecque — que son pavillon remplaça, sur toute la flotte grecque, les couleurs de la nation hellénique.

Dénonçant ouvertement la méfiance qu'elle entretenait à l'égard de l'accusée, elle imposait la présence contrôleuse d'un sujet italien à la direction de l'enquête. Enfin, elle réclamait — défiant en cela toute logique — que l'arrestation des coupables fut opérée dans les cinq jours et, faisant abstraction de toute considération de justice la plus élémentaire, elle exigeait, pour ces derniers, la peine capitale sans aucun jugement préalable.

Est-il besoin d'ouvrir ici une parenthèse pour rappeler que ces mêmes procédés furent employés par l'Autriche-Hongrie envers l'Etat serbe, en 1914, lesquels furent à l'origine du grand cataclysme européen ?

Devant cet état de choses, la Grèce désireuse de conserver son indépendance et sa dignité, mais aussi voulant garder son territoire, n'avait pas beaucoup d'espoir de trouver une réponse favorable. D'ailleurs, hormis toute question touchant à l'honneur et à la dignité du peuple hellénique, il était impossible d'accepter les conditions italiennes car la presse étrangère écrivait déjà que si la Grèce ne s'opposait pas à ces revendications ce serait donner une preuve éclatante de sa culpabilité.

D'autre part, il était à craindre que l'envahisseur ne restât à Corfou et que cet état de fait ne se légalisât.

Un seul moyen aurait été juste et régulier : le refus complet de l'ultimatum et un recours immédiat à la Société des Nations. Ce n'était qu'à Genève, dans le cadre et dans l'esprit de

la grande institution internationale, créée pour rendre justice aux nations, qu'on aurait pu trouver le remède et la solution à ce conflit qui créa une atmosphère de malaise et qui, à la longue, aurait fini par provoquer la rupture du calme et de la paix.

Il est vrai que celle-ci ne possédait pas tous les moyens matériels de coercition mais elle jouissait, tout au moins, d'un prestige international et malgré le déficit que lançaient la presse italienne et Mussolini même, que l'Italie quitterait la Société des Nations si celle-ci poursuivait sa tâche, le fascisme italien se serait vite rendu compte qu'il tournerait l'opinion mondiale contre lui et qu'il placerait l'Italie dans une situation peu enviable.

Cependant, le gouvernement hellénique crut de bonne politique d'accepter, partiellement, les conditions de l'ultimatum, croyant que celui-ci était dicté par une indignation autant douloureuse que légitime et par sa violente réaction dans l'âme italienne. Il s'était trompé car la note suivante du gouvernement italien apprenait au gouvernement grec que l'occupation de Corfou était sur le point d'être réalisée.

En effet, le 31 août, la flotte italienne bombardait Corfou, commettant ainsi un crime inouï envers sa population. Plus tard, des détachements de l'armée navale italienne occupèrent l'île ; le sort de la paix européenne se trouvait donc placé entre les mains de la Grèce et dépendait de la position que celle-ci prendrait.

## SECTION II

### Le différend italo-grec au point de vue juridique

L'incident de Ianina fut suivi d'une discussion de grande importance et souleva certaines questions relatives au Droit des Gens et notamment aux dispositions fondamentales du Pacte de la Société des Nations.

La première question se rapportait à l'interprétation de l'article 12 du pacte. Ensuite, le problème des représailles entre les membres de la Société et enfin l'interprétation de l'article 15 du pacte.

Nous nous bornerons, en premier lieu, à examiner l'article 12 : « Tous les membres de la Société des Nations conviennent que s'il s'élève entre eux un différend susceptible d'entraîner une rupture, il le soumettront soit à la procédure d'arbitrage, soit à l'examen du Conseil.

Ils conviennent encore qu'en aucun cas ils ne doivent recourir à la guerre avant l'expiration d'un délai de trois mois après la sentence des arbitres ou le rapport du Conseil. »

La disposition de la première partie de cet article présente un des principes les plus importants du Pacte de la Société des Nations. Elle interdit désormais toute guerre illégale en imposant des procédés pacifiques pour la solution des différends internationaux ; elle spécifie, et c'est l'essentiel, que si le consentement des deux parties est nécessaire pour la procédure d'arbitrage, il suffit, pour la procédure devant le Conseil, d'une simple citation unilatérale. Il ne peut y avoir entre Membres de la Société que des guerres licites, c'est-à-dire qui interviendront chaque fois que les procédés pacifiques adoptés par les parties ou par l'une d'elles se montreront insuffisants.

Naturellement, les guerres licites, elles aussi, sont conditionnées par le respect de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique prévu par l'article 10 du Pacte. Il ressort de ce qui précède que la Grèce avait le droit de choisir ; c'est ce qu'elle fit en optant pour la procédure devant le Conseil.

L'article 12 suppose encore que le différend survenu entre les membres de la Société présente le danger d'entraîner une rupture. C'est ici que la difficulté peut se présenter, car il se produira toujours que la puissance hostile à la procédure pacifique et surtout consciente de l'injustice qu'elle a commise, soutiendra que le différend n'est pas susceptible de provoquer une rupture. Ce fut, d'ailleurs, la thèse italienne dans l'incident qui nous occupe. « Le résultat d'une telle prétention est paradoxale car c'est la puissance qui engage la procédure pacifique qui doit soutenir que la situation est menaçante et c'est pour échapper à la procédure pacifique que l'adversaire soutiendra qu'il n'y a pas de danger. » (2).

En effet, dans le cas présent, il n'y a pas de doute que c'est la Grèce qui aurait dû décider si le danger existait ou non. L'Italie avait commis un acte qui n'était sûrement pas indifférent à la Grèce ; sa demande de protection au Conseil de la Société des Nations le prouve aisément.

La Grèce avait saisi le Conseil de la Société des Nations. Pourquoi l'aurait-elle fait si ce n'était que pour empêcher la rupture ? Et, si l'on veut empêcher la rupture, c'est qu'on la craint et qu'on la ressent. En effet, quand un ultimatum intervient et qu'après le refus de celui-ci on procède au bombardement du territoire, cela prouve que de ce côté l'intention de rompre existait. Quant à la Grèce, elle avait à choisir : accepter l'ultimatum et alors la question de rupture disparaîtrait,

---

(2) RAY (J.) : *Commentaires du Pacte de la Société des Nations*, p. 403.

ou repousser l'ultimatum et ainsi manifester une volonté de résistance qui mènerait à la rupture.

C'était donc à la Grèce de mieux savoir si elle allait résister ou non. L'opinion subjective suffit donc pour constater le danger de rupture. « La crainte d'une rupture, c'est la force qui est en droit de déterminer l'Etat à s'adresser au Conseil, afin d'empêcher, par son intermédiaire, la rupture. » (3).

Mais suffit-il que la partie menacée croie qu'il y ait danger de rupture — Le Conseil n'est-il pas appelé à se prononcer lui aussi si l'assertion de la partie plaignante est fondée ? Ou bien peut-il se déclarer incompétent et dispenser la partie citée du procès, après avoir constaté, sur l'initiative de la partie citée ou même d'office, que le danger de rupture n'existe pas ? Voici ce que répond M. Hoijer :

« La réponse est évidemment négative. La médiation du Conseil perdrait manifestement le caractère obligatoire qui lui est essentiel, si l'efficacité de la citation se trouvait subordonnée à l'appréciation personnelle de l'Etat qui est cité. » (4).

D'ailleurs, la question a été tranchée par le Comité des Juristes auquel, à la suite de l'incident de Corfou, le Conseil de la Société des Nations soumit plusieurs questions parmi lesquelles celle que nous venons de citer. Sa réponse fut celle-ci : « Le Conseil, disait-il, saisi par un membre de la Société des Nations, d'un différend présenté par ce membre comme « susceptible d'entraîner une rupture », conformément aux termes de l'article 15 du Pacte, ne doit pas, avant tout autre examen, soit à la demande de l'autre partie, soit d'office, se prononcer sur le point de savoir si, dans l'espèce, une telle qualification est bien fondée. Le Conseil peut, à tout moment, apprécier la

---

(3) STRUPP (K.) : *L'Incident de Ianina entre la Grèce et l'Italie*, dans la *Revue Générale du Droit International Public*, 1924, p. 276.

(4) HOIJER (O.) : *Le Pacte de la Société des Nations*, p. 215.

gravité du différend et régler en conséquence les modalités de son action. »

Nous pouvons donc conclure que du fait que la Grèce avait saisi le Conseil de la Société des Nations, celui-ci se trouvait aussitôt appelé à statuer sur le différend en question sans se préoccuper de l'opinion du gouvernement italien quant à l'assertion de la Grèce.

Examinons maintenant l'autre thèse italienne d'après laquelle l'Italie n'a pas violé les dispositions de l'article 12 prévoyant expressément un moratoire pacifique jusqu'à la décision arbitrale ou le rapport du Conseil, car l'occupation de Corfou et son bombardement ne présentaient pas, selon le gouvernement italien un acte de guerre mais de simples procédés pacifiques, c'est-à-dire des représailles.

Nous sommes ainsi amenés à étudier la deuxième question soulevée par l'incident italo-grec : les représailles entre les membres de la Société des Nations.

L'Italie prétendait ne pas avoir commis des actes de guerre. Sans repousser immédiatement l'affirmation du gouvernement italien, nous examinerons la question de deux façons : en premier lieu, tout en supposant que des mesures de coercition soient possibles entre les Membres de la Société des Nations, nous essaierons de déterminer si des représailles sont justifiées dans des conditions identiques à celles dans lesquelles se trouvait l'Italie vis-à-vis de la Grèce. Avait-elle le droit d'en user selon la coutume du Droit International ?

Ensuite, nous examinerons si les moyens coercitifs ainsi que les représailles sont possibles ou non entre les membres de la Société des Nations.

« La pratique des représailles tire ses origines de l'état primitif de la société lorsque l'homme employait la force pour

contraindre son adversaire à réparer le tort qu'il lui avait fait. » (5).

Plus tard, cette force, lorsqu'elle devint collective, s'exerça avec plus de violence, et c'est de là que naquirent les guerres. A côté de ces représailles dites privées on vit apparaître les représailles dites publiques, actes de violence exercés par l'Etat lui-même, mais avec une extension moindre que la guerre proprement dite. Jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, les représailles furent confondues avec la guerre ; à la fin de ce dernier, elles s'en détachent et commencent à observer des règles particulières. Cependant, depuis qu'elles sont nettement définies, elles ont été soumises à certaines conditions et bien que reconnues comme procédé coutumier du Droit International, elles ne purent, en aucun cas, être exercées sans qu'il fut tenu compte des dites conditions.

Celles-ci peuvent être résumées en quelques traits principaux sur lesquels la plupart des auteurs du Droit International sont peu ou prou d'accord. Nous en citerons quelques-uns qui ont émis sur les représailles des opinions très précises et qui ont tous souligné l'indispensabilité de certains considérants pour que l'exercice de celles-ci ne puisse être confondu avec un acte de guerre.

Nous lisons chez Vattel : « Le Droit des Gens ne permet les représailles que pour une cause évidemment juste, pour une dette claire et liquide. Car celui qui forme une prétention douteuse ne peut demander d'abord que l'examen équitable de son droit. En second lieu, il faut, avant que d'en venir là, que l'on ait inutilement demandé justice. » (6).

M. Fauchille est encore plus explicite : « Les représailles

---

(5) POLITIS (N.) : *Les Représailles entre les Membres de la Société des Nations*. R. G. D. I., 1924, p. 6.

(6) VATTEL : *Le Droit des Gens*, T. I<sup>er</sup>, p. 531 (n° 343).

devraient n'être que des actes de légitime défense et se mesurer toujours à la gravité du délit commis. Si elles n'ont pas été provoquées par des actes contraires à la justice, aux conventions diplomatiques, aux traités existants, elles constituent un véritable abus de la force.

Un Etat ne devrait recourir à des représailles qu'en cas de déni de justice, de violation d'un droit indiscutable, de voies de fait, d'injures et non sans avoir au préalable formulé des réclamations restées sans résultat, et épuisé tous les autres moyens de rétablir l'ordre juridique violé. » (7).

Pour M. de La Brière, « les représailles sont des actes de contrainte et de violence dérogeant aux règles ordinaires du Droit des Gens et accomplis en vue de déterminer l'adversaire à réparer ou du moins à faire cesser désormais les violences injustifiées dont il est responsable » (8). N'oublions pas, d'autre part, que les représailles, justifiées ou non, ne sont concevables comme représailles que si l'adversaire porte la responsabilité claire, notoire et certaine de violence et d'injustice coupable » (9).

Enfin, selon M. le Fur, « les représailles en temps de paix constituent en elles-mêmes un acte contraire au droit, qui est justifié uniquement par la violence antérieure du droit commise par un autre Etat, un peu comme la légitime défense consistant en des actes également contraires au droit est justifiée par une attaque préalable » (10).

Nous pouvons donc déduire que les représailles peuvent être justifiées seulement si un minimum de conditions est rempli. La première de ces conditions et la plus importante est qu'avant

---

(7) FAUCHILLE (P.) : *Traité de Droit International*, T. III, p. 690.

(8) BRIÈRE (J. DE LA) : *Evolution de la doctrine et de la pratique en matière de représailles*. Recueils des cours de l'Académie de Droit, 1928, p. 242.

(9) Idem, p. 245.

(10) LE FUR : *Précis de Droit International Public*, p. 480.

toute chose, pour qu'on puisse tolérer qu'un Etat exerce des représailles il faut qu'il soit nettement établi que celui-ci a été lésé dans ce qu'il a été convenu d'appeler la primordialité de ses droits et que l'Etat qui encoure les représailles refuse, sans motif plausible, d'accéder aux demandes de réparations qui lui sont présentées.

Il faut, ensuite, que soient épuisés tous les autres moyens pacifiques destinés à régler les différends susceptibles d'entraîner des procédés coercitifs. Enfin, les représailles doivent être infligées, toutes proportions gardées, pour ne pas dépasser en gravité le mal qui a été causé par l'Etat inculpé.

Quelle a été, alors, l'attitude de l'Italie quant à l'application de ces trois conditions reconnues indispensables par la coutume internationale ?

Il est vrai que la première condition a été en partie remplie, l'Italie ayant été lésée dans ses droits primordiaux du fait que les trois officiers massacrés sur le territoire grec étaient des sujets italiens. Elle était certes fondée à réclamer des réparations, mais de qui devait-elle les exiger ? La Grèce était-elle responsable ?

Nous croyons pouvoir répondre par la négative.

S'il y avait eu délit, au point de vue international, de la part de la Grèce, l'Italie aurait pu, avec raison, en vertu du Droit des Gens, occuper subtitulo repressaliarum l'île de Corfou, territoire grec, jusqu'à ce que satisfaction lui soit donnée. Mais l'Italie s'exposait elle-même à commettre un délit de droit international, s'il était constaté par l'enquête que la Grèce n'était pas responsable juridiquement des crimes commis sur son territoire.

On a longtemps reproché à la Grèce d'avoir accepté, même en partie, l'ultimatum du gouvernement italien, car ce fut cette acceptation partielle qui servit d'argument à la thèse romaine :

— la Grèce, raisonnait le gouvernement italien — reconnaît sans doute sa culpabilité et en donne la preuve par son acceptation.

En réalité, comme nous l'avons dit précédemment, la Grèce n'accepta certains points des conditions irrévocables qui lui étaient notifiées, que dans l'intérêt d'une paix menacée, croyant aussi à une indignation très légitime et la comprenant d'autant mieux que c'était malgré tout sur son territoire que les ressortissants d'un peuple ami avaient été massacrés.

Mais rien, jusqu'à ce moment, ne venait prouver que la Grèce ait la moindre responsabilité engagée dans cette affaire et, par conséquent, rien ne pouvait autoriser l'Italie à exercer des représailles.

En abordant l'examen de la seconde condition nous touchons aux possibilités de représailles dans le cadre de la Société des Nations. Nous nous taisons momentanément et réserverons cette question principale pour la fin de cet exposé, le dernier point que nous allons lui substituer pouvant être examiné avec plus d'indépendance. Et le voici : le mal fait à la Grèce, lors du bombardement de Corfou et de son occupation, correspondra-t-il au préjudice que subit l'Italie lors de l'assassinat de ses ressortissants en Grèce ?

Pour qu'en toute objectivité nous puissions porter un jugement, il faut examiner les faits tels qu'ils se sont déroulés, c'est-à-dire tels que le délégué italien nous les a présentés et auquel nous donnons la parole : « Le gouvernement italien se trouve dans une situation très délicate. Un attentat, un assassinat a été commis sur la personne des ressortissants italiens, de militaires qui s'étaient couverts d'honneur et de gloire pendant la guerre, de personnes qui avaient aussi la qualité de mandataires de cette autorité internationale qu'est la Conférence des Ambassadeurs. A cette nouvelle, l'Italie a été frappée d'une émotion que vous pouvez comprendre. Aucun gouverne-

ment en Italie n'aurait pu agir autrement que le gouvernement actuel. Lorsqu'un peuple se trouve sous un coup comme celui qui a frappé la conscience publique en Italie, il doit avant tout prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder son honneur. » (11).

Nous tenons à ajouter cependant une chose que M. Salandra aurait peut-être pu dire et à laquelle nous attachons une très grande importance. Rien ne venait, pour nous, affirmer que la Grèce soit répréhensible en cet acte ; n'était-il pas imputable à quelques personnages, bandits obscurs qui auraient, pour des raisons politiques ou autres, commis ce crime sauvage pour lequel la Grèce était accusée ? Voilà une question à laquelle il eut fallu s'attacher et aucune détermination offensive n'eût dû être arrêtée avant un complet assainissement de la situation.

Tels sont, exposés dans leurs grandes lignes, les torts pour lesquels l'Italie réclamait des réparations et qu'elle incriminait la Grèce de lui avoir causés mais, ainsi que nous le disions précédemment, la recherche de la vérité était la première chose à tenter.

Il est à déplorer que le gouvernement italien n'ait pas tenu compte de ces considérations et que, bravant en cela les obligations que lui créait son adhésion à la Société des Nations, il ait pris une délibération immédiate dans laquelle son autorité seule fut juge.

Tout en précisant que les mesures qu'il arrêtait ne revêtaient qu'un caractère provisoire, il ordonna le bombardement de Corfou par sa flotte. Ce feu fut dirigé contre une caserne dans laquelle se trouvaient réfugiés femmes et enfants grecs et arméniens. Les conséquences furent douloureuses pour l'ac-

---

(11) *Journal Officiel de la Société des Nations*, année 1923, p. 1278.

cusée. Il y eut un grand nombre de blessés et quinze tués. C'était s'attaquer à une partie du peuple hellénique tout à fait inoffensive et frapper injustement des innocents.

Plus tard, un croiseur procédait à un débarquement de marins italiens et l'occupation militaire de l'île fut définitivement réalisée.

Voilà un crime qui bat de loin le premier ; à qui en revient toute l'odieuse responsabilité ? A une puissance qui s'est portée garante de la paix entre les nations, une puissance signataire du Pacte de la Société des Nations.

Ce fut donc non seulement un crime barbare et inhumain mais encore une atteinte violente à l'idéal pour lequel les hommes ont consenti à tant de sacrifices et tant donné d'eux-mêmes ; pour lequel des milliers de vies se sont éteintes afin de donner à ceux qui restaient, aux générations futures, l'espoir d'une paix durable.

La disproportion du crime est flagrante. L'Italie, sans qu'aucune provocation de la part du gouvernement hellénique l'y incite, est retournée aux anciennes pratiques de la barbarie. Elle répondit à la protestation d'innocence de la Grèce par des mesures intimidatrices propres à rappeler à cette dernière que l'Italie était, avant tout, une puissance forte. A ce sentiment de puissance venait s'adjoindre le désir de domination qui animait ses manœuvres et auquel n'était point étrangère la côte orientale de l'Adriatique.

La Grèce subit, de la part de Rome des dommages — que celle-ci voulut trop faire accepter comme de justes représailles — sans que la moindre preuve fut relevée contre elle.

Nous avons pu voir de ce qui précède, que la condition qui exige que les représailles ne puissent causer un préjudice plus grand à celui qui les subit que celui qu'il a lui-même occasionné, n'était pas remplie et que l'acte de bombardement de

Corfou et son occupation correspondaient plutôt à des actes de guerre qu'à de justes représailles.

Enfin, nous avons dit que les représailles ne pouvaient être permises que lorsque tous les modes pacifiques étaient épuisés quant aux demandes de réparations. Ainsi, nous sommes amenés à examiner un problème sur lequel les auteurs du Droit International d'après-guerre n'ont jamais cessé de se pencher : la question de la mise en pratique des procédés de coercition entre les membres de la Société des Nations, c'est-à-dire dans le cadre des articles 12 et 15 qui imposent aux membres de la Société des Nations les procédés pacifiques avant toute rupture de leurs relations.

Nous avons déjà vu quelle place prépondérante la question des représailles occupait, même dans la société inorganisée, alors que la force dominait ayant le droit à son service.

L'incident italo-grec est survenu dans un moment tout à fait différent, la Société étant nettement organisée et le droit ayant pu — prenant ainsi sa véritable place — commander à la force. Ainsi que le dit M. Politis, « désormais la vie internationale a une certaine organisation où, pour la solution des conflits, les procédés pacifiques ont le pas sur les procédés violents. Les Etats ne sont plus livrés à leurs seuls moyens pour obtenir justice » (12).

Les représailles ne sont pas, en effet, compatibles avec les dispositions du Pacte de la Société des Nations car elles se heurtent aux principes fondamentaux de celui-ci.

Avant tout, la nécessité qui, seule, pouvait justifier les représailles, est complètement rejetée. Le Pacte prévoit et oblige les Etats à se soumettre à une procédure pacifique. Les articles 12, 13 et 15 sont suffisamment clairs pour que toute procédure

---

(12) Op. cit., p. 11.

de coercition soit condamnée. Le Pacte de la Société des Nations, d'ailleurs, interdit non seulement la guerre mais tout ce qui peut en être un danger. Son but essentiel est le maintien de la paix par dessus tout. Or, la paix est toujours en danger lorsqu'un Etat arrive à exercer des représailles contre un Etat voisin ou non. « Les représailles représentent une image réduite des procédés et des objectifs de guerre... c'est-à-dire qu'elles sont interdites à leur tour par les mêmes considérations et les mêmes règles morales et juridiques qui interdisent le recours à la guerre, qui rendront illégitime le recours à la force des armes, dans les mesures où les fins de la juste guerre pourront être efficacement procurées par les voies pacifiques et juridiques, par les moyens de droit. » (13).

M. Salandra, en parlant au nom du gouvernement italien, soutenait la thèse italienne en disant que son gouvernement n'avait pas l'intention soit de provoquer une rupture des bonnes relations, soit de déclencher une guerre mais que c'était seulement un moyen pour assurer l'exécution des réparations dues par l'Etat ayant commis un délit international.

Mais comment peut-on prétendre qualifier les actes de bombardement et d'occupation d'un territoire étranger d'après l'intention de leurs auteurs ? Suffit-il que l'intention de l'auteur d'un acte de violence soit déclarée comme n'étant pas susceptible d'amener une guerre, pour que l'acte, malgré son caractère offensif et dangereux, soit considéré comme un acte d'hostilité pacifique ?

De plus, de qui dépend dans ce cas la rupture de la paix ? Sans doute de l'Etat contre lequel on exerce des représailles.

Dans le cas qui nous occupe, la Grèce s'était résignée et avait accepté l'occupation de Corfou et son bombardement sans

---

(13) BRIÈRE (Y. DE LA), op. cit., p. 248.

riposter. Cette passivité permit au gouvernement italien de placer en avant l'argument de ses intentions uniquement défensives. Mais, si la Grèce avait riposté en bombardant à son tour Tarente, Otrante et toute la partie sud-est de l'Italie, la guerre aurait été inévitable. Donc, malgré les bonnes intentions de l'Italie, ses actes sur le territoire grec ne peuvent être considérés que comme des actes de guerre.

En s'en tenant aux déclarations italiennes proclamant la non-intention d'occasionner une guerre, ce serait comme si l'on admettait « qu'une législation, tout en défendant l'homicide, permette à un citoyen d'user d'un revolver contre un de ses semblables parce qu'il est reconnu que tous les coups de cette arme n'entraînent pas toujours la mort » (14).

M. Politis fait apparaître tout le paradoxal de cette situation lorsqu'il dit : « loin de préserver la paix, la déclaration de l'auteur des représailles qu'il n'entend pas procéder à un acte de guerre ne ferait, si elle était prise en considération, que la compromettre, car elle pousserait l'Etat attaqué à riposter pour s'assurer, en accusant le caractère hostile de l'agression, la protection de la Société des Nations, dont autrement il serait privé. » (15).

L'opinion qui s'oppose diamétralement à cette dernière est soutenue par M. Karl Strupp. Il est d'avis que tout Etat peut procéder aux représailles toutes les fois qu'il se sent lésé par son adversaire, mais il nous dit aussi que « ...la conséquence en est non la défense des représailles mais la possibilité pour l'Etat contre lequel sont dirigées les dites représailles, d'invoquer, aux termes des articles 12 et 15 du Pacte, le secours du Conseil de la Société des Nations » (16).

---

(14) NICOGLIOU (S.) : *L'Affaire de Corfou et la Société des Nations*, p. 87.

(15) *R. G. D. I. P.*, 1924, p. 13.

(16) *Op. cit.*, p. 284.

Cette opinion se révèle d'un caractère nettement contradictoire. Les représailles sont permises mais si l'Etat attaqué riposte et, par là, provoque la rupture, alors on s'adresse à la Société des Nations.

M. Strupp dit encore que c'est de l'Etat attaqué que dépend l'intervention du Conseil car c'est lui qui, mieux que quiconque, doit savoir s'il lui faut riposter ou non à l'agression (17).

Mais alors, puisque c'est, d'après lui, à l'Etat attaqué qu'il appartient de déterminer si les représailles sont « licites » ou « illicites » selon qu'il veut ou non relever le gant, la question de la riposte ne devrait pas se poser s'il est décidé à considérer les représailles comme « illicites » (acte de guerre). Son appel au Conseil, dans ce cas, n'est-il pas à lui seul suffisamment éloquent pour prouver que la rupture était inévitable ? En suivant le raisonnement de M. Strupp on serait amené à une conclusion impossible.

Si les représailles sont licites dans le cadre de la Société des Nations et si l'Etat attaqué, ripostant, provoquait une guerre, le premier Etat, auteur des représailles, pourrait faire appel aux articles 12 et 15 contre sa victime pour avoir commis un acte de guerre sans procéder *avant* aux mesures pacifiques prévues par le Pacte.

Citons encore l'opinion de M. Lapradelle pour condamner définitivement la thèse italienne : « ...tant qu'elles (les représailles) se limitent à des actes d'hostilité isolés, tels que l'embargo, la saisie d'une propriété publique ou privée, elles se distinguent très aisément de la guerre et ne rompent pas la paix entre les Etats en litige. Mais, lorsqu'elles se généralisent, lorsque l'Etat qui les exerce organise une expédition armée, bombarde et même occupe le territoire de son adversaire, il n'y a

---

(17) Op. cit., p. 284.

plus de différence spécifique avec la guerre et il serait contraire à la réalité des choses d'affirmer que la paix n'est pas rompue » (18).

Si les actes que l'Italie avait commis n'étaient que des actes d'ordre pacifique et si l'on acceptait, comme le disait M. Salandra, que la souveraineté grecque n'était nullement destituée, alors comment interpréter l'expulsion du Préfet de Corfou et l'interruption des communications télégraphiques de l'île avec le continent ordonnées par le gouvernement italien lors de l'occupation ?

Tout cela ne peut s'expliquer que par la substitution de la souveraineté italienne à la souveraineté grecque. Donc, aucun doute ne peut subsister. Ce que l'Italie considérait comme « hostilités pacifiques » ne fut autre chose que la guerre agressive interdite par le Pacte de la Société des Nations.

En terminant l'interprétation juridique du Pacte par rapport à l'incident italo-grec, nous examinerons la dernière question touchant à l'article 15 du Pacte.

Le 30 août, après avoir reçu l'ultimatum italien, la Grèce s'adressa à la Société des Nations, cherchant protection contre une prochaine rupture entre elle et l'Italie. Cependant, d'un autre côté, la Conférence des Ambassadeurs se saisit, elle aussi, de l'affaire et déjà, le 31 août, envoya à la Grèce une note dans laquelle les puissances faisant partie de la Conférence protestaient contre le crime barbare commis dans l'Epire et ordonnaient une enquête sur les lieux.

De plus, la Conférence s'arrogeait le droit de sanctionner car, le 8 septembre, elle émettait son point de vue sur les réparations qu'il lui semblait devoir être réclamées à la Grèce.

C'est de cette prise en mains (si l'on peut s'exprimer ainsi)

---

(18) LA PRADELLE (A. DE) et POLITIS (N.) : *Responsabilité à raison d'actes de guerre*, Recueil des Arbitrages internationaux, p. 569.

par la Conférence des Ambassadeurs, que le gouvernement italien tira son argumentation pour soutenir sa thèse, contestant la compétence du Conseil de la Société des Nations. Tandis que la Grèce faisait appel à l'article 15 pour soumettre le différend à la Société des Nations, l'Italie contestait cette compétence par l'article 15 lui-même. Voici ce que dit cet article : « S'il s'élève entre les Membres de la Société un différend susceptible d'entraîner une rupture et si ce différend n'est pas soumis à la procédure de l'arbitrage ou à un règlement judiciaire prévu à l'article 13, les membres de la Société conviennent de le porter devant le Conseil. A cet effet, il suffit que l'un d'eux avise de ce différend le Secrétaire Général qui prend toutes dispositions en vue d'une enquête et d'un examen complets. »

Puisque la Conférence des Ambassadeurs s'était saisie de l'affaire, soutenait M. Salandra, la compétence du Conseil de la Société des Nations n'était pas justifiée car celui-ci ne pouvait statuer que dans les cas où le différend n'aurait pas été soumis à une autre procédure pacifique prévue par l'article 15 du Pacte de la Société des Nations.

Il est vrai que l'article 15 ne prévoit l'action du Conseil que si une autre juridiction n'est pas saisie. D'ailleurs, ce fut aussi l'opinion du Comité des Juristes. « Quand un différend — disait le Comité en répondant à la question du Conseil — est, contrairement aux termes de l'article 15 (alinéa 1<sup>er</sup>) porté devant le Conseil, à la requête de l'une des parties, alors que ce même différend fait déjà l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire quelconque, le Conseil doit se refuser à procéder à l'examen de la requête. » (19).

Mais en quoi le cas que nous traitons correspondait-il à l'interprétation théorique de l'alinéa I<sup>er</sup> de l'article 15 ? Les faits

---

(19) Cité par Jean RAY, *op. cit.*, p. 475.

ne comportaient rien qui puisse permettre l'application de l'article 15 pour que le Conseil soit déclaré incompétent.

Lorsque la Grèce reçut l'ultimatum, le 29 août, elle donna ordre à son représentant à Genève de saisir le Conseil de la Société des Nations en se reportant aux articles 12 et 15 du Pacte. Le Conseil en fut saisi le 1<sup>er</sup> septembre. A la même date, le gouvernement répondit à la Conférence des Ambassadeurs car il considérait, comme l'avait d'ailleurs déclaré M. Politis à la neuvième séance du Conseil tenue le 5 septembre 1923, que « du moment que la Conférence des Ambassadeurs se présentait comme une institution blessée par le crime commis, le Gouvernement hellénique lui devait des explications qu'il s'empressa de lui donner par sa note du 1<sup>er</sup> septembre » (20).

Donc, l'une et l'autre procédure furent engagées le même jour, avec cette différence que l'instruction au représentant grec auprès de la Société des Nations fut envoyée un jour plus tôt (le 31 août).

Sur quoi s'appuyait donc la thèse italienne quand elle disait que la Conférence des Ambassadeurs s'était saisie du différend avant le Conseil de la Société des Nations ?

En outre, il ne faut pas perdre de vue que l'incident italo-grec se compose de deux parties : l'une se rapporte directement au crime commis sur le territoire grec et l'autre comporte le bombardement et l'occupation de Corfou.

Dans le premier cas, la Conférence des Ambassadeurs était vraiment compétente pour procéder à une enquête car les victimes de Ianina étaient aussi ses mandataires, lesquels assumaient une tâche qui fut accomplie par la Conférence des Ambassadeurs. Quant aux réparations qu'elle exigeait de la Grèce,

---

(20) *Journal Officiel de la Société des Nations*, p. 289 (1923).

ce ne fut qu'un prétendu droit ne reposant sur aucun fondement juridique.

« La Conférence des Ambassadeurs n'est pas une personnalité internationale. C'est un organe diplomatique temporaire et rien de plus au point de vue juridique. Elle ne peut léser ni être lésée par un fait international. Aussi, est-ce à tort qu'elle s'est occupée du litige en sa prétendue qualité de partie lésée, le droit qu'elle s'est arrogé étant dépourvu de toute base juridique. » (21).

Mais c'est la deuxième partie de l'incident italo-grec qui représente le litige. L'Italie a bombardé une partie du territoire grec et a fini par l'occuper. Par là même, elle a prouvé que l'agissement de la Conférence des Ambassadeurs ne peut, en aucune façon, être un procédé pacifique précédant la guerre. *Car, si la guerre a lieu, cela prouve que les procédés pacifiques ont été épuisés ou bien qu'on les a éludés.*

L'Italie, au contraire, soutenait que le crime de Ianina fut la simple cause de l'occupation de Corfou. Donc, du fait qu'elle pouvait enquêter sur le crime, la Conférence avait le droit de statuer sur le différend tout entier.

Nous avons dit plus haut que c'était une conception fausse et que le meurtre de Ianina est un crime de droit commun qui ne doit pas provoquer de rupture entre ces deux Etats, tandis que le bombardement et l'occupation de Corfou sont des crimes de droit international, une violation des articles 12, 13, 15 et même 10 du Pacte de la Société des Nations et, de ce fait, qui impliquaient expressément la compétence du Conseil de la Société des Nations.

Pour renforcer la thèse grecque à laquelle nous pouvons maintenant nous associer, nous ajouterons encore que malgré

---

(21) NICOGLIOU (S.), op. cit., p. 82.

que la Société des Nations en 1923 était encore une institution jeune qui manquait de précédents, il y en eut un, à l'encontre de l'affirmation de M. Salandra où le Conseil l'a emporté sur la Conférence des Ambassadeurs. Ce fut l'incident de frontière qui provoqua un différend entre le royaume serbe-croate et slovène et l'Albanie en 1921. Ce différend, examiné par la Conférence des Ambassadeurs, fut néanmoins porté devant le Conseil et celui-ci décida de l'affaire sans se préoccuper du parallélisme des compétences.

Pour conclure, disons que malgré les prétentions italiennes et malgré l'action de la Conférence des Ambassadeurs, la seule institution compétente dans l'affaire italo-grecque fut la Société des Nations, c'est-à-dire le Conseil de la Société des Nations.

Ajoutons encore que le dernier essai de l'Italie pour combattre la compétence de la Société des Nations fut l'invocation qu'elle fit de l'article 15 dans son huitième alinéa. Le gouvernement italien prétendait que l'affaire en question était de sa compétence exclusive car elle touchait à l'honneur de l'Italie.

La réponse à cette affirmation est formulée par le texte même qui stipule : « ...si l'une des parties prétend... et si le Conseil reconnaît... »

Il aurait quand même fallu que le Conseil statue pour décider de la compétence exclusive.

Ayant ainsi terminé l'examen du différend italo-grec au point de vue juridique, nous pouvons maintenant rejeter la thèse italienne qui n'était fondée sur aucune base juridique et conclure par un résumé de cet examen qui consisterait en ceci :

— Les actes de bombardement et d'occupation de Corfou ont présenté vraiment un danger de rupture des relations pacifiques entre la Grèce et l'Italie.

— Ne pouvant être placés sous le titre de représailles par-

mi les actes présentant des hostilités pacifiques, comme le prétendait le gouvernement italien, et moins encore parmi les procédures pacifiques proprement dites prévues par les articles 12 et 15 du Pacte, les actes de bombardement et d'occupation de Corfou présentaient indéniablement un caractère d'actes de guerre.

— Enfin, la compétence de la Société des Nations était indiscutable du fait que les articles 12 et 15 étaient violés et qu'elle était le seul corps appelé à mettre fin à cet état de choses dans lequel la culpabilité de l'Italie se révélait aisément.

Il paraît suffisamment établi, à la lecture de ce qui précède que la Grèce dont le seul tort apparent était d'avoir accueilli sur son territoire les représentants étrangers pour lesquels elle n'aurait pas prévu de moyens suffisants de sécurité, ne pouvait s'attendre à pareilles manifestations hostiles de la part de l'Italie. Quant à la patrie du Duce, peut-on, après cela, ne lui prêter que des sentiments de juste colère ? Ne relève-t-on pas contre elle un assez bon nombre de preuves pour l'accuser d'avoir, par ce coup de force — dont la mort de ses représentants arrivait juste pour lui fournir un prétexte — essayé de matérialiser son rêve ?

---

## CHAPITRE IV

---

### L'Italie fasciste et l'indépendance albanaise

---

#### SECTION I

##### La Conférence des Ambassadeurs et la création de l'Etat albanais

Quand les petits Etats balkaniques, las d'être tenus sous le joug ottoman, s'allièrent en 1912 dans une guerre dont l'issue, en leur assurant un agrandissement, devait conséquemment amener de nouveaux aménagements politiques dans les Balkans, l'Autriche et l'Italie virent leurs chances d'extension politique sur la péninsule, diminuer considérablement.

Toutefois, plus profondément fut atteinte l'Autriche-Hongrie car il y avait maintenant une Serbie suffisamment forte et dont la résistance à toute prétention était de nature à donner à réfléchir aux visées ambitieuses austro-hongroises. Elle présentait l'obstacle qui barrait la route menant à l'Adriatique qui, on le sait, fut le plus grand débouché de l'Autriche. Elle obstruait également le chemin de la mer Egée vers laquelle les regards de Vienne ne cessèrent jamais de se tourner.

D'autre part, un rayon de lumière éclairait l'horizon. Ce fut le premier phare trouant les ténèbres régnant sur l'immense Autriche-Hongrie et qui devait diriger dans la voie d'une unité les peuples slaves enclavés dans son empire. La victoire des alliés balkaniques les avait, en effet, conduits à aspirer à la conquête de leur indépendance.

L'émancipation politique de la nouvelle Serbie et du Monténégro laissait entrevoir comme résultante l'union complète de ces deux pays. Par ce fait, un nouveau concurrent prendrait la place pour profiter de la brise de cette côte Adriatique qui présentait pour la jeune Serbie une question vitale dans son existence ultérieure.

Jamais l'Autriche ne pourrait consentir à un pareil aménagement de la péninsule balkanique. La Serbie ne devait, à aucune condition, baigner ses frontières dans l'Adriatique. Même une solution, aussi paradoxale qu'elle fut pour l'empire Austro-hongrois, devait intervenir pour qu'il puisse continuer à défricher le chemin afin de réaliser le principe traditionnel guidant sa politique d'expansion vers le sud.

Ne pouvant directement s'attaquer à la Serbie et voulant cependant arriver à tout prix à ses fins, l'Autriche-Hongrie tourna ses efforts par ailleurs et l'on se trouva devant cet état de choses : la victoire des alliés balkaniques ayant confiné l'empire ottoman sur le petit territoire lui restant sur le vieux continent, pour y attendre sa fin, et lui faisant abandonner les terres rocheuses de l'Albanie sans maître, un territoire pour ainsi dire « *res nullius* » ou « *res commune* » à la merci de toutes les convoitises, l'Autriche vit là le moyen de faire aboutir ses projets ou l'occasion de les servir.

C'est sur ce pays qu'elle fixa son plan d'action pour contre-carrer l'agrandissement territorial du jeune royaume serbe et

mettre en échec toute tentative de libération économique du côté de l'Adriatique.

Mais l'Autriche-Hongrie n'était pas la seule compétitrice ; l'Italie aussi entraînait dans le jeu car, parallèlement au « Drang nach Osten » de l'Empire austro-hongrois, elle voulait se créer une situation prédominante sur l'Adriatique et pour cette raison même ne pouvait pas plus permettre aux Slaves de s'étendre jusqu'aux rives orientales de la mer Adriatique que de voir se consolider l'influence austro-hongroise sur les Balkans.

La situation nouvelle créée par les événements dont nous nous sommes entretenus plus haut, ne pouvait être résolue en faveur de l'une ou de l'autre des deux rivales sans amener alors une rupture qui serait fatale pour les deux pays faisant partie, tous deux de la Triple Alliance. « ...Aussi, les deux gouvernements tombèrent-ils d'accord pour proclamer l'Albanie aux Albanais, formule opportuniste destinée à conjurer toute visée contraire à leurs secrètes ambitions. » (1).

L'Italie agit ainsi d'autant plus aisément que cette opération évinçait l'Autriche et qu'elle restait, de par sa position géographique, dans une situation plus favorable et que son influence pourrait s'exercer plus librement.

C'est dans ces circonstances que s'ouvrit, vers la fin de l'année 1912, la Conférence des Ambassadeurs à Londres, sur l'initiative de Sir Edward Grey, chef du Foreign Office, afin de statuer sur la solution devant être donnée à la question albanaise.

A celle que présentaient l'Autriche-Hongrie et l'Italie, comme suite à leur accord, une autre thèse soutenue par la Russie vint s'opposer à leurs communes prétentions, prenant la défense des intérêts de la Serbie.

---

(1) MOUSSET (A.) : *L'Albanie devant l'Europe*, p. 11.

Protectrice séculaire des Slaves auxquels le peuple russe est directement apparenté, ayant de nombreuses affinités de langage, de mœurs et de religion, et desquels était née, au cours des années, et surtout pendant le xix<sup>e</sup> siècle une fraternité dont les liens peu à peu s'étaient resserrés, la Russie voulait en effet, par un rapprochement de tous ces peuples, créer une unité, un idéal slave en Europe.

Ainsi s'ouvrit, dans le sein de la Conférence des Ambassadeurs, une lutte entre ces deux blocs adverses : Autriche-Hongrie-Italie, dont le but est l'empêchement de la réalisation d'un protectorat exclusif de la Russie sur les Balkans, et Russie voulant barrer le chemin au pangermanisme en mettant obstacle autant au « Drang nach osten » qu'au « Spinto verso l'Orienté ».

Enfin, la thèse Vienne-Rome l'emporta.

Les vues politiques et stratégiques de l'Autriche, secondée par l'Italie, subitement se réalisèrent par un simple communiqué de la Conférence des Ambassadeurs : « Les Ambassadeurs ont recommandé à leur gouvernement qui l'ont accepté, le principe de l'autonomie albanaise ».

Et, vers la fin de l'année 1912, surgit l'Etat albanais, simple conséquence d'une entente des puissances qui, sans accorder satisfaction au désir de chacune, leur donnait au moins l'assurance qu'un autre pays ne bénéficierait pas des avantages qui leur échappaient.

## SECTION II

### Le traité de Londres

La solution que trouva la Conférence des Ambassadeurs ne mit cependant pas fin aux aspirations dominatrices de Vienne et de Rome.

Les deux voisins de l'Albanie ne tardèrent pas à rechercher dans tout événement se produisant l'occasion propice à la réalisation de leurs désirs. L'Albanie était encore visée pour principal théâtre de leurs exploits. Aussi, quand la Grande Guerre éclata, un moyen d'y parvenir se présenta, surtout pour l'Italie, moyen qui pouvait lui permettre d'accéder à la côte orientale de l'Adriatique. Ce fut la tenue de la Conférence de Londres de 1915.

En effet, l'Italie se trouvait, par le traité de la Triple Alliance, liée à l'Autriche et à l'Allemagne. Ce traité, qui, en 1883, remplaça « l'entente des Trois empereurs d'Allemagne, de Russie et d'Autriche » qui dominait la politique de l'Europe, avait pour but « d'après les déclarations des souverains et des gouvernements alliés, de maintenir la paix contre les tentatives de guerre présumées de la France et de la Russie » (2).

De prime abord, soulignons que la conclusion de ce traité conforme en tous points au principe de l'équilibre tel qu'on le concevait jusqu'à la guerre mondiale, avait répondu aux desiderata des deux Etats en vue de leur expansion sur les Balkans ; mais, en même temps, et c'est un point sur lequel nous insistons particulièrement, il présentait toutes les garanties de sécurité que leur méfiance réciproque supposait indispensables, car il imposait une entente préalable dans le cas où l'une des puissances tenterait de modifier à son profit le statu quo des Balkans.

Voici, en effet, ce que stipulait l'article 7 de la Triplice :

« Si les cas se produisaient que dans le cours des événements, le maintien du statu quo dans le territoire des Balkans et des côtes et des îles ottomanes de la mer Adriatique et de l'Egée devint impossible et que, soit en conséquence des agis-

---

(2) BRZEZICKI (N.) : *La Société des Etats et la Fédération des Etats*, p. 184.

sements d'une tierce puissance, soit pour d'autres causes, l'Autriche et l'Italie fussent obligées de changer ce statu quo par une occupation temporaire ou durable, cette occupation se produirait seulement après des accords préalables entre les deux puissances, sur la base du principe d'un consentement réciproque pour tous les avantages territoriaux et d'un autre ordre que l'une des puissances viendrait à obtenir « en dehors » du statu quo actuel, de manière à donner satisfaction aux aspirations justifiées des deux parties. »

Aussi, lors de la déclaration de guerre que fit l'Autriche à la Serbie, l'Italie refusa-t-elle de se porter à ses côtés, estimant avec raison que l'obligation qui était faite à l'Autriche de prendre accord préalable avec ses co-signataires n'ayant pas été respectée, la dégageait de tout autre engagement. La déclaration de M. San Giuliano à l'Ambassadeur français à Rome nous montre comment raisonnait le gouvernement italien : « ...On ne doit pas oublier que l'Italie est liée par les engagements de la Triple-Alliance, mais uniquement dans le cas où elle serait préalablement consultée » (3).

Mais l'Italie, tout en considérant que la violation des dispositions du traité de la Triplice la libérait de ses devoirs envers l'Autriche, n'entendait pas par là être tenue comme neutre. Aussi, dès le début du conflit mondial, entra-t-elle en pourparlers avec chacune des deux parties adverses. Du côté de ceux entamés avec l'Autriche-Hongrie, les propositions que fit l'Italie se réduisaient à ceci : (4)

— La cession du Trentin suivant les frontières du royaume italique de 1811 ;

---

(3) Cité par TCHIRITCH (S.) : *La Question de Fiume*, Thèse Paris, p. 52.

(4) Ce programme fut présenté par M. SONINO, Ministre des Affaires Etrangères, à M. Burian, Ministre des Affaires Etrangères d'Autriche-Hongrie, le 8 avril 1915.

— Dans le Frioul oriental, une rectification de frontière laissant à l'Italie les villes de Gradisca et de Gorizia, la nouvelle frontière devant aboutir à la mer dans le voisinage de la Nabresina entre Monfalcone et Trieste ;

— Trieste, Capi d'Istria et Pirano constitueront un Etat indépendant ;

— La cession à l'Italie des îles de Lissa, Lessina, Curzola, Lagosta, Cazza, Meleda, Pelagosa et leurs dépendances ;

— Le désintéressement de l'Autriche en Albanie et la reconnaissance de la souveraineté italienne sur Vallona.

De l'autre côté, les exigences italiennes furent beaucoup plus grandes. Elles comportaient : (5)

— Toute l'Istrie jusqu'au sud-est de Fiume ;

— Presque toute la côte dalmate excepté la partie de Fiume jusqu'à l'embouchure du fleuve Zermagna qui resterait à la Croatie indépendante ;

— En plus, toutes les îles croates et dalmates.

Enfin, l'Italie réclamait la création d'un Etat albanais sous le protectorat italien (6).

Les conditions italiennes surprirent les gouvernements alliés, mais plus particulièrement la Russie qui, d'ailleurs, ne manqua pas de s'opposer aux desiderata italiens. Celle-ci, qu'inspirait toujours l'idéal slave, ne voulait pas tolérer de trop grandes immixtions de Rome dans les terres balkaniques et mit en parallèle une thèse beaucoup plus favorable aux Slaves pour faire échec au plan italien.

Elle voulait bien admettre que la côte occidentale avec

---

(5) VELAY : *La Question de l'Adriatique* (1915), p. 125.

(6) « On ne parvient pas à comprendre pourquoi ces demandes, dont la réalisation eût donné pleine satisfaction à l'Italie et eût assuré sa sécurité stratégique en face de la puissante Autriche, ne suffisaient plus à lui garantir l'avenir en face d'un petit Etat slave faible et pauvre. » VELAY, *op. cit.*, p. 126

Trieste et Pola soit livrée à l'Italie mais là prenaient fin ses libéralités. Le reste devait être concédé aux Slaves.

Devant cette opposition, l'Italie dut céder et consentir quelques amputations à son plan. Après de longues négociations, les principales puissances alliées signèrent un traité, établi en secret, le 26 avril 1915. Ce fut le fameux traité de Londres dont l'existence et la teneur ne furent révélées au monde que lors de l'avènement du régime bolchévique en Russie quand fut publié le contenu des archives de l'ancien ministère des Affaires étrangères et qui servit longtemps d'appui aux revendications italiennes après la guerre mondiale.

Ce fut le dernier exemple du système politique qui régnait alors en Europe. Encore une fois les grandes puissances européennes disposaient de territoires ne leur appartenant pas, sans se soucier de la volonté des peuples qui les habitaient :

Le droit ne pouvait encore régner sur le vieux monde, l'un avide, avant tout, de préserver ses intérêts, s'emparant des biens du voisin sans honte de le dépouiller puisque cela servait ses besoins, sans cesse accrus par les temps.

Le traité de Londres attribuait à l'Italie :

1<sup>o</sup> Trieste, Gorizia, Gradisca, toute l'Istrie jusqu'au Quarnero, y inclus Volona et les îles Cherso et Lussin ;

2<sup>o</sup> Le territoire entre Monte-Nevoro jusqu'au littoral, puis la province de Dalmatie jusqu'au cap Planka avec les îles (articles 4 et 5) ;

En Albanie, l'Italie recevra l'entière souveraineté sur Valona, avec l'île de Sasseno (article 6) et sera chargée de représenter l'Etat albanais dans ses relations avec l'étranger (article 7). La souveraineté de l'Italie s'étendra également sur les îles du Dodecanèse (article 8).

C'est sous ces conditions que l'Italie prit part à la guerre de 1914-1918 aux côtés des puissances alliées.

Le traité de Londres fut la cause des grands malentendus qui surgirent à la Conférence de la Paix et c'est lui qui contribua pour une grande part au mécontentement du peuple italien qui précéda le nationalisme qui, depuis ses premières années, ne cessa de porter atteinte à la nouvelle vie internationale.

### SECTION III

#### **La politique fasciste et l'indépendance albanaise après la guerre mondiale**

##### *Le traité de Tirana*

La situation créée par les événements étant complètement différente de celle de 1915, où avait été conclu le traité de Londres, l'exécution de celui-ci s'avéra irréalisable.

S'il est vrai que l'Italie s'appuyait sur un texte positif, signé par les représentants des principaux alliés et comportant la ferme acceptation des conditions par elle posées, il n'était pas moins impossible que quoi que ce soit lui fut accordé. Tout, en effet, dans le nouvel état de choses s'y opposait ainsi que nous l'allons voir.

Ce fut, tout d'abord, la dislocation du grand empire austro-hongrois, occasionnée par la Grande Guerre. Les démembrements subis par ce dernier firent devenir alliés quantité de peuples anciennement ennemis, lesquels étaient complètement étrangers à la création du traité de Londres. La Serbie qui, dans la guerre mondiale, joua un rôle suffisamment important pour qu'on s'en souvienne et qu'on pouvait considérer comme particulièrement intéressées, puisqu'aux côtés des alliés elle combattit pour libérer les peuples du joug impérialiste des em-

pires centraux, n'avait pas connaissance de l'existence du traité de Londres. En outre, le nouvel Etat des Slaves du sud, surgi à la conclusion de la paix, n'aurait jamais pu accepter que les territoires dont il était question dans le traité fussent à la disposition des puissances alliées, sans leur consultation :

« Le Traité de Londres — dit M. Evens — est un instrument unilatéral de la part des trois gouvernements intéressés, disposant d'une propriété à laquelle ils n'avaient aucun droit et il s'ensuit que, dans ces conditions, il n'a aucune validité internationale. » (7).

D'autre part, l'entrée des Etats-Unis dans la tourmente qui secouait toute l'Europe n'était pas faite pour faciliter un aboutissement dans un sens favorable pour l'Italie. Ceux-ci n'étant pas signataires se montrèrent hostiles. Puis, ce traité n'opposait-il pas un indiscutable démenti à la nouvelle politique d'Outre-Atlantique ? Cette politique qui voulait établir et faire régner en Europe une ère de paix dans laquelle serait respecté le principe de nationalité et d'égalité.

La guerre, cette immense vague qui, en déferlant sur le monde, devait lui ravir près de 10 millions d'existences, renversa sur son passage toutes les digues qu'avaient dressées les anciens préjugés et préceptes. Dans cet écroulement, le système d'équilibre craqua de part en part et vit là sa dernière étape.

C'est sur cela que s'appuyait M. Wilson, alors Président des Etats-Unis, lorsqu'il avait fait connaître sa façon de voir au sujet de ces échanges scandaleux contre lesquels il s'élevait avec toute la force que lui conférait son influence.

La nouvelle forme de la paix devait reposer sur une collaboration universelle, sur l'égalité des Etats, sur la libre dis-

---

(7) EVENS (A.) : *L'Italie et la Yougoslavie*, p. 5.

position des peuples d'eux-mêmes, le respect de l'individu enfin. Le but de la Conférence de la Paix, n'était-il pas de mettre fin aux partages et marchandages cyniques du système se basant sur l'équilibre des forces et des intérêts ?

Mais, ce qui devait entraver définitivement l'application du traité de Londres, furent les exigences italiennes ; celles-ci portaient, en elles-mêmes, la contradiction. Elles réclamaient l'exécution du Traité en ce qui concernait les avantages qu'il lui concédait mais, d'autre part, et c'est là que réside la faute de l'Italie, elle revendiquait Fiume.

Ce n'était rien moins que demander la violation du traité même, lequel attribuait ce port aux Yougoslaves. En effet, l'article 5, dans son alinéa 3, disait : « Les territoires énumérés ci-dessous seront attribués par les quatre puissances alliées à la Croatie, à la Serbie et au Monténégro :

— Dans la Haute-Adriatique, toute la côte depuis la baie de Valosca, sur les confins de l'Istrie jusqu'à la frontière septentrionale de Dalmatie, comprenant le littoral actuellement hongrois et toute la côte de la Croatie, avec le port de Fiume et les petits ports de Novi et Carlopago, ainsi que les îles de Veglia, Pervichio, Gregorio, Goli et Arbe. »

Ainsi, l'Italie, par ses prétentions, mettait les alliés dans une situation des plus embarrassantes. Ceux-ci, bien que désireux de respecter leur parole, se trouvaient dans l'incapacité de lui donner satisfaction. Il leur était, en effet, impossible d'envisager une solution qui se tournerait contre les Slaves et leur ferait manquer aux engagements qu'ils avaient pris de concert. « Le traité de Londres, disait M. Clemenceau à la Conférence de la Paix, nous engageait vis-à-vis de l'Italie, mais il nous engageait également envers les Slaves qui, d'après ce traité, devaient avoir Fiume. L'Italie a notre parole, nous ne la contestons pas,

mais elle a donné aussi sa parole en avril 1915 de laisser Fiume aux Croates. » (8).

Présentée ainsi, la question de l'Albanie restait ouverte faute de pouvoir exécuter le traité de Londres. La Conférence des Ambassadeurs qui, en 1913, avait été appelée à examiner la situation albanaise, fut requise encore une fois pour solutionner ce nouveau problème. Le 9 novembre 1931, la Conférence des Ambassadeurs décida ce qui suit :

« L'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, reconnaissant que l'indépendance de l'Albanie ainsi que l'intégrité et l'inaliénabilité de ses frontières telles qu'elles ont été fixées par leur décision en date du 9 novembre 1921, est une question d'importance internationale reconnaissant que la violation des dites frontières ou de l'indépendance de l'Albanie pourrait constituer une menace pour la sécurité stratégique de l'Italie, sont convenus ce qui suit :

« 1° Au cas où l'Albanie se trouverait dans l'impossibilité de maintenir son intégrité territoriale, elle aura la liberté d'adresser au Conseil de la Société des Nations, une demande d'assistance étrangère.

« 2° Les gouvernements de l'Empire britannique, de la France, de l'Italie et du Japon, décident, dans le cas susdit, de donner pour instruction à leurs représentants dans le Conseil de la Société des Nations, de recommander que la restauration des frontières territoriales de l'Albanie soit confiée à l'Italie.

« 3° En cas de menace contre l'intégrité ou l'indépendance aussi bien territoriale qu'économique de l'Albanie, du fait d'une agression étrangère ou de tout autre événement et, en cas où l'Albanie n'aurait pas recours dans un délai raisonnable à la

---

(8) Procès-verbaux de la Conférence de la Paix des 12 et 24 avril 1919.

faculté prévue à l'article 1<sup>er</sup>, les gouvernements susdits feront connaître la situation qui en résultera au Conseil de la Société des Nations.

« Au cas où une intervention serait jugée nécessaire par le Conseil, les gouvernements susdits donneront à leurs représentants les instructions prévues à l'article 2.

« 4<sup>o</sup> Au cas où le Conseil de la Société des Nations déciderait à la majorité qu'une intervention de sa part n'est possible, les gouvernements susdits examineront la question à nouveau s'inspirant du principe contenu dans le préambule de cette déclaration, à savoir que toutes les modifications des frontières de l'Albanie constituent un danger pour la sécurité stratégique de l'Italie. »

Il ressort de la lecture de ce qui précède que la Conférence des Ambassadeurs a donné toute sa valeur à l'indépendance albanaise puisqu'elle n'a pas reconnu à l'Italie le droit exclusif de prendre en mains la surveillance de l'indépendance et de l'intégrité territoriale albanaise. Il y est nettement déclaré que cette intervention ne devrait avoir lieu de la part de l'Italie qu'après que l'Albanie l'ait sollicitée et que le Conseil de la Société des Nations ait donné son accord, ce qui est plus important.

\*  
\*\*

Après la décision de la Conférence des Ambassadeurs, l'Albanie trouvait sa sécurité dans la protection que lui assurait la Société des Nations et qui, désormais, veillerait à ce que soit maintenue son indépendance. Quant à l'Italie, ses prétentions furent réduites à néant tant en ce qui concernait son installation dans ce petit pays en y exerçant son influence politique qu'en s'y introduisant par la force. Il semblait que la question albanaise eût par là épuisé toutes les chroniques et

tomberait dans les oubliettes historiques. Il n'en fut rien ; avec l'avènement du fascisme, il appert que la politique italienne s'intéresse de nouveau vivement à la côte orientale de l'Adriatique et se préoccupe beaucoup du moyen de faire revivre l'idée de son influence.

Ne pouvant, cependant, ouvertement prendre une position contraire à celle adoptée par le Pacte de la Société des Nations — pour laquelle nous l'avons dit, l'indépendance albanaise était considérée comme le soutènement de la paix balkanique et, s'ensuivant de la paix européenne — le gouvernement fasciste prit d'autres mesures en vue d'une politique d'expansion, mesures dont l'application fut réalisée aussi secrètement que possible et dont la substance n'était qu'accumulation de ruses pour aboutir aux buts qu'elle se proposait d'atteindre depuis les premières années de calme. Aussi, dès 1925, la politique fasciste se mit à l'œuvre. Son but ? Posséder ce petit pays économiquement, lui imposer sa suprématie financière et le rendre ainsi aussi dépendant de l'Italie qu'il eût été en son pouvoir, ceci en attendant qu'une annexion définitive puisse lui assurer une place sur les Balkans, d'où sa tâche se trouverait très sensiblement facilitée pour continuer sa progression, lente mais sûre, en vue d'une domination sur la péninsule.

Quoi de plus aisé quand on songe que l'Albanie est un pays relativement pauvre, qui a besoin d'aide économique et financière, que ses moyens de production et de consommation sont restreints, en tout cas insuffisants pour elle, et que la situation intérieure même de ce pays n'est guère satisfaisante ? Et, l'appui moral et matériel dont elle avait besoin, l'Italie se déclarait prête à lui accorder avec tant de munificence que nous croyons pouvoir affirmer qu'elle aurait, de loin, outrepassé les vœux de l'Etat albanais.

En effet, pendant la période comprise entre 1925 jusqu'à la signature du traité de Tirana, on assista à des acceptations de l'Albanie afférentes à divers traités et concessions en faveur de l'Italie, lesquelles assuraient à celle-ci une tutelle économique. Entre autres, citons quelques-uns des accords si ruineux pour l'Etat albanais : (9)

— Une première convention conclue à Tirana, le 12 mars 1925, accordait le droit d'exploitation exclusive, aux chemins de fer d'Etat italien et à leurs associations filiales, des pétroles, gaz naturels, bitumes et roches asphaltiques.

— Six mois plus tard, le 6 septembre, fut fondée la banque nationale d'Albanie dont le siège résidait à Rome et qui se trouva pratiquement contrôlée par les banques italiennes. Sa direction, composée de deux Italiens et de deux Albanais, était présidée par un Italien.

— Un traité de commerce lui donna le monopole du cabotage pour passagers et marchandises, le 7 novembre 1925.

— Enfin, l'année 1926 est marquée par la déroute définitive de l'indépendance albanaise causée par un régime qui s'était, auparavant, clamé son rénovateur.

Par ces compromis successifs, l'Albanie se dépouillait littéralement. En effet, que pouvait-il lui rester après cela ? Absolument rien.

Mais, cette œuvre de subordination en faveur du prestige romain ne fut pas le seul ouvrage que l'Italie sut mener avec tant de brio et de doigté. Ses talents s'exercèrent encore différemment mais avec un succès complet lorsqu'elle obtint la signature des deux traités italo-albanais de Tirana en 1926 et 1927.

Par ces traités, le fascisme réussissait à créer sur les Balkans

---

(9) Tiré du livre de M. MOUSSET (A.), *op. cit.*, pp. 23 et 28.

une forteresse d'où il allait pouvoir poursuivre désormais sa poussée vers l'Est. De plus, on sait que son objectif est la maîtrise du bassin Adriatique. Pour la conclusion de ce traité, l'Italie ne rencontrait qu'une opposition, de très courte durée d'ailleurs, de son ancienne complice dans l'affaire de l'exploitation de l'Abyssinie.

En effet, son expansion méditerranéenne n'avait pas l'heur de plaire à l'Angleterre qui, depuis la guerre, s'était instituée le défenseur de l'Albanie quant à son indépendance ; elle craignait, sans doute, l'immixtion des grandes puissances dans les Balkans mais, et surtout, ses intérêts politiques la guidaient dans cette attitude désapprobatrice envers les intentions italiennes, ce qui faisait écrire à M. Mousset : « Tandis qu'elle souhaitait voir dans la Méditerranée occidentale la puissance maritime de l'Italie faire équilibre à celle de la France, pour la même raison, elle eut vu sans déplaisir la Yougoslavie tenir l'Italie en échec dans le lac Adriatique. » (10).

Mais la situation, au mois de novembre, se montra favorable à M. Mussolini. En Chine, les éléments nationalistes d'une part, et les éléments révolutionnaires s'inspirant de Moscou, d'autre part, donnèrent à l'Angleterre, préoccupée de ses intérêts menacés, suffisamment de soucis pour qu'elle relègue au second plan la question albanaise (11).

Ainsi, le 3 novembre 1926, eut lieu l'entrevue Mussolini-Chamberlain à Livourne, à l'occasion de laquelle, paraît-il, le Duce et le Ministre de Grande-Bretagne tombèrent d'accord quant à l'intervention italienne pour l'attaque de l'indépendance albanaise.

---

(10) Op. cit., p. 81.

(11) D'après la déclaration faite par Sir Austen Chamberlain, à la Chambre des Communes, le 1<sup>er</sup> décembre 1926, des détachements navals avaient débarqué pour la protection de la concession anglaise et de la vie des sujets anglais (*Le Temps* du 3-12-26).

Le 27 novembre 1926, M. Aloisi, Ministre de l'Italie en Albanie et M. Vrioni, Ministre des Affaires étrangères, signèrent le premier traité de Tirana (12) dont voici la teneur :

« L'Italie et l'Albanie, dans le but de resserrer les rapports réciproques d'amitié et de sûreté au sujet de leur situation géographique et de contribuer au renforcement de la paix, poussées par le désir de maintenir le statu quo politique, juridique et territorial de l'Albanie dans le cadre des traités dont toutes deux sont signataires et du Pacte de la Société des Nations, ont décidé de conclure ce pacte d'amitié et de sûreté et ont désigné comme plénipotentiaires à cet effet : pour Sa Majesté le Roi d'Italie : le baron d'Aloisi, Ministre de Sa Majesté en Albanie ; pour Son Excellence le Président de la République d'Albanie : M. Vrioni, Ministre des Affaires étrangères de la République Albanaise, qui, après avoir pris connaissance de leurs pleins pouvoirs, ont stipulé :

*Article 1<sup>er</sup>.* — Toute perturbation dirigée contre le *statu quo* politique, juridique et territorial d'Albanie, est contraire à leurs intérêts politiques réciproques.

*Article 2.* — Pour sauvegarder l'intérêt susdit, les hautes parties contractantes s'engagent à se prêter un appui mutuel

---

(12) « Le 24 juin, une démarche fut faite de la part du Ministre de l'Italie en Albanie, le baron Pompeo Aloisi. A cette occasion, le Ministre d'Italie proposa au Président du Gouvernement albanais de souscrire au bas de la déclaration du 3 novembre 1921, dans laquelle les grandes puissances reconnurent que dans la question du maintien de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Albanie, l'Italie était intéressée au premier chef. En échange de cette reconnaissance, le diplomate italien pria Ahmed Zogou d'accepter 3.000 fusils, 2.000 uniformes militaires, 10 batteries de montagne, 500 mitrailleuses, 2.000 mulets et un don personnel de 15 millions de lire. En même temps, le représentant italien a fait savoir à M. Ahmed Zogou que, dans le cas de refus sur le dos du peuple albanais morcelé et divisé, Rome s'entendrait avec Belgrade, et qu'une révolte soutenue contre lui, Ahmed Zogou, lui rendrait impossible l'exercice de son mandat de Président. » (Tiré du *New York Herald Tribune*, cité par NICOLITCH, p. 199 : *Le Différend de frontière de l'Albanie et le traité italo-albanais du 27 novembre 1926.*

et une collaboration cordiale ; elles s'engagent également à ne pas conclure avec d'autres puissances des accords politiques ou militaires qui soient préjudiciables aux intérêts de l'autre partie définie dans le pacte actuel.

*Article 3.* — Les hautes parties contractantes s'engagent à soumettre à une procédure spéciale de conciliation ou d'arbitrage les questions qui viendraient à les diviser et qui n'auraient pas pu être résolues par les voies diplomatiques ordinaires.

Les modalités de cette procédure de règlement pacifique feront l'objet d'une convention spéciale qui sera conclue dans le plus bref délai.

*Article 4.* — Ce pacte aura une durée de cinq années et pourra être dénoncé ou renouvelé une année avant son échéance.

*Article 5.* — Ce pacte sera ratifié et ensuite enregistré à la Société des Nations. Les ratifications seront échangées à Rome.

Tirana, le 27 novembre 1926.

Signé : Baron Aloïsi, M. Vrioni. »

## SECTION IV

### **Le traité de Tirana au point de vue juridique**

La lecture du texte du pacte italo-albanais nous apprend tout de suite à quel point la diplomatie fasciste a réussi à déjouer les dispositions du Pacte de la Société des Nations.

Le préambule nous inclinerait à croire que le traité italo-albanais n'est qu'un simple traité d'amitié et de garantie, ainsi qu'il se prétend être, auquel on n'aurait rien à reprocher car

ce ne serait pas le premier de ce genre que l'Europe aurait vu se conclure depuis la guerre et que la nouvelle organisation internationale encourage.

Mais, si nous voulons approfondir un peu plus son texte, nous nous apercevons que le Traité de Tirana est loin, non seulement de présenter un caractère de garantie et d'amitié — souhaitable, nous l'avons dit, pour le maintien du statu quo européen et la consolidation de la paix — mais forme plutôt un danger pour cette paix, car il porte atteinte aux dispositions principales du Pacte de la Société des Nations.

Par conséquent, nous nous poserons deux questions auxquelles nous nous efforcerons de répondre tout en étudiant la position juridique du traité italo-albanais.

D'abord, pourquoi le traité de Tirana ne peut-il pas être rangé parmi les traités que leurs réelles qualités quant à la paix européenne, et leur compatibilité avec l'article 10 du Pacte de la Société des Nations, permettent de désigner « traités de garantie » ?

Ensuite, comment sa lettre atteint-elle les dispositions de l'article 10 du Pacte susdit ?

La première question, croyons-nous, peut se résumer ainsi : le traité de Tirana est-il vraiment un traité d'amitié et de garantie tel qu'il semble ressortir de la première lecture de son préambule ?

Nous répondrons sur-le-champ par la négative, car le traité de Tirana ne répond pas aux conditions qui sont nécessaires pour qu'on considère comme traité de garantie un écrit dont les deux conditions principales, nous pouvons dire indispensables, sont exclues.

De ces conditions, d'un intérêt primordial et dont nous allons nous entretenir ci-après, nulle trace dans le Pacte italo-albanais.

La première est que l'objet de la garantie ne peut être ni indéterminé ni illimité.

« Les traités de garantie proprement dits — écrit M. Milovanovitch — sont des traités par lesquels une ou plusieurs puissances s'engagent soit à respecter, soit à la fois à respecter et à faire respecter un *certain état de choses* concernant la situation internationale ou même la situation intérieure d'un ou de plusieurs Etats. » (13).

Un « certain état de choses », dans la définition de M. Milovanovitch, ne peut revêtir un caractère général et l'on voit immédiatement que le mot « certain » sous-entend des choses *déterminées et limitées*. Et, s'il n'en était pas ainsi, nous nous trouverions en présence d'un traité, non pas de garantie mais de protectorat.

Cependant, dans le Pacte italo-albanais, on ne voit pas que soit faite, à l'Italie, l'obligation d'une intervention limitée ou déterminée. Son article 1<sup>er</sup> donne le droit à l'Italie d'intervenir chaque fois qu'une « perturbation dirigée contre le *statu quo* politique, juridique et territorial d'Albanie » menacerait de se produire.

Voilà une définition bien vague et il nous semble que dans ce texte il eut été au moins intéressant de connaître quel caractère devraient présenter lesdites perturbations pour qu'une intervention italienne soit justifiée. Il eut peut-être été bon également de spécifier dans quelle éventualité et quand pouvaient se produire ces troubles. Ces précisions n'eussent pas été dépourvues d'intérêt dans un traité de garantie.

L'article 1<sup>er</sup> se borne donc à citer les mots « politiques, juridiques et territoriales » en laissant à ceux-ci toute leur amplitude. Cette élasticité autorise tout écart en permettant, par des

---

(13) *Des Traités de garantie*, p. 10.

interprétations plus ou moins larges, de donner au texte la signification que l'un ou l'autre des signataires jugera bon. D'après ce pacte, l'Italie seule serait juge pour définir le point où elle pourrait intervenir chaque fois qu'elle sentirait ses intérêts menacés par une perturbation quelconque se produisant en Albanie.

Nous établissons donc qu'une des principales caractéristiques d'un traité de garantie faisait complètement défaut dans le traité de Tirana et que c'est justement cette absence qui lui donne beaucoup d'analogie avec un traité de protectorat.

Mais ce n'est pas la seule chose qui interdit de le considérer comme un traité de garantie. Un autre point propre à un traité de garantie et qui est essentiel est tenu dans l'ombre par ce pacte. C'est la conservation de la souveraineté de l'Etat garanti. Voici, à ce propos, ce que dit M. Milovanovitch : « L'Etat garanti reste, en droit, absolument indépendant de ses garants. Sa personnalité internationale ne se trouve point diminuée par le fait de la garantie. » (14). La question de conservation d'indépendance ne devrait pas même se poser quand il s'agit de la souveraineté intérieure de l'Etat garanti et, à part quelques auteurs qui approuvent la garantie du statu quo intérieur des Etats garantis, la plupart, dans le droit international, sont en complet accord pour décider que le maintien de l'ordre des choses à l'intérieur d'un Etat ne peut faire l'objet d'un traité de garantie.

M. Milovanovitch nous dit encore : « Les Etats qui accordent une garantie pareille, que leur engagement soit unilatéral ou à charge de réciprocité, violent la règle fondamentale du droit international consistant dans le respect de la souveraineté des Etats indépendants. » (15).

---

(14) Op. cit., p. 13.

(15) Op. cit., p. 39.

Cette opinion est soutenue également par M. Fauchille : « Les Traités qui ont pour objet de garantir à l'intérieur d'un Etat le maintien du gouvernement, sont conclus en violation du principe de l'indépendance des Etats. Il y a atteinte à la souveraineté de l'Etat garanti par l'Etat garant. » (16).

Donc, la constitutionnalité (souveraineté intérieure) ne peut faire l'objet de garantie et voici la deuxième condition qui n'est pas respectée dans le Pacte de Tirana duquel nous tirons de l'article 1<sup>er</sup> : « Toute perturbation dirigée contre le *statu quo* politique, juridique et territorial d'Albanie est contraire à leurs intérêts réciproques ». Si l'on s'en rapporte à ce qui nous avons dit précédemment que les mots « politique et juridique » n'ayant pas un caractère déterminé supposent nécessairement le *statu quo* intérieur de l'Albanie, nous pouvons tirer la conclusion que, par cet article, l'Albanie a abandonné une part de sa souveraineté en faveur de l'Italie.

Certains auteurs considèrent que les traités entre Etats souverains comportant un certain abandon de souveraineté sont nuls. M. Pasquale Fiore, par exemple, dit : « Aucun Etat ne peut, par un traité, renoncer à ses droits fondamentaux tels que son indépendance, sa liberté et son autonomie ainsi que ses pouvoirs juridiques et administratifs. » (17).

D'ailleurs, le texte même du traité, de par sa contradiction, révèle l'abandon de sa souveraineté par l'Etat albanais. En effet, comment une perturbation politique ou juridique en Albanie pourrait-elle être contraire à ses propres intérêts ?

Ici, nous citerons l'opinion de M. Bluntschli pour montrer comment ce grand juriste et éminent auteur du droit international voyait les changements intérieurs dans un Etat : « Les

---

(16) *Manuel de Droit International*, p. 521.

(17) *Le Droit International codifié*, pp. 108 et 391.

modifications que subit la constitution d'un Etat, le changement de souverain ou de dynastie sont, le plus souvent, des faits qui font partie de la vie d'un Etat ou d'un peuple donnés. » (18).

Pour nous expliquer plus clairement, prenons en exemple un Etat où règne un régime démocratique et où la souveraineté extérieure et intérieure est exprimée par son peuple (à supposer que la doctrine de la souveraineté nationale est en jeu, la souveraineté telle qu'elle était adoptée par l'école française).

A un certain moment, ce peuple souverain décide d'apporter une modification ou de procéder à une réforme politique de l'Etat. Ce jour-là, nous verrions une situation paradoxale se produire : une autre puissance souveraine qui, par un traité antérieur, se serait portée garante du statu quo politique précédent, intervenant et imposant la conservation de l'ancien état de choses. Ce serait indubitablement opposé à la volonté du peuple et il faudrait vraiment, pour admettre cette intervention, en disant que l'intérêt de l'Etat était contraire à ce changement, être un adorateur de M. Mussolini.

Il est clair que cette façon de voir est purement fasciste et nous avons vu comment le fascisme conçoit « l'Etat ». C'est, pour lui, un phénomène à part qui prime l'individu ainsi que la nation. Son existence est justifiée non par ses éléments constitutifs mais par « en haut ». Un phénomène qui a sa volonté propre et son intérêt propre. Par conséquent, à moins de suivre cette conception métaphysique et mystérieuse, nous concluons que l'intérêt de l'Albanie ne peut être atteint par des perturbations politiques ou juridiques qui se produiraient dans son sein et provoquées par son peuple.

Donc, puisque l'intérêt de l'Albanie ne peut être menacé

---

(18) *Le Droit International codifié*, p. 53.

en cas de changement intérieur, ce ne peut être que l'Italie qui se sentirait lésée.

Nous établissons ainsi nettement que l'indépendance albanaise étant sacrifiée, le pacte italo-albanais ne peut jouir de l'appellation de traité de garantie et d'amitié. La lettre du Pacte serait plus conforme à son esprit si son article 1<sup>er</sup> stipulait : « Toute perturbation contre le statu quo politique, juridique et territorial d'Albanie est contraire aux intérêts réciproques de l'Italie et de M. Ahmed Zogou. »

Nous rangerions plutôt ce traité parmi les traités de protectorat, car les caractéristiques de ceux-ci coïncident beaucoup plus avec les traits essentiels du traité italo-albanais. Nous citerons à ce sujet les opinions les plus satisfaisantes de quelques auteurs du droit international : « Le protectorat, dit M. Despagnet, est le lien contractuel établi entre deux Etats en vertu duquel l'un, tout en entendant ne tenir que de lui-même son existence comme puissance souveraine, cède à l'autre l'exercice de certains de ses droits de souveraineté interne ou d'indépendance extérieure, à la charge pour l'autre de le défendre contre les attaques internes ou externes auxquelles il pourrait être en butte et de l'aider dans le développement de ses institutions et la sauvegarde de ses intérêts. » (19). Pour M. Fauchille, « l'Etat protégé aliène aux mains de l'Etat protecteur l'exercice de la souveraineté extérieure, la direction et le règlement de ses relations internationales, et parfois, en outre, différents droits dépendant de la souveraineté intérieure » (20).

Cet abandon de certains droits dépendant de la souveraineté intérieure et la protection de l'Etat faible par l'Etat fort,

---

(19) *Essai sur le protectorat*, p. 51.

(20) *Op. cit.*, p. 97.

sont aussi reconnus comme points essentiels du traité de protectorat par MM. Moye et Bondé.

Et maintenant, si l'on examine le traité italo-albanais de plus près, nous constatons que ces mêmes points y sont mentionnés dans les articles du traité de façon plus ou moins dissimulée. Pour ne pas nous répéter, nous rappellerons seulement que l'immixtion de l'Italie dans les affaires intérieures de l'Albanie est autorisée par l'article 1<sup>er</sup> du traité.

L'article 2 ne fait que confirmer cette immixtion, quoique celle-ci soit assez voilée. « Elle s'engage également — nous apprend le deuxième paragraphe de l'article 1<sup>er</sup> — à ne pas conclure avec d'autres puissances des accords politiques ou militaires qui soient préjudiciables aux intérêts de l'autre partie définie dans le Pacte actuel. »

Pourquoi cette intrusion de l'Italie qui, en fait, est flagrante, est-elle si peu précisée en apparence dans le texte ? A la première lecture, on risque de ne pas s'en apercevoir. En effet, si l'Albanie ne peut conclure de traités politiques ou militaires avec d'autres pays que si ceux-ci ne portent aucun préjudice à l'Italie, le texte de l'article 2 nous révèle qu'il y a réciprocité complète. L'Italie non plus n'a pas le droit de conclure des accords qui atteindraient les intérêts de l'Albanie.

Cependant, les choses ne sont pas aussi simples que le texte le ferait supposer. Si l'on écarte le côté formel de l'article 2 du Pacte italo-albanais et que l'on observe son esprit, tout en tenant compte du rapport des forces économiques, politiques et sociales entre les deux co-signataires, il nous est impossible de voir dans le traité de Tirana autre chose qu'un traité de protectorat.

Quelle importance peut avoir cette réciprocité quand elle lie deux pays au sujet desquels aucune comparaison ne peut être établie en ce qui concerne les divers points qui font la

force d'un Etat. L'Italie, une des principales puissances européennes qui possède une force militaire considérable, un territoire vaste et bien situé, une richesse sinon satisfaisante au moins assez importante pour faire vivre un peuple dont le nombre des individus qui le composent dépasse celui de la péninsule balkanique tout entière, se trouve, de par sa volonté, liée par une formule comportant la mutuelle obligation, à un petit Etat possédant un territoire qu'on peut traverser d'un bout à l'autre en quelques heures, économiquement pauvre, et dont la milice est insignifiante — ce qu'il est facile de comprendre pour un territoire passif et ne comptant même pas un million d'habitants, tel que l'Albanie.

Il faudrait un altruisme parfait de la part du gouvernement italien pour qu'on puisse espérer encore que cette disposition de l'article 2 ait une valeur réelle quelconque en ce qui concerne les intérêts albanais. « Est-il possible, en effet, de croire que l'Albanie, dans le cas où l'Italie voudrait, par exemple, conclure un accord, avec l'Angleterre, en vue d'une intervention en Chine, pourrait efficacement s'opposer contre celui-ci, bien qu'elle pût estimer, avec raison, que cette intervention étant contraire aux principes de souveraineté et de nationalité ne devrait pas avoir lieu ? » (21).

A supposer que l'Albanie soit assez téméraire pour vouloir s'opposer et témoigner de son mécontentement dans le cas où l'Italie concluerait un jour un accord commercial ou politique avec la Yougoslavie, on est en droit de se demander quelle valeur on pourrait véritablement accorder à cette opposition dont la faiblesse ne pourrait se mesurer avec la puissance de l'Italie.

Par contre, nous croyons pouvoir affirmer que les résultats

---

(21) NICOLITCH (D.), op. cit., p. 200.

qu'obtiendrait l'Italie grâce à son « veto » seraient tout à fait autres.

Ainsi, par l'article 2, l'Italie a réussi encore à diminuer la souveraineté de l'Albanie et à s'imposer à celle-ci comme un véritable protecteur. On ne peut nier que cela a définitivement consolidé l'influence italienne dans l'Albanie et lui a permis, en outre, de s'ouvrir le chemin des Balkans en vue d'y exercer son activité expansive, d'autant plus facilitée, qu'elle s'adjoignait l'Albanie qui, nous nous en souvenons, l'avait aidée dans la poursuite de son plan de conquête.

Ainsi, nous voyons que les points caractéristiques d'un traité de protectorat se retrouvent facilement dans le traité italo-albanais. Nous sommes, par conséquent, conduits à conclure que le traité de Tirana, tout en étant très bien camouflé, ne peut être prétendu autre qu'un traité de protectorat; cela interdit donc de le ranger parmi les traités d'amitié et de garantie qui, eux, ne sont nullement en contradiction avec le Pacte de la Société des Nations.

Nous allons répondre maintenant à la seconde question que nous nous sommes posée ; comment le traité de Tirana atteint-il les dispositions de l'article 10 du Pacte de la Société des Nations ?

L'article 10 du Pacte comporte une obligation pour les signataires dont la clarté est indiscutable. Il oblige formellement les Etats à respecter l'indépendance politique des membres contre toute agression provenant de l'extérieur. C'est justement sur les mots « agression extérieure » que nous nous permettons d'attirer l'attention. Car, si les auteurs du Pacte ont employé le terme « extérieure » ce choix ne pouvait qu'être effectué à bon escient et voulait donc écarter l'idée d'une garantie contre une agression intérieure. Le texte est précis ; aucune intervention n'est permise dans le cas où la menace d'un changement

soit politique soit social proviendrait de l'intérieur même de l'Etat. Le gouvernement ou la constitution seraient-ils menacés que ceci ne donnerait pas le droit aux autres membres de la Société d'intervenir. « Le devoir de respecter l'indépendance politique des membres de la Société prévu dans l'article 10 ne se limite pas au respect d'un gouvernement ou d'une constitution, mais implique le respect de la liberté de la Nation tout entière qui peut et doit organiser à son gré sa vie intérieure. » (22). Ainsi, en cas d'insurrection dans un Etat, il est interdit aux autres membres de la Société des Nations de prêter aide de quelque façon que ce soit, au gouvernement légitime ou aux insurgés, car le problème ne se pose pas de respecter soit la dynastie soit le gouvernement au pouvoir mais simplement de respecter la volonté du peuple à l'intérieur de son pays.

L'article 10 interdit donc toute influence étrangère, que celle-ci soit militaire ou financière, de se manifester dans les affaires intérieures d'un Etat afin de soutenir, en cas de scission ou révolution, l'une ou l'autre des parties.

C'est précisément cette disposition du texte de l'article 10 que le gouvernement fasciste avait violé en signant le traité italo-albanais de 1926. L'article 1<sup>er</sup> en était déjà la violation flagrante ; « toute perturbation dirigée contre le statu quo politique, juridique et territorial de l'Albanie est contraire à leurs intérêts politiques réciproques », dit-il. Il est vrai que le texte ne mentionne pas exactement le mot *perturbation intérieure* pour que l'immixtion possible soit tout à fait visible, mais l'interprétation des mots « politique » et « juridique » n'étant pas déterminée, ne peut faire entendre qu'une *perturbation intérieure du régime ou du gouvernement*.

---

(22) KULSKI (L.) : *Le Problème de la Sécurité depuis le Pacte de la Société des Nations*, p. 47.

Si un mouvement révolutionnaire éclatait en Albanie, menaçant le régime d'Ahmed Zogou, le traité autoriserait l'Italie à intervenir et à procéder au rétablissement de l'ordre, ce qui amènerait inévitablement, dans ce cas, l'occupation de l'Albanie par des troupes fascistes et son annexion définitive paraîtrait inéluctable par la suite.

Voilà le point final que M. Mussolini s'était bien promis de poser à la politique fasciste et qu'il déguisa avec l'habileté et la dextérité qui lui sont propres. La politique fasciste, malgré ses apparences inoffensives, ne se gêna pas pour asséner un terrible coup au principal article de la nouvelle constitution des peuples, article qui porte en soi les principes essentiels sur lesquels est basée l'organisation internationale actuelle.

Loin d'être un traité de garantie et d'amitié, ce que nous avons déjà démontré, loin également d'être compatible avec les dispositions du Pacte de la Société des Nations, le traité de Tirana n'est qu'une nouvelle manifestation insidieuse de l'impérialisme qui fait partie intégrante du mouvement fasciste et qui est toujours le principe directeur du gouvernement italien.

## SECTION V

### **Le traité Italo-Albanais au point de vue politique**

Par le traité de Tirana, le gouvernement fasciste réussit de manière définitive son installation de l'autre côté de l'Adriatique. Il fut aidé dans ce travail par les circonstances mêmes qui, ayant éliminé l'Autriche-Hongrie, l'ancien adversaire politique de l'Italie, permit à celle-ci de pousser sa politique impérialiste jusqu'où elle le souhaitait.

L'Albanie, créée en 1912, que pour assurer aux deux adversaires qu'aucun d'eux ne s'étendrait et n'accroîtrait par là sa force et pour entraver l'avance des Slaves vers l'ouest qui menaçait les intérêts de l'Italie comme d'ailleurs ceux de l'Autriche-Hongrie, a fini en 1927 par jouer le véritable rôle que sa voisine l'Italie lui avait assigné lors de sa naissance.

En effet, le grand désir de celle-ci était, en 1912, de profiter (tout en restant en bons termes avec Vienne) de sa position géographique plus avantageuse que celle de l'Autriche pour exercer son influence sur ce petit Etat dont elle se fit la créatrice. L'Autriche, disions-nous fut écartée de la scène. C'est alors que l'incursion italienne commença. Après avoir vécu, à la suite de l'armistice, une courte période sous un régime démocratique, influencée par les grandes idées de la paix qui occupèrent le monde entier, l'Italie tomba sous le joug fasciste. Et c'est depuis l'avènement de celui-ci qu'elle poursuivit sans fatigue son plan pour étayer ses positions stratégique, économique et politique dans l'Adriatique et sur les Balkans.

Par le traité de Tirana, le gouvernement italien couronna ses efforts par une réussite complète. D'abord, cette Albanie jadis souveraine, n'est plus actuellement qu'une sorte de protectorat italien. Son activité extérieure et intérieure est fortement entamée. Le peuple albanais a perdu le droit d'avoir un gouvernement par lui choisi. Son seul rôle consiste à servir de plateforme sur laquelle M. Mussolini pourra poser les instruments nécessaires à la continuation de la lutte pour la conquête des Balkans.

Il ne fait pas de doute qu'à la longue cette petite Albanie protégée se transformera en une région annexée. Nous avons eu des exemples très marquants nous montrant comment toute politique impérialiste procède pour arriver à une annexion. En 1885, par exemple, par le traité de Simoneski mettant fin à la

guerre entre la Chine et le Japon, la Chine avait reconnu la complète indépendance de la Corée. Mais, à peine quelques années se sont-elles écoulées que le Japon réussit à conclure, en 1904, (23-11) avec le gouvernement de la Corée un traité dans le genre du traité italo-albanais qui faisait du Japon le garant de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la Corée en lui donnant droit de protéger le maintien de la maison impériale de la Corée. Par les traités de 1904, de 1905 et de 1907, la Corée devint protectorat du Japon pour être enfin, en 1910, de par la volonté de son empereur, cédée pour toujours à Sa Majesté Empereur du Japon (23).

Pourquoi, dans ces conditions, le même sort n'atteindrait-il pas l'Albanie ? Ne suffirait-il pas qu'un petit accident intestin se produise pour que M. Ahmed Zogou, étant menacé, fasse appel à l'Italie et que, par suite, l'occupation de l'Albanie par la milice fasciste soit aussitôt décidée ? Pour nous, cela n'est pas douteux ; c'est le sort inévitable que doit subir tout protectorat de ce genre.

Voici donc quel était, politiquement parlant, le but poursuivi par l'Italie qui, cependant, soutenait encore dans sa thèse que le seul but du traité était une garantie loyale de l'indépendance albanaise ainsi que de l'intégrité de ses frontières. Mais, nous avons vu précédemment que cette garantie était déjà assurée. La Conférence des Ambassadeurs n'avait-elle pas tout prévu en 1921 pour garantir la sécurité de l'Albanie ?

Rappelons-nous que d'après les dispositions de la déclaration de la Conférence des Ambassadeurs, l'Albanie a droit, chaque fois qu'elle se trouvera dans l'impossibilité de maintenir son intégrité territoriale, de s'adresser au Conseil et que les gouvernements faisant partie de la Conférence des Ambassa-

---

(23) Voir IDMAN (K.-G.) : *Traité de garantie en Droit international*, p. 104.

deurs ont décidé que, dans ce cas, ils donneront pour instruction à leurs représentants au Conseil de la Société des Nations, de recommander que la restauration des frontières territoriales de l'Albanie soit confiée à l'Italie. « L'Italie avait tout lieu d'être satisfaite de ce mode de garantie puisque c'était précisément son intervention qui était prévue tout spécialement pour reconstituer l'indépendance et l'intégrité albanaise. » (24).

Il ressort donc que ce n'était pas dans l'unique but de protéger l'Albanie que l'Italie avait conçu et signé l'accord de Tirana, mais plutôt pour se libérer des liens que la déclaration de la Conférence des Ambassadeurs lui créait et qui ne lui laissait pas une complète liberté d'action puisqu'elle stipulait qu'avant l'intervention de l'Italie la décision du Conseil était nécessaire.

Outre l'avantage de posséder un protectorat sur la péninsule balkanique, l'Italie a fortement étayé sa position stratégique. Déjà elle pouvait être considérée comme solidement et définitivement installée sur les Balkans en possédant Fiume, Zadar et un nombre important d'îlots sur la côte Dalmate tels que Lus-sin, Cherso, Pelagosa, Cazza et Lagosta. Le traité de Tirana vient de lui assurer la maîtrise sur une assez grande partie du territoire continental. En cas de guerre avec la Yougoslavie, elle posséderait un nombre de terres suffisant pour lui permettre d'y concentrer ses troupes ainsi que celles de son complice, le Chef de l'Etat Albanais. Et nous voyons de suite la commodité qui en résulterait pour l'Italie qui pourrait — le débarquement des troupes sur le continent étant dès lors un jeu pour elle — joindre à son action maritime celle de son armée de terre. Toute la côte, plus le canal d'Otrante, est possédée dans

---

(24) NINTCHITCH (M.) : *La Tension Adriatique*, dans la *Revue des Vivants*, mai 1927, p. 552.

ce sens que l'Italie est maîtresse de Sasseno. Si l'on veut obtenir la liaison entre l'Adriatique et la Méditerranée en passant par la mer Ionienne, il faut employer le canal d'Otrante, ce qui fait que la Yougoslavie, malgré ses possessions sur l'Adriatique, est loin d'être complètement libre et de pouvoir arguer d'issues sur la Méditerranée en cas de guerre.

Après la conclusion du Pacte italo-albanais, la position s'offre encore plus favorable à l'Italie. Il lui suffirait d'une intervention militaire en Albanie pour enlever victorieusement le point stratégique le plus important ouvrant sur l'Adriatique : Valloná, située à l'entrée même de l'Adriatique, est la clé de cette mer vers laquelle les regards convoiteux de l'Italie se sont sans cesse dirigés, ce port serait en effet une excellente base navale pour ses forces maritimes. Avec l'île de Sasseno, avec Vallona et Linguetta, l'Italie pourrait avoir la certitude d'être en sécurité et en même temps pourrait prétendre être la plus puissante dans le grand golf méditerranéen. « La situation qui est faite ainsi, disait M. Nintchitch, au Royaume Serbe, Croate et Slovène est en réalité, en temps de crise internationale, identique à celle de la Serbie qui ne possédait aucun débouché territorial sur la mer Adriatique. » (25).

En tenant compte de cette position stratégique, du rapport entre l'Italie et l'Albanie et considérant les tendances impérialistes du gouvernement fasciste, nous pouvons conclure que si la politique italienne continue à s'inspirer de visées impérialistes, il arrivera tôt ou tard que la poudrière européenne que présentait jadis la péninsule balkanique fera explosion à nouveau et que l'étincelle qui provoquera cette explosion proviendra non plus du nord mais de l'ouest cette fois.

---

(25) NINTCHITCH (M.), *op. cit.*, p. 555.

\*  
\*\*

Il nous reste encore pour terminer à mentionner le second traité de Tirana conclu entre l'Italie et l'Albanie en 1927 ou plutôt entre le gouvernement fasciste et M. Ahmed beg Zogou.

Nous ne ferons que passer brièvement sur cette partie dont l'importance juridique est de moindre intérêt. En effet, le traité de 1927 se borne à consacrer ce qui existait en fait depuis plusieurs années. Il plaça l'Albanie sous le contrôle militaire de l'Italie en permettant que les officiers italiens soient à la tête de l'armée albanaise.

Ainsi, l'Italie, au lieu de chercher sa grandeur dans le développement de ses échanges commerciaux, dans l'encouragement de ses relations intellectuelles et des liens de solidarité, tout en respectant l'institution genèvoise et en contribuant à la réalisation de l'idéal européen inscrit dans la constitution de celle-ci, reste fidèle à la politique fasciste d'expansion et effectue ses manœuvres de pénétration en territoire étranger sous la direction de son état-major, sans se soucier des droits des autres et semblant avoir complètement oublié combien les peuples avaient payé cher, dans le cataclysme mondial qui ensanguinta les années 1914 à 1918, leur indépendance, et auquel ils espéraient devoir la venue d'une aube de résurrection faite d'une paix sacrée leur permettant de voir s'égrener les années de leur courte vie dans des temps plus heureux.

---

## CHAPITRE V

---

### Le pacte à quatre

---

#### SECTION I

##### Une idée fasciste

Le 23 octobre 1932, à Turin, M. Mussolini, chef du gouvernement italien, prononça un discours dans lequel il disait, d'une façon aussi nette qu'inattendue, sa conviction que le seul moyen de remédier aux errements politiques en Europe et de résister à la crise mondiale était d'établir une collaboration étroite des quatre grandes puissances occidentales.

Cinq mois plus tard, le 15 mars 1933, Mussolini profite du séjour des deux premiers britanniques, M. Mac Donald et Sir John Simon, à Genève, pour les inviter à se rendre à Rome. Cette offre impliquait l'examen d'un projet de pacification mondiale présenté par le Duce, lequel avait effectué une mise au point du plan qu'il avait succinctement développé en octobre.

L'entrevue eut lieu. Ce fut une grande victoire pour le fascisme car, alors que dans les milieux politiques on s'attendait

à une entente des grandes démocraties en face des difficultés de l'heure, on vit que, « au contraire, le voyage de M. Mac Donald sur les bords du Tibre faisait devenir en quelque sorte M. Mussolini sinon juge ou arbitre, du moins l'un des régulateurs principaux de la situation » (1).

C'est de cette entrevue que naquit le premier projet du futur Pacte d'Entente et de Collaboration des Quatre Puissances Occidentales qui devait marquer une période extrêmement houleuse dans les relations internationales, agitation faite de vives protestations et d'opposition résolument déclarée de la part des Etats qui se sentaient menacés et plus particulièrement de la Petite-Entente qui se considérait directement touchée par la constitution de ce nouveau directoire européen.

Le 18 mars, le projet du Pacte fut remis aux Ambassadeurs de France et d'Allemagne à Rome. Notons, tout de suite, que les négociations autour du Pacte à Quatre furent faites par la voie des chancelleries et restèrent étrangères à la presse jusqu'au retour des premiers ministres britanniques à Londres. On se borna à la publication d'un communiqué officiel à Rome, le 19 mars : « Le Chef du gouvernement s'est entretenu hier de 18 heures à 19 h. 30 au Palais de Venise et aujourd'hui de 14 h. 30 à 16 heures à l'Ambassade de Grande-Bretagne, avec le premier ministre britannique, M. Mac Donald, et avec le Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères, Sir John Simon. Après un long et complet échange de vues sur la situation générale, on a examiné au cours de ces conversations un projet d'entente sur les principales questions politiques, préparé par le chef du gouvernement italien et destiné à réaliser la collaboration des quatre grandes puissances occidentales, à l'effet d'assurer, dans l'esprit du Pacte Kellog et sur la déclaration de « non recours

---

(1) *Le Temps* du 20 mars 1933.

à la force », une longue période de paix à l'Europe et au monde. Les Ministres britanniques quitteront Rome demain matin pour Londres et interrompront leur voyage à Paris et ils auront l'occasion de se rencontrer avec les membres du gouvernement français » (2).

En revenant d'Italie, M. Mac Donald et Sir John Simon sont venus mettre au courant le Président du Conseil et le Ministre français des Affaires étrangères des pourparlers du Palais de Venise. A l'issue de cet entretien, le gouvernement français donna un communiqué par lequel il faisait connaître qu'il s'associait pleinement à l'Allemagne, l'Angleterre et l'Italie, toutes faisant partie du Conseil de la Société des Nations, pour un pacte de coopération ferme et nécessaire mais en précisant cependant qu'il tenait qu'en cas de mise en application ce plan ne puisse exister que dans le cadre de la Société des Nations, de sorte qu'il ne soit fait aucun retour vers la hiérarchie des puissances qui, toujours, impose ses volontés aux autres Etats européens.

Réalisée dans ces conditions, cette entente ne pourrait que consolider l'institution de Genève, laquelle, par son esprit démocratique, permet que les prétentions au droit de tous soient respectées et affermir sa suprématie juridique et politique conséquemment aux buts de ses créateurs spirituels.

Ayant regagné Londres, le premier ministre britannique mit au courant la Chambre des Communes de l'état des négociations qui venaient d'avoir lieu à Rome et à Paris.

Maintenant, nous nous proposons d'examiner le contenu du projet mussolinien en faisant une discrimination quant à la lettre et à l'esprit de ses principaux articles et rechercher quel est son rapport avec les dispositions du Pacte de la Société des

---

(2) Communiqué du Palais Chigi, 19 mars 1933.

Nations, car nous estimons que c'est le projet, empreint de la politique du gouvernement fasciste italien qui lui est vraiment personnel, car, plus tard, quand il subit les modifications apportées par les gouvernements français et britannique, il perdit complètement le caractère qu'au préalable M. Mussolini avait voulu lui donner et, par ce fait, devint sans intérêt, sa mise en application n'apportant rien de ce que le Duce désirait le jour où il présenta sa première esquisse. Nous verrons dans ce même chapitre comment ce projet de collaboration put évoluer, quel accueil lui fut réservé et comment, à la suite de l'opposition qu'il souleva dans toute l'Europe, il fit naufrage. Cette grande tentative mussolinienne, conséquence indubitable de la mégalomanie politique du nationalisme poussé jusqu'à l'exaltation, devait se clore de piteuse façon. Voici la teneur du projet de pacte politique d'entente et de collaboration entre les quatre puissances occidentales, qui fut communiqué par le gouvernement italien, le 18 mars 1933 :

*Article 1<sup>er</sup>.* — Les quatre puissances occidentales : l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, s'engagent à réaliser entre elles une politique effective de collaboration en vue du maintien de la paix selon l'esprit du pacte Kellog et du « No force pact » et s'engagent à agir, dans le domaine des relations européennes, pour que cette politique de paix soit adoptée, en cas de nécessité, aussi par les autres Etats.

*Article 2.* — Les quatre puissances confirment le principe de la revision des traités de paix, d'après les causes du Pacte de la Société des Nations, dans le cas où se vérifieraient des situations susceptibles d'amener un conflit entre les Etats. Elles déclarent en même temps que ce principe de revision ne peut être appliqué que dans le cadre de la Société des Nations, dans un esprit de compréhension mutuelle et de solidarité des intérêts réciproques.

*Article 3.* — La France, la Grande-Bretagne, l'Italie déclarent que dans le cas où la conférence du désarmement n'aboutirait qu'à des résultats partiels, l'égalité des droits reconnue à l'Allemagne doit avoir une portée effective, et l'Allemagne s'engager à réaliser cette égalité des droits par degrés qui seront fixés par des ententes successives à conclure entre les quatre puissances par la voie diplomatique ordinaire.

Les quatre puissances s'engagent à s'entendre dans le même sens pour ce qui concerne l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie.

*Article 4.* — Dans toutes les questions politiques et non politiques européennes et extra-européennes, aussi bien que dans le domaine colonial, les quatre puissances s'engagent à adopter, autant que possible, une ligne de conduite commune.

*Article 5.* — Cet accord politique d'entente et de collaboration qui sera soumis, si nécessaire, à l'approbation des Parlements, dans un délai de trois mois, aura la durée de dix ans et il s'entendra renouvelé de plein droit pour une période égale s'il n'a pas été dénoncé par une des parties contractantes, un an avant son échéance.

*Article 6.* — Le présent Pacte sera enregistré au secrétariat de la Société des Nations.

## SECTION II

### Le projet du Pacte à Quatre au point de vue juridique

*Article I<sup>er</sup>.* — « Les quatre puissances occidentales, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie s'engagent à réaliser entre elles une politique effective de collaboration en vue du maintien de la paix selon l'esprit du Pacte Kellog et du

« no force pact » et s'engagent à agir, dans le domaine des relations européennes, pour que cette politique de paix soit adoptée, en cas de nécessité, aussi par les autres Etats. »

La première partie de l'article I<sup>er</sup> ne saurait donner naissance à aucune contestation. S'engager à collaborer dans le but de soutenir une paix européenne, telle qu'elle fut conçue dans le Pacte Kellog et le « no force pact » ne peut être qu'une chose louable et cette partie du texte ne pouvait que contribuer à la consolidation de la paix entre les nations du vieux monde.

Malheureusement, l'article I<sup>er</sup> comportait d'autres obligations qu'aucun partisan fidèle et sincère des principes et buts de la Société des Nations n'aurait pu accepter sans méfiance et sans appréhender que soit troublé l'ordre institué par l'organisme de Genève.

L'action des quatre grandes puissances que suggère M. Mussolini pour qu'une politique de paix soit aussi adoptée, en cas de nécessité par les autres Etats, suppose un retour au système de la hiérarchie des Etats en Europe. Ce serait créer de nouveau une Sainte-Alliance ou un Concert de « quatre » qui jouerait le rôle d'un directeur européen et qui imposerait aux Etats de force moins grande des lignes directrices dans les rapports internationaux.

Il est vrai que l'article I<sup>er</sup> ne prévoit cette action « qu'en cas de nécessité ». Cela est très beau, mais qui sera compétent pour déclarer si le « cas de nécessité » est venu ou non ? Sans doute encore les quatre puissances ou chacune d'elles selon son intérêt ? Cela équivaudrait à la politique internationale du moyen âge où la force et l'arbitraire prévalaient pleinement.

Et puis, si l'on admettait même cette idée essentiellement fasciste, cette idée de hiérarchie dans laquelle on gouverne d'« en haut », l'idée qui s'appuie sur la prétendue inégalité des puissances, autrement dit sur la grandeur de la force, si l'on

admettait, disions-nous, que selon cette idée les relations internationales ou simplement européennes ne pourraient s'améliorer que par une politique de rapprochement des principales forces existantes (car les puissances de moindre importance ne font que suivre la politique des principales puissances, en gravitant autour des pôles principaux pour s'y cristalliser et former ainsi des blocs distincts), nous serions obligés alors de comparer justement les forces correspondantes des diverses puissances européennes. En effet, que représenterait en Europe l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, ce pays comptant plus de 160 millions d'habitants et qui n'a jamais, par aucun signe, manifesté de mauvaise volonté quand la paix du monde était en question ?

Toutes tentatives ayant pour but de résoudre les affaires européennes en écartant une puissance de 160 millions d'habitants, pays possédant une industrie considérable et jouissant de la sympathie de ce que l'humanité compte de meilleur, sont vraiment étonnantes. D'autre part, la Petite Entente, avec ses 50 millions d'habitants, ne présente-t-elle pas une puissance, sinon plus grande, du moins de force égale à celle que représente l'Italie ? « Les Slaves — écrit M. Lazare Markovitch, ancien ministre — n'admettraient pas que les graves problèmes européens fussent résolus sans l'aide réelle et continue des Slaves qui sont au moins aussi nombreux que les Latins et les Germains. » (3).

Il est à craindre que si la politique de coopération internationale sur pied d'égalité, innovée par le Pacte de la Société des Nations, est abandonnée et remplacée par une politique dans laquelle serait seul à diriger les affaires européennes un

---

(3) *Pravda*, cités dans *le Temps* du 12 avril 1933.

bloc de puissances fortes, les Slaves ne se trouvent obligés de se lancer, eux aussi, dans des combinaisons séparées pour protéger leurs intérêts contre l'offensive du germanisme et du latinisme. Et alors, on reviendrait encore à un état de rivalité des blocs hostiles, à un état où la force s'opposerait de nouveau à la force. Nous verrions encore l'exclusivisme se manifester dans toute son ampleur et qui se terminerait sans doute par des conflits armés.

De plus, pourquoi l'Espagne ne ferait-elle pas partie de ce directoire européen ? Ce pays n'a-t-il pas consacré dans sa nouvelle constitution par les articles 6 et 7 les principes du pacifisme et du respect des règles internationales ? « L'Espagne — dit l'article 6 — renonce à la guerre en tant qu'instrument de politique nationale. » Et l'article 7 stipule : « L'Etat espagnol respecte les règles universelles du droit international en les incorporant à son droit positif. » Si la collaboration des grandes puissances n'avait pour but que de sauvegarder la paix en Europe et introduire les bonnes relations entre les Etats et non pas une différenciation de ceux-ci sur une base politique et intéressée, pourquoi le peuple espagnol ne pourrait-il pas aussi collaborer à ce travail si pressé dont M. Mussolini voulut se charger avec tant d'altruisme et de bonté ?

Enfin, il existe entre l'Europe et l'Amérique une telle solidarité et une interdépendance si évidente qu'il serait insensé que l'on puisse prétendre, sans l'aide de l'une, apporter la stabilisation et la pacification désirables chez l'autre.

Sans doute, M. Mussolini n'ignorait pas les difficultés que rencontrerait la mise en application de son projet, mais « la politique de l'Italie (fascisée) est fondée sur le prestige ; le jour où, dans une Europe de plus en plus parlementarisée par la Société des Nations, elle a senti qu'elle perdait l'appui de

la France, elle a fait bloc avec l'Allemagne car la règle du jeu veut que l'Italie joue un rôle important en Europe » (4).

La Société des Nations a posé comme principe fondamental l'égalité juridique des Etats. « Devant le Droit International les Etats sont égaux en ce sens qu'ils peuvent en invoquer la protection et qu'ils doivent tous en subir l'empire. » (5).

En effet, tout en reconnaissant une inégalité matérielle en ce qui concerne la participation à la gestion de la Société des Nations, car il était impossible d'arriver à une organisation plus démocratique du fait que la résistance des forces souveraines était encore trop grande, la Société des Nations a essayé de ménager les souverainetés rebelles en faisant certaines concessions dans la gestion de la communauté, tout en les soumettant à l'autorité du droit qu'elle est chargée de faire respecter en étant en même temps son représentant. C'est justement de cette hiérarchie existant dans l'organisation intérieure de la Société des Nations que M. Mussolini se servait comme argument pour soutenir la thèse du directoire européen qu'il se proposait de faire accepter.

Il était donc mieux d'abandonner, estimait-il, cette organisation démocratique où l'Italie ne pourrait jouer un rôle qu'en tant qu'unité confondue parmi tant d'autres et de se lancer dans une politique de directoire dans laquelle elle serait dans la position d'un Chef et dans lequel l'Italie pourrait poursuivre sa mission en Europe pour la Grande Rome.

Cependant, ce que M. Mussolini a semblé méconnaître en se servant, pour argumenter son projet, du précédent créé par la Société des Nations, précédent fictif puisque l'inégalité des Etats n'y est qu'apparente, c'est que son plan de Pacte à Quatre instituait un « Directoire des Quatre », corps très restreint, ins-

---

(4) DEMORGNY : *Danube et Adriatique*, p. 156.

(5) POLITIS (N.), op. cit., p. 30.

trument diplomatique agissant seul dans les relations internationales et imposant ses décisions aux autres Etats en cas de nécessité, alors que le Conseil de la Société des Nations est un corps beaucoup plus large, qui s'accroît de plus en plus, comprenant actuellement des puissances moins importantes, placées plus bas sur l'échelle des forces européennes et qui, lui aussi, tend à devenir une Assemblée où la voix du moins fort est aussi entendue que celle appartenant au plus puissant.

D'autre part, le Directoire des Quatre serait un Directoire de fait créé par la volonté arbitraire des puissances le composant ; tandis que le Conseil de la Société des Nations n'est qu'un organe de l'institution de Genève, avec des attributions déterminées, se complétant avec l'Assemblée et surtout approuvées par les signatures de presque tous les pays de l'Europe.

Il est évident qu'aucune conciliation ne pouvait être possible entre cette idée de Directoire ressortant du premier article et la Société des Nations, qui repousse catégoriquement toute politique de hiérarchie de puissance contraire à son esprit égalitaire et démocratique.

*Article 2.* — Les quatre puissances confirment le principe de la revision des traités de paix, d'après les causes du Pacte de la Société des Nations, dans le cas où se vérifieraient des situations susceptibles d'amener un conflit entre les Etats. Elles déclarent en même temps que ce principe de revision ne peut être appliqué que dans le cadre de la Société des Nations, dans un esprit de compréhension mutuelle et de solidarité des intérêts réciproques.

Voici la partie principale de la proposition mussolinienne. Le Duce ne cache plus ses idées révisionnistes. Aussi, rentrant à Londres, le 24 mars, M. Mac Donald fit un exposé devant la

Chambre des Communes, sur son voyage à Rome. Il mit en lumière l'opinion de M. Mussolini en parlant de la revision des traités. « L'article 19 du Pacte de la Société des Nations, disait M. Mac Donald, relatif à la revision éventuelle des traités, ne devrait pas rester lettre morte. Tout traité est sacré, mais aucun traité n'est éternel. » (6).

Et un peu plus tard, répondant à une question de M. Lloyd George, le premier ministre anglais déclarait que « le Gouvernement britannique était prêt à préparer les détails de manière que le plan n'ait pas seulement pour objet général la paix et pour grand et presque unique détail la révision des traités » (7).

Par l'attitude qu'il adopte, M. Mussolini se dresse ouvertement contre l'article 19 du Pacte de la Société des Nations et lui substitue l'article 2 du Pacte à Quatre. Pour rendre plus évident le désaccord existant entre l'article 2 du projet mussolinien et l'article 19 du Pacte de la Société des Nations, nous les examinerons dans leurs dispositions respectives en les comparant.

Tout traité international ne peut prétendre à la viabilité qu'en tant qu'il correspond aux changements de la vie politique et économique des Etats. On ne pourrait concevoir la vie politique, économique et sociale sans admettre que celle-ci subit des changements perpétuels. Le monde vit dans un dynamisme absolu. De même que l'homme, depuis sa naissance, subit des transformations, la vie de la société est soumise à des variations quotidiennes. Tout change, se modifie et les hommes ne peuvent proclamer aucune de leurs institutions comme éternelle.

Il en est ainsi des traités internationaux qui sont obligés de suivre et de s'adapter à la vie des Nations qui, de jour en jour,

---

(6) *Le Temps* du 25 mars 1933.

(7) *Le Temps* du 25 mars 1933.

ne cesse de changer. C'est pour cette raison que depuis que la Société internationale existe, la clause fameuse *rebus sic stantibus* a toujours été appliquée quand les Etats signataires d'un traité se sentaient menacés dans leurs intérêts par les obligations provenant du traité en question, étant donné que les circonstances avaient changé ou que de nouvelles s'étaient révélées qui n'existaient pas le jour de la signature du traité.

Cependant, comment s'exerçait cette application de la clause *rebus sic stantibus* ?

Dans la société inorganisée, il n'existait ni juge ni autorité au-dessus des Etats qui pouvait, dans des cas donnés, proclamer la nécessité d'une révision ou d'une dénonciation des traités. Seul, l'Etat souverain était compétent pour décider la modification d'un traité ou la rupture même. Cette dénonciation ne rencontrait aucun obstacle dans le cas où l'Etat plus fort dénonçait le traité. Si, au contraire, la partie opposée à la dénonciation se sentait suffisamment forte, ladite dénonciation aboutissait à la guerre.

La Société des Nations a fait un pas en avant. Nous ne dirons pas qu'elle a réussi à éterniser les traités, car ce serait une chose impossible du fait que la Société des Nations n'est ni un super Etat, ni une phase définitive de la vie politique des Nations. Mais elle a établi de nouveaux principes pour la révision éventuelle des traités devenus inapplicables et, pour ce faire, a tenu compte du changement de la vie politique des Nations. « Il y a au moins, disait M. Vigniolle, dans l'article 19, la constatation qu'un problème se pose, problème qui est celui de l'adaptation de la collectivité interétatique aux changements de circonstances. » (8).

En effet, l'article 19 autorise toute révision de traité chaque

---

(8) *La Société des Nations et la révision des traités*, p. 6.

fois que les circonstances font ressortir l'incompatibilité des situations créées par les traités avec le nouvel état de choses aussi bien matériel que moral avec lequel la Société se trouve en but. Seulement, il prévoit pour cette revision une procédure tout autre que celle qui fut pratiquée dans la société inorganisée. Il prévoit une procédure conforme aux principes dont s'inspire la nouvelle société — la société organisée. — Cette procédure se résume en deux traits principaux que nous examinerons successivement tout en faisant apparaître les atteintes que leur porte le projet mussolinien. Ce sont :

- La question de l'invitation des membres de la Société des Nations en vue de procéder à une revision des traités ;
- La question des traités devenus inapplicables et des situations internationales dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde.

Prenons la première question. Par le Pacte de la Société des Nations, la dénonciation partielle ou intégrale, unilatérale des traités est définitivement condamnée. « L'Assemblée peut, dit l'article 19, de temps à autre, inviter les membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables... » Ce qui précède fait apparaître que ce n'est pas à elle qu'incombe la tâche de reviser les traités, mais seulement d'inviter les membres à un nouvel examen de ceux-ci. Les membres invités ne sont nullement obligés de répondre par l'acceptation et ne procèdent à une revision de leurs traités que s'ils la jugent opportune. La non-acceptation d'un des Etats concernant cette revision est suffisante pour rendre celle-ci impossible. En un mot, l'accord des parties est nécessaire pour qu'une modification, quelle qu'elle soit, puisse être envisagée.

Reconnaissons que l'article 19 du Pacte est l'un de ceux qui a le moins atteint la souveraineté des Etats. Toute revision est étroitement liée à la volonté commune de tous les membres de la

Société des Nations. Il prévoit qu'une simple recommandation ne doit pas forcément aboutir à une soumission des membres de la Société. Néanmoins, l'article 19 présente un avantage par rapport à la procédure du système international précédent. Cet avantage est bien remarqué par M. Radoïkovitch : « Avant le Pacte, disait-il, lorsqu'un contractant voulait obtenir la revision ou l'abrogation d'une convention, il s'adressait à son co-contractant ; ce dernier acceptait ou refusait. Aucun organisme international organisé, ayant la faculté de proposer aux parties la revision n'existait. Tout se passait alors *inter partes*. Il est vrai que même actuellement un des signataires peut s'adresser aux autres parties pour solliciter leur consentement à une revision d'un traité devenu inapplicable. Seulement, en cas de refus, il peut s'adresser aussi à l'Assemblée pour qu'elle invite les autres signataires du traité à procéder à une revision. La procédure ne se passe donc plus désormais *inter partes* seulement. » (9).

Quant à l'obligation résultant de cette invitation, nous ne nous dissimulons pas qu'elle n'est que morale. Après avoir invité les membres, le rôle de l'Assemblée cesse. Ce sont les parties seules qui doivent procéder à la revision si elles le veulent. Remarquons ici, combien cette stipulation de l'article 19 est pénétrée de l'esprit anglo-saxon. Toutefois, il est incontestable que cette pression morale doit avoir une certaine efficacité. Si, à l'invitation de l'Assemblée, un des Etats s'abstenait de répondre sans, pour cela, fournir des arguments susceptibles de justifier son attitude, il s'attirerait la réprobation générale et, au point de vue moral, s'exposerait certainement à un blâme que sanctionnerait aussitôt un jugement mondial.

Voici ce que dit, à ce sujet, Sir John Fischer Williams : « Cette invitation sera un fait historique de grande importance,

---

(9) *La Révision des traités et le Pacte de la Société des Nations*, p. 234.

une proclamation solennelle d'un organe de la Ligue dûment qualifié à l'occasion d'un conflit international. » (10). En effet, en refusant d'accepter le nouvel examen d'un traité reconnu inapplicable par l'Assemblée, et ne pouvant être contraint à céder, il se trouvera dans ses rapports avec les autres Etats dans une position très défavorable car il sera considéré comme profiteuse des avantages dont l'opinion internationale lui conteste le droit de jouissance.

Concluons donc que l'article 19, tout en refusant à l'Assemblée la faculté de procéder elle-même à un examen nouveau des traités devenus inapplicables, offre quand même, par la voix de l'invitation des Membres à en effectuer l'examen, une procédure suffisamment efficace pour donner aux traités la vitalité nécessaire, en prévoyant leurs changements et leurs modifications toutes les fois que la vie politique de la communauté internationale l'exigerait par suite de sa transformation.

Quelle est maintenant la position du Pacte mussolinien envers cette partie de l'article 19 du Pacte de la Société des Nations ? M. Mussolini se dresse ouvertement contre l'article 19. Tandis que celui-ci reconnaît, dans l'Assemblée de la Société des Nations, le seul corps compétent pour amorcer la question de la revision des traités pour la raison très simple que c'est l'unique organisation où sont complètement appliquées, entre Etats, les mêmes mesures sous l'angle « égalité » et qu'ainsi aucun d'eux, sa voix ayant la même valeur représentative, ne peut être lésé en cas de remaniement des traités, le Pacte à Quatre s'en éloigne totalement en prévoyant l'action isolée des quatre principales puissances si celles-ci constataient la nécessité de recourir à la revision des traités. Ladite constatation serait faite à huis clos, décidée suivant qu'il pourrait résulter d'avantageux change-

---

(10) *Livre rouge chilien*, p. 89, cité par WIGNIOLLE, *op. cit.*, p. 157.

ments pour les intérêts des quatre puissances. Supposons un accident de frontière italo-yougoslave : les quatre puissances se concerteraient et, à la suite de concessions mutuelles, tomberaient d'accord sur la nécessité qu'il y aurait d'entreprendre une revision. Celles-ci agiraient immédiatement dans le but d'y aboutir, ce qui leur serait facile car l'article 1<sup>er</sup> du Pacte a tout prévu ; il stipule expressément que les puissances s'engagent à agir... pour que la politique de paix (telle qu'elles l'ont imaginée) soit adoptée en cas de nécessité par les autres Etats. La conséquence serait qu'une revision, décidée par les quatre puissances, serait obligatoirement tolérée par les autres Etats, malgré l'opposition que pourrait faire la Yougoslavie, à moins qu'il ne soit recouru à la guerre.

Ainsi, nous voyons que par une combinaison habile des deux articles du Pacte romain, on aboutirait à des remaniements de traités relatifs, plus particulièrement, aux aménagements territoriaux chaque fois que les intérêts des quatre puissances directrices semblerait le nécessiter, intérêts sans doute plus spécialement afférents à l'Italie.

Allons un peu plus loin et examinons à son tour la seconde question : « L'Assemblée, dit l'article 19, peut, de temps à autre, inviter les membres de la Société des Nations à procéder à un nouvel examen des traités devenus *inapplicables*. » En face de cette disposition, se dresse celle de l'article 2 du Pacte à Quatre qui prévoit un nouvel examen chaque fois que des « *situations susceptibles d'amener un conflit* entre les Etats se présenteraient ». On ne peut associer cette manière de voir à celle que nous expose l'article 19 du Pacte de la Société des Nations. Ces deux thèmes :

« Quand les traités seront devenus inapplicables », et « les situations susceptibles d'amener un conflit », expriment, à notre sens, une idée tout à fait différente et nous dirons même que

leur divergence provient d'intentions absolument contraires. Nous allons tout d'abord disséquer l'expression « inapplicable ». A première vue, on aurait tendance à croire, en s'en tenant seulement au sens grammatical du mot, qu'il signifie tout simplement ce qui ne peut plus être appliqué, et que, par conséquent, un traité qui a été appliqué ne peut être devenu inapplicable.

Cette interprétation pourtant nous semble erronée bien qu'elle ait été adoptée par un grand nombre d'auteurs qui voyaient dans l'article 19 le moyen de parvenir à une revision des traités soit que ceux-ci ne soient pas appliqués de manière définitive, soit qu'ils soient en cours d'exécution, soit, enfin, que leur mise en vigueur ait été décidée dans un temps plus ou moins court. Mais, pour lesdits auteurs, la question ne semble pas pouvoir se poser qu'un traité répondant aux besoins du moment qui a vu sa conception, ait été appliqué, reconnu nécessaire, jusqu'à une autre époque où ses dispositions tombées en désuétude ne puissent plus cadrer avec la marche en avant effectuée par la Société. Pour eux, le mot « inapplicable » ne peut que signifier que, par une suite de circonstances plus ou moins déterminées, les dispositions du traité se sont avérées « *inexécutable* ». Il en ressort que l'article 19 du Pacte ne peut avoir aucune efficacité en ce qui concerne les clauses des traités relatives à la situation territoriale car, celles-ci une fois qu'elles ont été appliquées pour un cas quelconque ne peuvent plus, par la suite, être considérées comme « inapplicables ».

Ainsi, pour M. Radoïkovitch, « les clauses qui opèrent une cession de droit ou de territoire sont exécutées immédiatement et elles créent un ordre de choses irrévocable et permanent » (11). Du même avis est M. Fauchille qui ne considère « un traité devenu inapplicable que lorsqu'il s'avère inexécu-

---

(11) Op. cit., p. 238.

table par suite d'un fait indépendant de la volonté des parties » (12).

Nous ne pouvons admettre, à ce sujet, le point de vue de MM. Fauchille et Radoïkovitch pour les raisons suivantes : la première est que cette opinion prête au Pacte de la Société des Nations un caractère statique proclamant que l'article 19 perd sa raison d'être en ce qui concerne les dispositions des traités déjà matérialisés et définitivement appliqués. La vie d'un Etat n'est autre que la vie de la Nation. Celle-ci est soumise à l'évolution régulière que doit subir tout phénomène politique ou social dans le monde ; depuis que la vie étatique existe, c'est toujours une loi dynamique qui la règle et nous nous voyons dans l'impossibilité d'affirmer qu'un statut soit territorial, soit de droit, puisse être parfait.

Combien de fois l'aspect de l'Europe s'est-il modifié et montré différent à nos regards ? Pourtant, on a cru souvent en terminant une guerre, avoir atteint enfin la justice parfaite et pénétré dans une ère de pacification définitive.

Néanmoins, toutes les unités étatiques ne peuvent se perpétuer dans leurs frontières actuelles. « Il est impossible, dit M. Lapradelle, de tracer d'avance des limites à la vie. Tel Etat aujourd'hui peut se former sur la base de telle affinité, de telle ou telle ambiance, notamment au point de vue économique et au point de vue social. Mais peu à peu les idées premières des hommes qui composent cet Etat peuvent changer ; leurs affinités peuvent s'élargir ; ils peuvent songer à se réunir à un autre peuple en formant une plus grande nation ; les conditions de leur vie économique peuvent se transformer... La vie, c'est la liberté, donc, la faculté pour les peuples d'adapter à des condi-

---

(12) Cité par RADOÏKOVITCH, op. cit., p. 240.

tions changeantes de progrès industriel ou moral leur propre assiette d'existence, leur propre base territoriale. » (13).

D'ailleurs, si l'on observe la vie des peuples, on constate qu'au fur et à mesure que se réalise le progrès matériel et le progrès moral, les hommes ont toujours abandonné le cadre restreint et étroit d'une forme de société pour entrer dans un cadre plus vaste et se soumettre à une autorité plus large, pour bénéficier des avantages que peut leur offrir cette nouvelle forme de la vie sociale plus apte à satisfaire leurs aspirations nouvelles et plus conforme aux besoins que crée l'évolution du temps.

La Société des Nations n'est-elle pas déjà une consécration de cette tendance des peuples ? Elle tire ses forces de la souveraineté nationale qu'elle affaiblit en ce faisant. Le but de toute cette nouvelle vie internationale n'est-il pas l'internationalisation parfaite du monde ? Le caractère international de la Société des Nations nous fait déjà entrevoir un moment où des changements de frontières devront être réalisés.

Ajoutons, ensuite, que même si nous nous en tenions au texte purement grammatical de l'article 19, nous verrions autre chose que ce qu'y a vu M. Fauchille. D'ailleurs, le texte français n'est pas le seul officiel et si nous prenons le texte anglais, nous constatons que le mot « inapplicable » n'a pas la même signification. De la traduction fidèle du texte britannique, « inapplicable » est synonyme de : *inapproprié, inconvenant, insuitable* (14). Nous voyons de suite que ces diverses appellations ne peuvent sous-entendre la « non exécution ». Une clause d'un traité déjà appliquée peut très bien être insuitable et inapproprié.

Concluons donc que le principe de *rebus sic stantibus* est

---

(13) *Les Principes généraux du Droit international*, conférence à l'Institut Carnegie de 1928-29, p. 14.

(14) Sir John FISCHER WILLIAMS, dans le *Livre rouge chilien*, cité par WIGNIOLLE, op. cit., p. 177.

conservé dans la nouvelle forme de vie internationale aussi bien en ce qui concerne les traités visant les questions territoriales et déjà appliqués que les traités qui sont en cours de réalisation ou dont l'application n'a pas encore été effective.

Pour mieux étayer la thèse que nous soutenons, nous invoquerons la deuxième partie de l'article 19 du Pacte d'après laquelle l'Assemblée peut inviter aussi les membres à un nouvel examen des « situations internationales dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde ». Remarquons tout de suite que cette partie de l'article 19 présente un caractère essentiellement politique sur un champ très large, car il donne le droit à l'Assemblée de statuer sur toutes les situations internationales définies plus haut. Il serait, en effet, impossible de déterminer quelles sortes de situations sont comprises dans ce que l'article 19 appelle « situations internationales » et de les limiter à un certain nombre plus ou moins restreint. Il en résulte que lesdites situations peuvent aussi bien résulter d'accords internationaux encore en cours d'exécution que des traités déjà appliqués. Il nous apparaît donc impossible de soutenir qu'une situation internationale résultant de l'application d'un traité fixant un statut territorial peut être considérée menaçante pour la paix du monde sans prendre en considération que le traité qui l'a créée peut, lui aussi, menacer cette paix mondiale.

Aussi, si l'Assemblée décidait un nouvel examen et invitait pour cela les membres (au sujet de situations provenant d'un traité fixant un statut territorial) sans doute que cette invitation comporterait un examen du ou des traités qui sont la cause de la situation dangereuse.

On ne pourrait pas concevoir qu'un nouvel examen par les Membres, dans le but de remédier à une situation internationale concernant une question de frontières, laquelle serait sus-

ceptible d'être un danger pour la paix, puisse être réalisé sans que l'on s'attache à examiner le traité lui-même qui l'a créée.

Nous avons vu, en étudiant l'article 19 dans son aspect aussi bien juridique que politique, que la clause *rebus sic stantibus* est maintenue dans la nouvelle organisation internationale en ce qui concerne tous les traités internationaux.

Ayant ainsi terminé l'examen des deux points principaux de l'article 19, nous allons en comparer le texte avec celui de l'article 2 du projet italien. Tout en tenant compte, ainsi que nous l'avons dit, que, quelle que soit l'étendue qu'on accorde au terme « inapplicable », il est certain que c'est l'Assemblée qui, seule, est appelée à constater son existence.

Le projet mussolinien parle d'un nouvel examen chaque fois que « des situations susceptibles d'amener un conflit entre les Etats se présente. Que signifient ces termes « susceptibles d'amener un conflit » ? Ils veulent sans doute entendre, à part le danger direct de guerre, tout différend sur lequel les Etats ne pourraient s'entendre en envisageant une procédure pacifique et qui, en restant en suspens, menacerait de provoquer un conflit. Le texte de l'article 2 du projet italien se rapproche beaucoup des termes employés dans les articles 12 et 15 du Pacte de la Société des Nations. Il est, reconnaissons-le, peut-être plus commode et plus précis que ne l'est l'article 19, car il détermine mieux les cas dans lesquels la paix serait mise en péril, mais il n'en reste pas moins en contradiction formelle avec le texte de celui-ci. D'abord, « les situations susceptibles d'amener un conflit » entr'ouvrent la porte à la revision des traités beaucoup plus que le terme « inapplicable » ne le permet. Les raisons en sont fort simples. Tandis que l'article 19 ne permettrait une révision des traités que le jour où ceux-ci, par suite de changements matériels et moraux indépendants de la volonté des Etats, deviendraient insuitables, caducs, périmés

en quelque sorte, ce qui ne pourrait se présenter dans la vie des peuples que dans des intervalles de temps assez longs, ou à cause de changements économiques, politiques ou sociaux trop accentués, l'article 2 du projet mussolinien ouvre la voie à la revision aussitôt qu'un différend, aussi bénin soit-il, surgirait entre deux Etats membres de la Société des Nations. Il suffirait qu'un Etat plus ou moins mécontent de l'état de choses institué par un traité prenne des mesures un peu menaçantes pour le maintien des bonnes relations avec son voisin, pour qu'intervienne aussitôt le Directoire des Quatre et procède à un nouvel examen des traités. Prenons pour exemple, qu'une bombe éclate en territoire grec dans la région du sud et que celle-ci soit de provenance bulgare : ceci suffirait alors pour que les quatre puissances se mettent immédiatement au travail pour déceler les défauts que pourrait contenir le traité de paix, un conflit étant susceptible d'éclater entre les deux Etats balkaniques. Par là même, l'article 2 du Pacte à Quatre s'avère également inconciliable avec le deuxième alinéa de l'article 19 qui dit « situations internationales dont le maintien mettrait en péril la paix du monde » car, tandis que celui-ci suppose, comme le dit M. Gaellner, « des dangers capables de déclencher sinon une grande guerre mondiale, du moins une guerre où serait engagée une grande partie du monde » (15); l'article 2 du projet mussolinien prévoit un examen nouveau des traités *même si ce danger est local et sans importance pour la paix mondiale*.

Il semble clairement apparaître que la rédaction de cet article ait eu pour tâche essentielle de donner satisfaction aux Etats révisionnistes mécontents de la procédure prévue par le Pacte de la Société des Nations et, s'il ne prévoyait pas une revision immédiate, il tendait, sans doute, à recourir à « une

---

(15) *La Révision des traités sous le régime de la Société des Nations*, p. 78.

procédure nouvelle, mieux adaptée aux fins qu'ils se proposent d'atteindre » (16).

\*  
\* \*

L'article 2 du projet mussolinien ne fut pas seulement une attaque contre l'article 19 du Pacte de la Société des Nations ; celle-ci était également dirigée contre l'article 10 du même Pacte, qui est en quelque sorte la clef de voûte de l'organisation de Genève en même temps que le plus précieux des appuis pour les petits Etats qu'il protège quant à leur sécurité et à leur indépendance : « Les membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la Société. »

Il faut que nous nous hâtons de dire que ce n'est pas par son esprit revisionniste que le projet italien atteint l'article 10 car celui-ci, ainsi que nous le pourrons constater, n'implique pas un statut territorial perpétuellement immuable. Il l'atteint par le fait qu'il annonce une nouvelle procédure pour le remaniement des frontières des Etats. Voici, en effet, comment se pose ce problème : tous les membres ont le droit de faire respecter leur intégrité territoriale au moment d'une agression. C'est la signification que nous attribuons au mot « présente » dans le texte de l'article 10. C'est d'ailleurs l'opinion de la plupart des auteurs du droit international (17).

---

(16) *Europe Centrale*, tiré du *Temps* du 6 avril 1933.

(17) M. SCIALOJA, juriste italien, la précise ainsi en 1921 : « L'article 10 vise en quelque sorte l'action possessoire (défense de l'état actuel contre la violence, indépendamment de la justice même, tandis que l'action pétitoire (action judiciaire pour la reconnaissance d'une pétition juste) est visée par les articles suivants. » (18) L'opinion contraire est moins soutenable, c'est-à-dire celle qui prétend que le mot « présente » veut signifier au moment de la conclusion des traités, car on ne comprendrait pas alors l'existence de l'article 19 du pacte, prévoyant un changement du statut existant au moment de la conclusion des

Ce ne peut donc être que la situation la plus récente qui doit être respectée ; c'est celle qui a précédé immédiatement l'agression. Cette situation peut être modifiée par la voie de l'article 19 qui trouve ainsi sa raison d'être car il prévoit la seule procédure par laquelle on peut arriver à un remaniement du statut territorial qui, une fois changé, présenterait un nouvel état de choses au service duquel se mettrait aussitôt l'article 10.

De là, il ressort que l'article 10 ne trouve sa justification que s'il n'y a pas violation de l'article 19. Comment, en effet, concevrait-on une protection de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique, une reconnaissance, d'autre part, de la possibilité de procéder à la revision des frontières, autrement qu'en considérant une obligation comme fonction de l'autre.

Puisque l'article 10 offre un caractère conventionnel, comme d'ailleurs tous les autres articles du Pacte de la Société des Nations, il est évident que les obligations que celui-ci crée à ses membres, des respecter et maintenir l'intégrité territoriale présente des Etats, ne peuvent être appliquées que pour le statut territorial déjà placé sous sa protection, pour celui dont les modifications à lui apportées l'auraient été en suivant le processus conventionnellement établi, c'est-à-dire par la procédure pacifique que prévoit l'article 19. Tout autre changement ayant passé outre l'article 19 susvisé, ne peut, en aucun cas, faire appel à la protection de l'article 10.

Le fascisme italien, devant cet état de choses, inspiré par l'esprit revisionniste qu'il manifesta toujours depuis son avène-

---

traités. D'autre part, il pourrait arriver — comme le disent les auteurs partisans de la théorie de M. Scialoja (Hoijer, Kulski, Komarniski) — qu'une grande puissance, après avoir consenti quelques concessions à des dominions, en faveur de leur indépendance, revendique le retour au statut de 1919 en faisant appel à l'article 10, ce qui serait contraire à la raison et aux buts poursuivis par la S.D.N.

(18) RAY (J.), op. cit., p. 346.

ment en Italie, ne voyait, pour se libérer des obligations qu'il avait acceptées par son adhésion à la Société des Nations et que nous avons signalées plus haut, qu'un moyen de rejeter les méthodes diplomatiques parlementaires et d'essayer de compromettre les principes démocratiques de la nouvelle organisation en substituant à l'organe principal de la Société des Nations dans lequel les Etats sont tous égaux juridiquement, un Directoire des quatre plus fortes puissances européennes et tenter ainsi de légaliser une nouvelle procédure pour tout changement que l'on voudrait faire intervenir dans la situation internationale et particulièrement en ce qui concerne le statut territorial européen. Il est évident qu'en violant ainsi l'article 19 du Pacte de la Société des Nations, cette procédure condamne les dispositions de l'article 10, lequel ne peut pas se mettre au service d'un état de faits imposé par le plus fort, tout en ayant un caractère conventionnel étant donné que, pour son acceptation, tous les Etats, membres de la Société des Nations, ont donné leur signature.

\*  
\* \*

Il aurait été bon, arrivés à cette partie de notre étude, de consacrer quelques lignes à l'article 3 du Pacte à Quatre, mais étant donné qu'il est question du désarmement, nous passerons outre, pour le moment, nous réservant de le traiter au chapitre que nous avons réservé à ce sujet dans notre ouvrage.

### SECTION III

#### **De l'opposition rencontrée par le projet du Pacte à Quatre et de son sort**

Rien de surprenant à ce que cette politique de Directoire se dressant surtout contre l'égalité des Etats, contre le statut territorial européen dont profitèrent le plus les Etats nouvellement créés, ait provoqué une réaction aussi forte que résolue. Elle suscita plus particulièrement une vive opposition de la part des Etats de la Petite Entente car ceux-ci auraient souffert plus spécialement d'une application des clauses renfermées dans le projet de révisionnisme territorial. En effet, la Tchécoslovaquie n'a pas encore résolu le problème de ses minorités hongroises et germaniques. D'autre part, la Roumanie se voit encore aujourd'hui contester par la Hongrie ses droits au territoire transylvanien que celle-ci ne peut oublier aisément.

Enfin, il y a aussi la question posée par la Dalmatie depuis d'innombrables années et pour laquelle les revendications italiennes sont en recrudescence depuis que le fascisme commence à manifester ses desseins extentionnistes politiques et économiques. Cette préoccupation ne manquerait pas de défrayer à nouveau toutes les discussions Outre-Alpes. Nous ne croyons pas qu'il soit utile de remémorer ici quelle question vitale cette région présente pour la Yougoslavie qui voit en elle sa principale artère vers la mer. S'il lui fallait assister à cette amputation de cette partie de son territoire qui lui est essentielle, qui est indispensable à son avenir, elle deviendrait complètement enclose dans les terres et, perdant tout débouché maritime, ce serait son appauvrissement économique.

Toutefois, il est à remarquer que la crainte éprouvée par la Petite Entente au sujet de ce révisionnisme n'est pas dénuée de fondement. Mussolini lui-même n'a pas caché à ce sujet que cette partie de l'Europe était tout particulièrement visée dans son projet de Pacte à Quatre. « Les mobiles et son objectif ne font qu'un (disait-il dans le *Popolo d'Italia* du 13 avril, en parlant du traité qu'avait conclu peu de temps avant la Petite Entente), il s'agit de maintenir le *statut quo* et de s'opposer à toute revision des traités. Mais l'idée révisionniste est en marche et le rempart fragile d'un protocole ne suffira pas à l'arrêter. » (19).

Aussi, dès que furent connues les intentions du Gouvernement italien, au cours des entretiens de Rome, la Petite Entente incarna l'opposition la plus absolue à la nouvelle politique fasciste; une des premières manifestations très caractérisées de cette opposition fut l'attitude hostile dont elle fit montre quant à l'ajournement de la Conférence du Désarmement qui avait lieu parallèlement aux négociations de Rome. Ce n'était cependant que le commencement. Le 25 mars, le Conseil Permanent de la Petite Entente, réuni à Genève, publia un communiqué dans lequel il faisait connaître sa répugnance pour le projet mussolinien. Après avoir reconnu utile et même nécessaire toute collaboration entre les puissances sur des questions qui les concernaient exclusivement et dans le but d'améliorer les relations entre elles, le Conseil de la Petite Entente déclarait : « Comme on ne peut disposer du bien d'autrui ni directement ni indirectement, les Etats de la Petite Entente formulent, dès à présent, leurs réserves les plus expresses concernant la conclusion éventuelle de tels accords pour tout ce qui aurait trait à leurs droits et à leur politique. Les accords de cette nature

---

(1) Cité par DZELEPY : *Les Alliances du Fascisme*, p. 107.

appartiennent au passé et, en tout cas, aux temps où la Société des Nations n'existait pas. » (20).

Quand furent connus les projets de la nouvelle politique envisagée par le Pacte à Quatre, de grands meetings eurent lieu dans les trois pays de la Petite Entente et plus particulièrement en Yougoslavie. L'opinion publique soulevée, organisa une manifestation, le 28 mai, à Belgrade, dirigée contre tout revisionnisme du *statu quo* européen, ne voyant dans ces essais que des tendances antipacifistes. La presse yougoslave ne cessa de s'élever contre la politique fasciste depuis le début des négociations entamées autour du Pacte à Quatre : « Ce n'est qu'un piège tendu par le fascisme européen », disait la *Politika de Belgrade*. Les premières victimes en seront la France et ses alliés, la Petite Entente et la Pologne. L'Europe en revindrait à 1878 et à 1914 à la politique de Bismark et à celle de Metternick. La France n'aurait qu'une voix sur quatre et elle serait séparée de ses alliés ; seuls pourraient conserver leur idéal national les alliés de l'hitlérisme et du fascisme. » (21).

Le communiqué de la Petite Entente s'opposa à toute reconstitution d'un nouveau Directoire européen qui voudrait soumettre à sa tutelle les autres nations et imposer à l'Europe la revision des traités au détriment des Etats nouvellement reconstitués et qui ont, après la guerre, repris à juste titre leurs droits politiques et reconquis leur territoire. Cette attitude fut mise davantage en lumière par le discours que tint M. Bénès, ministre des Affaires Etrangères tchécoslovaque, devant le Parlement au mois d'avril 1933. Celui-ci fit distinguer, pour éloigner toute équivoque, le caractère de cet accord des trois Etats se plaçant tout d'abord sur le terrain de la solidarité et leur volonté ferme

---

(20) *Le Temps* du 27 mars 1933.

(21) *Novosti*, cité dans *le Temps* du 24 mars 1933.

de posséder une politique internationale commune et arrêtée de concert.

Le discours du Ministre tchécoslovaque montrait que la Petite Entente « ne prétendait pas au rang de grande puissance, mais les Etats qui la composent sont, au point de vue du droit international, des personnalités agissantes, égales à toutes les autres et ne reconnaissant, au-dessus d'eux, aucune autre autorité que celle de la Société des Nations » (22). En touchant la question du revisionnisme, le Ministre déclara : « Si une modification d'une clause territoriale devenait nécessaire, elle ne serait possible que par entente directe et avec le libre consentement des intéressés, sans pression ni chantage, après une longue préparation et sous réserve de juste réparations. » (23).

La Petite Entente s'opposait donc énergiquement à cette nouvelle thèse fasciste qui, appliquée, devrait la priver de tout droit qu'elle avait acquis dans une organisation européenne démocratisée, où chacun de ses membres était traité à égalité avec les autres puissances. Elle repoussait cette politique qui devrait la priver de l'amitié de sa grande alliée aux côtés de laquelle elle n'a jamais cessé de se tenir en toute occasion, dans la nouvelle politique européenne, et sur l'aide de laquelle elle a toujours su qu'elle pouvait compter, qu'il s'agisse d'étayer sa volonté du maintien de ses droits politiques ou de sa sécurité, considérant, disions-nous, cette solidaire amitié comme un havre paisible où il lui serait en tout temps loisible de se réfugier, s'en remettant à son bon sens.

La Pologne, pour sa part, ne manqua pas d'opposer une résistance aussi résolue sinon aussi manifeste que celle de la Petite Entente.

Cette résistance décidée et inébranlable contraignit le Gou-

---

(22) *Le Temps* du 27 avril 1933.

(23) *Le Temps* du 27 avril 1933.

vernement italien à présenter son projet sous une nouvelle forme, le 26 mars 1933. Nous n'examinerons pas ce deuxième projet qui ne comporte en soi aucune modification réelle apportée au premier et qui se borne simplement à quelques rectifications de moindre importance. Dans l'article 1<sup>er</sup> est énoncé le titre entier du « No resort force Pacte » et remplace les mots « s'engagent d'agir » par « s'engagent de poursuivre ». Dans l'article 2, ce deuxième projet ne renonce nullement au révisionnisme, seulement il le prévoit de façon un peu plus atténuée. Nous y voyons se substituer à « quatre puissances confirment le principe de la revision des traités de paix », comme le stipulait l'article 2 du premier projet, « les quatre puissances affirment le respect scrupuleux de toutes les obligations des traités, tout en envisageant aussi la possibilité de la revision des traités de paix dans le cas où se vérifieraient des situations susceptibles d'amener un conflit entre les Etats ».

Malgré ces petites modifications, les deux projets restent bien frères jumeaux quant au fond.

Le second projet italien fut suivi d'une rédaction anglaise, mais ce ne fut que sur la construction française que se continuèrent les négociations qui devaient aboutir à la signature. Celui-ci fut présenté le 10 avril 1933, après avoir obtenu l'approbation de la majorité des membres de la Chambre des Députés. A ce sujet, la discussion qui eut lieu au sein de cette Assemblée nous fait entrevoir la position que décida d'adopter le Gouvernement français eu égard au projet mussolinien et il y transpire toute l'opposition demeurée dans l'opinion du peuple de France. Avant tout, en effet, l'idée d'un directoire fut immédiatement rejetée. Le gouvernement de la République demeurerait fidèle aux principes de l'organisation de Genève. « L'égalité des Etats implique, disait le Président du Conseil, l'association des Etats intéressés à toutes les conversations. Leurs droits ne sauraient

être modifiés sans leur consentement préalable et le recours aux organes de la Société des Nations » (24).

La position du gouvernement contre toute irrégularité des Etats fut reprise par la plupart des parlementaires. M. Léon Blum, au nom de son parti, s'éleva contre le projet mussolinien : « ...à l'heure actuelle, disait-il, où l'esprit républicain et les institutions démocratiques fléchissent à l'intérieur de tant d'Etats, nous ne pouvons pas admettre l'idée de faire entrer la notion de l'oligarchie, la notion de puissance et de prépondérance par la force sur le plan même des relations internationales et sur le plan de la communauté. » (25).

Quant à la révision des traités, l'opposition au projet du gouvernement italien n'était pas moins grande. Le gouvernement français s'éleva contre toute révision passant outre aux dispositions du Pacte de la Société des Nations. Il reconnaissait bien que l'article 19 du Pacte ne devait pas rester lettre morte, mais cela ne voulait dire aucunement que le procédé prévu par le Pacte de la Société des Nations devait être abandonné, en ce qui concerne la révision des traités. Au contraire, la collaboration des quatre puissances ne devrait se faire que dans le cadre de la Société des Nations. « Le Pacte, rien que le Pacte, tout le Pacte » (26), répétait M. Herriot.

C'est dans ce sens que le gouvernement français, appuyé par la majorité du Parlement, fit sa réponse aux propositions italiennes et anglaises. Déjà, le 5 avril 1933, un memorandum qui devait, le lendemain, faire l'objet de la discussion à la

---

(24) *Journal Officiel* (Chambre des Députés, 2<sup>e</sup> séance du 6 avril 1933).

(25) « Vous rencontrerez (dans cette collaboration des quatre puissances) deux nations qui n'ont qu'une pensée : s'enrichir de quelque proie; la troisième est un arbitre, je ne dirai pas sans impartialité, mais tout au moins mal informé; la quatrième, c'est nous, c'est la victime de demain. » FRANKLIN-BOUILLON, *Journal Officiel* R.F. (Chambre des Députés, 2<sup>e</sup> séance du 6 avril 1933).

(26) *Idem*.

Chambre des Députés, fut élaboré et communiqué, le 10 avril 1933, aux gouvernements intéressés avec une annexe portant le texte de la proposition française concernant le Pacte de collaboration des quatre grandes puissances.

C'est sur le texte français que se poursuivirent les négociations, comme nous l'avons déjà indiqué, et ce fut ce texte, après de très légères retouches, qui fut paraphé le 7 juin 1933. La signature eut lieu un mois plus tard, le 15 juillet 1933, après un échange de lettres entre le ministre des Affaires étrangères français et les ministres plénipotentiaires de Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie, dans lesquelles le ministre français assurait chaque gouvernement des trois pays de la Petite Entente que « le nouveau traité n'affecterait en rien la politique que les deux gouvernements poursuivaient sur la base du traité qui les unit » (27), en affirmant qu'aucune révision ne pourrait avoir lieu sans que soient respectées les dispositions de l'article 19 du Pacte de la Société des Nations et en rappelant que « l'unanimité des membres présents, y compris les voix des parties... devrait donc continuer à être exigée » chaque fois que l'Assemblée voudrait « inviter les membres de la Société des Nations à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables ou de situations internationales dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde ». (28).

De leur côté, les gouvernements des Etats de la Petite Entente firent savoir au gouvernement français qu'ils étaient complètement d'accord sur la position qu'il avait prise concernant le Pacte à Quatre, étant, cette fois, assurés qu'aucune révision ni atteinte à leurs droits politiques et territoriaux ne pour-

---

(27) Traité du 10-6-26 pour la Roumanie; Traité du 21-1-24 pour la Tchécoslovaquie; Traité du 11-11-27 pour la Yougoslavie.

(28) Voir chez ZUMANS (A.), *Le Pacte à Quatre*, p. 192.

rait s'introduire en dehors des règles fixées par l'article 19 du Pacte de la Société des Nations.

L'acceptation du projet français du Pacte de collaboration des quatre puissances, a définitivement condamné les idées mussoliniennes sur la hiérarchie des Etats et la révision des traités.

Nous n'examinerons pas le texte définitif car, seules, les manifestations de la politique extérieure de l'Italie fasciste nous intéressent. Par conséquent, étant donné que le texte signé le 15 juillet 1933 a écarté complètement les prétentions du gouvernement fasciste, le Pacte à Quatre, tel qu'il est, n'a plus rien de commun avec le projet primitif italien.

Pour terminer, nous essaierons seulement de trouver ce que sont devenues, ou plutôt comment ont été rejetées les idées de M. Mussolini qui inquiétèrent tant l'opinion publique en Europe, quand celui-ci lança son premier projet.

Le préambule du Pacte proclame la fidélité des gouvernements aux engagements pris par le Pacte de la Société des Nations. L'article premier est encore plus expressif. Il ne permet la collaboration des quatre puissances que dans le cadre de la S. D. N. Mais ce qu'il y a d'essentiel dans le texte définitivement adopté se trouve résumé dans sa première phrase : « Les Hautes Parties Contractantes se concerteront sur toutes les questions qui leur sont propres. » Donc, les quatre puissances ne peuvent se concerter pour des questions touchant les droits des autres Etats dont il ne saurait être disposé en dehors de l'intéressé.

Ainsi, l'idée du directoire qui dirigerait les affaires européennes a complètement disparu. Le principe d'égalité en droit de tous les Etats est maintenu et même de nouveau confirmé.

Quant à l'article 2, du projet mussolinien relatif à la révision des traités, il n'en est resté aucune trace. Le nouveau texte

ne parle même pas de révision; la porte qu'ouvre à celle-ci l'article 19 du Pacte de la Société des Nations est largement suffisante. Il n'est prévu aucune nouvelle procédure pour mettre en application le principe de la révision ainsi que le voulait le projet italien. La seule procédure légale est celle qu'offre l'article 19, c'est-à-dire celle qui s'effectuerait par la voie des organes de la Société des Nations.

Tout ce que peuvent faire les quatre puissances c'est : « ... d'examiner entre elles, et sous réserve de décisions qui ne peuvent être prises que par les organes réguliers de la Société des Nations, toutes propositions tendant à donner leur pleine efficacité aux méthodes et procédures prévues par ces articles (10, 16 et 19). » (art. 2).

Il serait inutile d'insister plus longuement sur le caractère absolument inoffensif du Pacte à Quatre tel qu'il fut définitivement adopté et sur sa conformité avec le Pacte de la Société des Nations. La tentative mussolinienne pour un révisionnisme et pour assurer le succès à ses ambitions hors mesure, ont encore une fois capitulé devant les principes démocratiques de la Société des Nations dont la France s'est montrée encore une fois, en même temps que fidèle adepte, le résolu défenseur.

---

## CHAPITRE VI

---

### L'Italie fasciste et le désarmement

Quand le gouvernement italien donna sa signature au traité de la Paix et, par conséquent, s'engagea à respecter toutes les dispositions du covenant, il le fit en toute loyauté, conscient de la nécessité pour son pays d'une paix durable. Il est évident que l'Italie, étant donné son grand nombre d'habitants, ses ressources et richesses du sol atteignant juste le strict nécessaire pour satisfaire sa population, ne pouvait qu'être partisan fervent d'une société internationalisée, de la paix absolue et, par conséquent, d'un désarmement internationalement réglementé.

Un nationalisme et un impérialisme, exercés même par un Etat puissant et fort, sont voués d'avance à un échec complet; raison de plus, alors, pour qu'un Etat relativement nouveau comme l'Italie, plutôt pauvre que riche, soit éclipsé s'il tentait d'exercer une politique de ce genre. Ayant ceci en perspective, poussée par l'idéal démocratique qu'elle connut les premières années qui suivirent l'armistice, vivant elle-même sous un régime libéral, l'Italie était prête à contribuer autant qu'elle le pourrait au maintien de l'ordre établi et d'appuyer le plus possible tout essai de désarmement que le Pacte de la Société des Nations proclamait comme indispensable pour la Paix.

Avec l'avènement du fascisme, l'attitude de l'Italie changea complètement. La nouvelle conception de M. Mussolini, quant à la guerre et à la paix, exclut à jamais toute discussion sur les principes pacifistes de la Société des Nations. Ainsi, ce que nous avons vu dans un chapitre précédent ne fait qu'affirmer ce que nous venons de dire. Que signifiait la guerre pour le fascisme ? C'est une loi naturelle faisant partie de la vie des hommes. « La guerre seule, porte au maximum de tension toutes les énergies humaines et imprime une marque de noblesse aux peuples qui ont le courage de l'affronter. » (1).

Parti d'un tel point, le fascisme ne peut qu'aboutir à la négation de tout le pacifisme juridiquement soutenu. La force étant à l'honneur Outre-Alpes, ne peut susciter qu'un esprit toujours prêt à enterrer les principes pacifistes au profit des dogmes guerriers. La guerre est une nécessité essentielle pour le fascisme ; elle est un bienfait régénérateur, le stimulant du travail assidu et persévérant, une condition de la grandeur, une loi de la civilisation.

C'est pourquoi le fascisme italien a gardé jusqu'à maintenant une attitude négative chaque fois que se posa la question du désarmement. A toutes les Conférences pour la réduction de l'armement, elle ne faisait que tergiverser ne voulant, pour sa part, donner aucune initiative. Depuis la Conférence de Washington, du 12 novembre au 6 février 1922, quand l'Italie obtint la parité navale avec la France en ce qui concerne le tonnage des navires de ligne et des porte-aéronefs, elle ne cessa de se dérober et refusa tout accord en vue de créer une égalité totale quant aux armements des principales puissances. Elle fera toujours obstruction aux accords en matière de désarmement, la

---

(1) MUSSOLINI (B.), op. cit., p. 35.

cachant habilement sous le prétexte d'être menacée par le militarisme des autres puissances et surtout de la France.

Rappelons seulement la tentative du Président Coolidge en 1927, qui invita les cinq principales puissances, estimant que le moment était venu, à conclure un nouvel accord en matière de désarmement, la Conférence de Washington n'ayant pas donné des résultats suffisants, lequel accord porterait plus particulièrement sur la question concernant les navires légers et les sous-marins.

L'Italie ne voulut pas y participer. Un discours très significatif de M. Morello, sénateur, nous fit connaître la véritable raison de ce refus. « Limiter la puissance navale de l'Italie équivaldrait à lui défendre d'aspirer à une plus grande puissance; à la contraindre à rester, vis-à-vis des autres nations, dans son état actuel d'infériorité. La mer est notre élément. Par les armes et les rames, nous devons toujours rester maîtres et seigneurs de notre élément. Nous ne pouvons pas nous soumettre à une loi dictée par autrui. » (2).

Mais l'attitude rebelle de l'Italie à tout accord fut révélée d'une façon éclatante lors de la Conférence navale de Londres. C'est à cette occasion que le fascisme romain, tout en faisant croire qu'il était prêt à consentir une réduction de son armement, conduisit la Conférence à un échec total. Le 21 janvier 1930, sur l'initiative de la Grande-Bretagne, s'ouvrit la Conférence à laquelle participèrent, outre celle-ci, les Etats-Unis et le Japon, la France et l'Italie. Il s'agissait de continuer ce que la Conférence de Washington n'avait pu réaliser qu'en partie, quand elle avait réglé le tonnage global à atteindre par chaque puissance signataire pour les cuirassés (capital Ships) et les porte-aéronefs; la Conférence de Londres avait pour but

---

(2) Cité par RÉALE : *La Politique fasciste et la Société des Nations*, p. 49.

d'appliquer un règlement aux autres catégories de navires. L'accord, cependant, ne put être atteint. Dès le début, l'Italie réclamait, pour les navires, légers de surface et les sous-marins, la parité qu'elle avait obtenu à Washington pour les bâtiments de ligne. Par conséquent, c'était la mettre sur un pied d'égalité avec la France. Le gouvernement fasciste, qui, deux ans plus tard, lancera l'idée de la hiérarchie des puissances en tendant à faire accepter son projet de « Paete à Quatre », estimait que l'égalité des Etats n'est qu'une utopie, une idée provenant de la grande sentimentalité du Président Wilson et qui n'a aucun fondement ni appui dans la vie réelle de la Société. Il réclamait, cette fois, la parité avec la France quant à l'armement naval, faisant appel à cette égalité des Etats.

Voici comment l'Italie appuyait sa thèse : « Il n'y a pas une hiérarchie entre les Etats. Tous s'équivalent parce qu'ils sont égaux en droit. Une situation de fait purement contingent ne peut pas suffire à constituer le titre pour réclamer un statut particulier. Si la France possède aujourd'hui un « domaine » colonial qui est dix fois plus grand que celui de l'Italie, cela n'exclut pas que l'Italie puisse posséder demain un « domaine » colonial vingt fois plus grand que celui de la France. » (3).

Devant l'exigence italienne, la France fut obligée de refuser tout accord. En effet, elle voyait dans cette catégorie de navires à propos desquels l'Italie demandait la parité, une nécessité vitale. Elle doit avec leur aide « défendre un vaste empire colonial, dispersé dans quatre continents, et des voies de communications maritimes fort longues — en Méditerranée particulièrement pour assurer la liberté des transports entre l'Afrique du Nord et la Métropole » (4). Il lui était donc impossible de répondre dans un sens favorable aux revendications de sa voisine et

---

(3) TRENTIN (S.), op. cit., p. 182.

(4) TOLEDANO (A.-D.) : *Ce qu'il faut savoir sur le Désarmement*, p. 87.

c'est ainsi que l'accord de Londres ne fut ni signé par la France, ni par l'Italie et ne se fit qu'entre les trois autres puissances : la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le Japon. Le gouvernement fasciste avait ainsi réussi à faire l'obstruction irréductible en mettant la France en cause et l'accusant d'être de mauvaise foi.

Mais ce ne fut pas tout. En 1933, année où le fascisme soutenait moralement le national-socialisme, le gouvernement italien ayant décidé d'avance de ne prêter aucune confiance à la Conférence du Désarmement, lança son projet de « Pacte à Quatre » dans lequel il prévoyait une renonciation définitive de la partie V du traité de Versailles. Dans son article 3, en effet, le projet italien spécifie : « La France, la Grande-Bretagne, l'Italie déclarent que dans le cas où la Conférence du Désarmement n'aboutirait qu'à des résultats partiels, l'égalité des droits reconnue à l'Allemagne doit avoir une portée effective, et l'Allemagne s'engage à réaliser cette égalité des droits par degrés, qui seront fixés par les ententes successives à conclure entre les quatre puissances par la voie diplomatique ordinaire. Les quatre puissances s'engagent à s'entendre dans le même sens, pour ce qui concerne l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie ».

Par l'article précité, la question du désarmement est condamnée d'avance et fait place à une proposition de réarmement de l'Allemagne. Au lieu d'être poursuivie dans le cadre de la Société des Nations, ladite question sera désormais examinée entre les quatre principales puissances. L'Allemagne procédera à un armement par degrés après des ententes successives avec la France, l'Angleterre et l'Italie.

Quant à l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie, les quatre puissances décideraient comme bon leur semblerait de leur armement sans les consulter.

Voici le véritable but du gouvernement fasciste : armer et non désarmer, telle était la politique du Duce. C'est dans cette

atmosphère que se poursuivirent les travaux de la Conférence du Désarmement qui n'apportèrent rien de nouveau, sauf la retraite de l'Allemagne de la Société des Nations.

L'attitude de l'Italie ne changea pas. Elle se borna à donner son approbation au plan de désarmement présenté par le gouvernement du Royaume Uni en raison des facultés qu'il offrait pour servir de base à la discussion et à la préparation d'une convention internationale du désarmement. M. Di Soragna, délégué italien déclara « qu'il serait heureux de joindre ses efforts à ceux des autres délégations, selon les lignes du programme tracé par Sir John Simon ». (5).

Ce bref exposé de l'histoire des rapports du fascisme italien, et des efforts concentrés en vue du désarmement général, bien que très concis, n'est pas moins indispensable et nécessaire à la compréhension de l'Italie fasciste actuelle.

Si l'attitude fasciste était semblable, c'est bien parce que son désir n'est aucunement de réduire les forces armées mais, au contraire, vise leur accroissement et, pour aussi osé que cela paraisse, c'est pourtant une vérité. Personne n'ignore les organisations paramilitaires de la sûreté publique et de l'ordre intérieur. Il est vrai que dans l'annuaire militaire de la Société des Nations elle ne compte que 250.000 hommes sous les armes. Mais ce chiffre est loin de représenter le véritable nombre. « A ce chiffre, doivent s'ajouter 52.000 hommes d'armée permanente, stationnés outre-mer, et 117.000 dont 50.000 carabiniers, 25.000 gardes de finances, 7.000 forestiers », puis encore : « 353.000 miliciens fascistes engagés pour dix ans et 280.000 avant-garde qui sont, à toute minute, à la disposition des podestats fascistes. » (6).

Cette deuxième armée représente la plus enthousiaste et la

---

(5) *Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations*, 1933, p. 279.

(6) *Revue du Droit international* 1932 : *Conférence du Désarmement*, p. 45.

mieux équipée, la plus disciplinée et la plus résolue aux sacrifices immédiats.

L'action par les armes, pour le fascisme, est le meilleur garant de sécurité, de prestige, d'expansion, du respect de l'autorité et de la richesse de la nation.

L'éducation spartiate, soldatesque de la jeunesse est la principale préoccupation des dirigeants fascistes. Actuellement, en Italie, on recrute non seulement les individus majeurs, mais on va chercher les soldats dans la vieillesse. De l'enfant qui apprend le métier de soldat dans les organisations spécialement créées pour cela (l'Œuvre des Ballila), le fascisme enrégimente les hommes mûrs en leur donnant une éducation militaire qui fait l'orgueil de Mussolini qui dit lui-même : « L'Italie est une nation en armes. »

La milice est considérée comme la force de la nation. Aussi, cette armée doit être, selon le fascisme, le critère pour une différenciation des Etats.

Se conformant à nous ne savons quel principe du droit, l'Italie fasciste prétend hiérarchiser les nations d'après leur puissance, faire un échelon selon un critérium arbitraire de grands, moyens et petits, superposer les Etats de façon puérile d'inégalité et d'injustice.

Le désarmement, en conséquence de cette hiérarchie inter-étatique, fera du grand un protecteur du moyen et du moyen un protecteur du petit, ainsi de suite.

Il n'est pas difficile de comprendre que ce principe, cher à l'Italie, est un paradoxe juridique qui est condamné depuis le premier jour de la création de la Société des Nations qui trouve dans le droit la seule base de la pacification des Etats dans l'égalité de leur traitement.

La politique intérieure de l'Italie essaie de s'introduire dans la politique internationale. Elle peut réussir ou non ? Les temps

décideront, mais il est incontestable que cette politique est contraire, périmée par rapport aux principes fondamentaux du droit international public, à ce droit qui n'est pas encore complètement libéré du droit public national.

Avant de terminer, nous dirons encore ceci :

Regardons en face la politique fasciste et disons sans crainte ce qu'elle voudrait qu'on ignore. La conception du désarmement général met l'Italie dans une position fort délicate. Le fascisme se trouve dans l'alternative suivante : renoncer à l'impérialisme colonial, à l'influence monopolisatrice dans l'Europe centrale (Autriche-Hongrie) à la pénétration dans les Balkans (Albanie), en Asie, à l'agrandissement territorial en Europe et en Afrique, etc..., ou bien prendre le rang que l'économie et le social de son pays lui déterminent si puissamment.

En définitive, se résigner à l'acceptation de statu quo ou, s'armant, de travailler à l'accroissement des forces économiques et sociales de la nation et dans son sein.

Le choix de l'Italie dépendra de l'évolution universelle du désarmement général.

---

## CONCLUSION

---

Il est incontestable que la pénétration du nationalisme en Europe s'accroît et déjà une partie du vieux continent vit sous le règne du fascisme. Jamais, jusqu'ici, on n'avait vu pareille exaltation du patriotisme chauvin et de fortes probabilités nous autorise à dire que si la guerre avait été faite en son nom, alors qu'elle le fut à celui de la démocratie, nous ne le verrions pas maintenant si ardent.

Parcourons du regard cette vieille Europe : le parlementarisme partout chancelle. Son affaiblissement laisse progressivement place au flux nationaliste qui revêt les formes les plus différentes et dont le caractère se présente sous divers aspects.

L'Italie, envahie complètement par lui, est le type, l'original même du fascisme. L'Allemagne, sous la dextre directrice de M. Adolf Hitler, vogue à nouveau, paraît-il, vers le rêve de « la nation élue ». Son nationalisme est d'ailleurs complété par un racisme exclusif, ne dédaignant pas de recourir aux violences de la persécution dont eut le plus à souffrir la population israélite. Tout y est considéré comme ennemi de l'État : le Parlement, la liberté de presse, d'opinion et de réunion, c'est une dictature jamais encore égalée qui y sévit et, loin de s'atténuer, suit une courbe ascensionnelle. En Angleterre, les chemises noires ont déjà recruté un nombre suffisant de partisans qui se rangent autour de leur chef Mosleys, prêts à le soutenir.

Le mouvement nationaliste des chemises brunes en Irlande, sous le commandement du chef O'Brien, manifeste une activité croissante. En Pologne, c'est avec Pilsoudsky que ce mouvement se dessine. Le Portugal est fascisé complètement et pour l'Espagne, les derniers événements ne laissent subsister aucun doute quant à l'avènement d'une dictature réactionnaire qui semble s'affirmer rapidement. Enfin, le fascisme Autrichien ou sorte de fascisme chrétien, qui présente une des formes les plus récentes du nationalisme sévissant en Europe.

Sur le terrain international, la conséquence du nationalisme, sous toutes les formes qu'il adopte, se fait sentir très sensiblement sur la nouvelle organisation mondiale qui, elle, justement, doit sa création à l'esprit anti-nationaliste.

Mais, tout en s'étendant de la sorte, le fascisme disperse ses forces. De même que sur la grève la vague accourt d'abord puis vient mourir doucement en s'étalant, le fascisme, en se ramifiant ainsi, élargit sans cesse les cercles de son activité, mais évide son centre, perd toute l'énergie de sa substance première et faiblit en voulant trop êtreindre. Son rayonnement gagne en surface mais perd en intensité. De plus en plus on devine sa faillite, tout son caractère passager apparaît, toute son instabilité se dévoile; le règne de la force ne peut durer longtemps et l'histoire, dans son perpétuel mouvement, nous instruit suffisamment à ce sujet. Si une intransigeante et autoritaire volonté a pu gravir les marches d'un trône, si une imposture a réussi à y prendre place, pour lesquels le tremplin a été le facteur force, leur installation n'a pu s'éterniser.

« Le nationalisme, c'est-à-dire l'état permanent de méfiance d'un peuple envers les autres » (1) n'ayant pour but que la prospérité de la nation au préjudice des autres, provoque néces-

---

(1) NITTI (F.) : *Bolchevisme, Fascisme et Démocratie*, p. 50.

sairement une crainte de la part des peuples démocratiques, internationalistes et pacifistes, qui tendent leurs efforts vers un rapprochement de leurs forces pour parer à toute éventualité de provocation nationaliste.

Cette défense des Etats qui résistent grâce à leur solide libéralisme et restent fidèles à l'institution de Genève, se manifeste actuellement par de nouveaux regroupements.

Les voyages de leurs ministres des Affaires étrangères, et il faut souligner ici, de façon toute particulière, ceux du Ministre français, M. Barthou, grand homme d'Etat et fidèle défenseur des principes de la Société des Nations, ont pris fin récemment par une confirmation d'amitié et de volonté de collaboration pour la sauvegarde de l'institution genevoise et de la paix.

Le renforcement des liens entre les Etats de la Petite Entente, l'amitié encore récente des deux grandes républiques européennes, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et la France, l'approbation tacite de la politique française par l'Angleterre et enfin la rentrée de l'U.R.S.S. dans le Conseil de la Société des Nations, ont définitivement condamné toute nouvelle tentative nationaliste sur le terrain du droit international.

Ainsi, dans la lutte de ces deux blocs, le fascisme commence à céder; déjà l'Italie, créatrice du mouvement fasciste, intolérante dans son nationalisme, soutenant même jadis moralement le national-socialisme allemand — principal agresseur de la Société des Nations — revient sur ses pas et tente de se rapprocher de la France qui est restée défenseur opiniâtre de l'organisation internationale de Genève (2).

Le Pacte à Quatre fut la plus grande tentative du fascisme

---

(2) Quelque effervescence est remarquée à ce sujet et la presse a déjà, à maintes reprises, dans les divers pays baignant leurs terres dans la mer Méditerranée, parlé de l'établissement d'un pacte méditerranéen assurant une collaboration de ceux-ci, ce qui écarterait encore, dit-on, le national-socialisme allemand.

dans les relations internationales et la dernière expérience de sa politique mégalomane. Elle dut abandonner définitivement ses espoirs devant l'opposition énergique et fermement résolue des Etats qui persévèrent dans leur foi en la Société des Nations et revint alors à une politique de collaboration.

Elle tente un rapprochement avec le bloc démocratique et vote pour la rentrée, dans le sein de la Société des Nations, de l'U. R. S. S.

Elle fait plus encore en laissant se détendre ses rapports avec les Etats balkaniques contre lesquels, jadis, elle ne cessait d'agir. Elle s'aperçoit, enfin, que son intérêt n'est pas de continuer sa politique de nationalisme intolérant et qu'il est nécessaire d'entreprendre une large collaboration avec les autres Etats de l'Europe.

Il est certain que le fascisme, ainsi que tout mouvement privé de doctrine au sens scientifique du mot, sans appui sur la volonté du peuple, perd en vieillissant son caractère combattif, son agressivité et laisse poindre une résignation permettant toute latitude à l'esprit d'opportunisme de la vieille souche.

L'Italie fasciste restera, peut-être, fascisée, mais le fascisme véritable, l'ancêtre, sera l'héritage des autres Etats nouvellement engagés dans la voie que l'Italie avait choisie autrefois.

Vu : *Le Doyen*,  
E. ALLIX.

Vu : *Le Président*,  
DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE.

Vu et permis d'imprimer :  
*Le Recteur de l'Académie de Paris*,  
S. CHARLETY.

## BIBLIOGRAPHIE

---

### LIVRES

- ANCEL (J.). — *Les Balkans face à l'Italie*. Paris, 1928.
- BARTHÉLEMY (J.). — *La Crise de la Démocratie contemporaine*. Paris, 1931.
- BLUNTCHLI. — *Le Droit International codifié*. Paris, 1895.
- BONOMI (I.). — *Du Socialisme au Fascisme*. Paris, 1924.
- BOUKHARINE (N.). — *La Théorie du Matérialisme Historique*. Paris, 1927.
- BRIÈRE (YVES DE LA). — *La Communauté des Puissances*. Paris, 1932.
- *Les Grands Impérialismes contemporains*. Paris.
- *Evolution de la doctrine et de la pratique en matière de représailles* (Recueil des cours de l'Académie de Droit), 1928.
- BRZEZICKI (N.). — *La Société des Etats et la Fédération des Etats*. Genève, 1921.
- BUOZZI (B.) et NITTI (F.). — *Fascisme et Syndicalisme*. Paris, 1930.
- CAMBO (F.). — *Autour du Fascisme italien*. Paris, 1930.
- *Les Dictateurs*. Paris, 1930.
- CAMPOLONGHI (L.). — *Avec l'Italie? Oui. Avec le Fascisme? Non*. Paris, 1932.
- CONSENTINI (F.). — *Les Préliminaires de la S. D. N.* Paris, 1919.
- DEMORGNY (G.). — *Danube et Adriatique*. Paris, 1934.
- DESPAGNET (F.). — *Essais sur les protectorats*. Paris, 1896.

- DJORDJEVITCH (J.). — *Les Rapports entre la notion d'Etat et la notion des classes sociales* (thèse pour doctorat). Paris, 1933.
- DUPUIS (Ch.). — *Le Droit des Gens et les rapports des grandes puissances avec les autres Etats avant le Pacte de la Société des Nations*. Paris, 1921.
- *La Politique intérieure de l'Europe* (cours professé à l'Institut des Hautes Etudes Internationales). Paris, 1931-1932.
- *Les Grands Systèmes de Politique internationale* (cours professé à l'Institut des Hautes Etudes Internationales). 1928-1929.
- DZELEPY. — *Les Alliances du Fascisme*. Paris, 1934.
- EVENS (Sir A.). — *L'Italie et la Yougoslavie*. Paris, 1919.
- FAUCHILLE (P.). — *Le Droit International Public*, T. III, Paris 1926.
- FERRARI (F.). — *Le Régime Fasciste*. Paris, 1928.
- FIORE (P.). — *Nouveau Droit International Public*, T. I. Paris, 1885.
- GAELLNER (A.). — *La Révision des Traités sous le régime de la Société des Nations*. Paris 1925.
- GARDER (A.). — *Le Désarmement devant la Société des Nations*. Paris, 1929.
- GONSIOROWSKI (M.). — *Société des Nations et problème de la Paix*, T. I. Paris, 1927.
- GORGOLINI (P.). — *La Révolution Fasciste*. Paris, 1924.
- GUESTZEWITCH (M.). — *Droit constitutionnel international*. Paris, 1933.
- HAUTECŒUR (L.). — *Le Fascisme, l'année politique française et étrangère*. Paris 1925-1926.
- HECKELINGEN (De Vries). — *Le Fascisme et ses résultats*. Bruxelles.
- HOIJER (O.). — *La Sécurité internationale et ses modes de réalisation*. Paris, 1930.
- *Le Pacte de la Société des Nations*. Paris, 1926.
- *La Solution pacifique des litiges internationaux*. Paris, 1925.
- IDMAN (R.-G.). — *Le Traité de garantie en droit international*. Hel-singfors, 1913.

- JOUHAUX (L.). — *Le Désarmement*. Paris, 1927.
- KOMARNICKI (T.). — *La Question de l'intégrité territoriale dans le Pacte de la Société des Nations* (Préface de M. A. de LA PRADELLE). Paris, 1923.
- KULSKI (L.). — *Le Problème de la Sécurité d'après le Pacte de la Société des Nations*. Paris, 1927.
- LABRIOLA (A.). — *L'Etat et la crise*. Paris, 1933.
- LAMBERT (J.). — *Les Nations contre la Paix*. Paris, 1933.
- LA PRADELLE (A. DE). — *Le Droit des Gens : arbitrage, sécurité, désarmement* (cours professé à la Faculté de Droit, à Paris). 1931-1932.
- *Les Principes généraux du Droit des Gens* (cours professé à l'Institut Carnegie). 1928-1929.
- LASTUREL (P.). — *L'Affaire Gréco-Italienne de 1923*. Paris, 1925.
- LE FUR. — *Précis du Droit International Public*, T. III. Paris, 1926.
- LEISEN (VON). — *Explication du Fascisme*. Paris, 1926.
- LÉNINE. — *L'Etat et la Révolution*.
- LESCURE (J.). — *L'Etat fasciste* (Revue de Paris). 1926.
- LOMBARD (P.). — *Ce qu'il faut connaître du Fascisme*. Paris, 1926.
- MALPARTE (C.). — *L'Italie contre l'Europe*. Paris, 1927.
- MARKOVITCH (M.). — *Les Doctrines sociales de Duguit* (thèse pour doctorat). Paris, 1933.
- MILOVANOVITCH (M.). — *Des traités de garantie* (thèse pour doctorat). Paris, 1888.
- MIRKOVITCH (V.). — *Des rapports entre l'article 10 et l'article 21 de la Société des Nations* (thèse pour doctorat). Paris, 1932.
- MOUSSET (A.). — *L'Albanie devant l'Europe*. Paris, 1930.
- MUSSOLINI (B.). — *Le Fascisme: Doctrine et institutions*. Paris, 1931.
- *Paroles italiennes* (rassemblées et publiées par F. DE JOANNIS). Paris, 1928.
- NICOGLOU (S.). — *L'Affaire de Corfou et la Société des Nations de 1923* (thèse pour doctorat). Dijon, 1926.

- NICOLITCH (D.). — *Les Différends de frontières de l'Albanie et le traité italo-albanais du 27 novembre 1925* (thèse pour doctorat) Paris, 1927.
- NINTCHITCH (M.). — « *La tension adriatique* », *Revue des Vivants*, 1927.
- NITTI (F.). — *Bolchevisme, Fascisme et Démocratie*. Paris, 1926.  
— *La Démocratie*. Paris, 1932.
- PLEKHANOV. — *Les Questions fondamentales du matérialisme historique*. Paris, 1927.
- POLITIS (N.). — *Les Nouvelles Tendances du Droit International*. Paris, 1927.
- POTCHEK (S.). — *La Question Adriatique* (thèse pour doctorat). Paris, 1933.
- PRELOT (M.). — *La Théorie de l'Etat dans le Droit fasciste*, dans *Mélanges* (R. Carné de Malberg), 1933.
- PREZZOLINI (G.). — *Le Fascisme*. Paris, 1925.
- PUJO (B.). — *Dix ans de Fascisme*. Paris, 1932.
- RAAFAT (W.). — *Le Problème de la Sécurité internationale*. Paris, 1900.
- RABEAU (G.). — *La Philosophie du Fascisme*, dans *la Vie intellectuelle*. Paris.
- RADOÏKOVITCH (M.). — *La Révision des traités et le Pacte de la Société des Nations* (thèse pour doctorat). Paris, 1930.
- RAY (J.). — *Commentaires du Pacte de la Société des Nations*. Paris, 1930.
- REALE (E.). — *La Politique Fasciste et la Société des Nations*. Paris, 1932.
- REDSLOB (R.). — *Théorie de la Société des Nations*. Paris, 1927.
- RENOUVIN (P.). — *Histoire Diplomatique de 1815 à 1914* (cours professé à l'Institut des Hautes Etudes Internationales). Paris, 1928-1929.
- ROCCA (M.). — *Le Fascisme et l'Anti-Fascisme en Italie*. Paris, 1930.

- ROUX (G.). — *L'Italie Fasciste*. Paris, 1932.  
— *Réviser les traités*. Paris, 1931.
- ROYA (L.). — *Histoire de Mussolini*. Paris, 1926.
- RUSO (D.). — *Mussolini et le Fascisme*. Paris, 1923.
- SALVEMENI (G.). — *Mussolini diplomate*. Paris, 1932.  
— *La Terreur fasciste de 1922-26*. Paris, 1929.
- SCELLE (G.). — *L'Elaboration du Pacte de la Société des Nations dans les origines de l'œuvre de la Société des Nations* (P. Munch). Copenhague, 1923.  
— *Le Pacte des Nations*. Paris, 1919.  
— *Précis de Droit des Gens : Principes et systématiques*. Paris, 1932.
- SFORZA (C.). — *Baptiseurs de l'Europe Nouvelle*. Paris, 1931.  
— *Dictateurs et Dictatures de l'après-guerre*. Paris, 1931.
- SOREL (G.). — *Réflexions sur la violence*. Paris, 1925.
- STRUPP (K.). — « *L'incident de Janina entre la Grèce et l'Italie* », *R. G. D. J. P.* 1924.
- STURZO (Don L.). — *L'Italie et le Fascisme*. Paris, 1927.
- TCHERLOFF (J.). — *Les Nations et la Société des Nations dans la politique moderne*. Paris, 1919.
- TCHIRITCH. — *La Question de Fiume*. Paris, 1924.
- TIBAL (A.). — *Les Nouvelles Lois constitutionnelles de l'Italie* (cours professé à l'Institut des Hautes Etudes Internationales). Paris, 1927-1928.
- TOLEDANO (A.-D.). — *Ce qu'il faut savoir sur le désarmement*. Paris, 1932.
- TOMITCH (D.). — *Intrigues révisionnistes contre les traités de paix depuis 1919*. Paris, 1934.
- TRENTIN (S.). — *Fascisme et Société des Nations* (Année politique française et étrangère). Paris, 1931.  
— *Aux sources du Fascisme*. Paris, 1931.  
— *Le Fascisme à Genève*. Paris, 1932.

- TURATTI (A.). — *Reflet de l'âme fasciste* (Préface de B. MUSSOLINI).  
Bruxelles, 1928.
- WELLEY (Ch.). — *La Question Adriatique*. Paris, 1915.
- WIGNIOLLE (A.). — *La Société des Nations et la révision des traités*.  
Paris, 1932.
- YEPES (J.-M.) et SILVA (P.). — *Commentaires du Pacte de la Société  
des Nations*. Paris, 1934.
- ZUMAN (A.). — *Le Pacte à Quatre* (thèse pour doctorat). Paris, 1934.

#### PERIODIQUES, REVUES ET JOURNAUX

- Journal Officiel de la Société des Nations*, 1923, 1932, 1933.
- Journal Officiel* (Chambre des Députés), 1933.
- L'Europe Nouvelle*, 1932-1933.
- Le Temps*.
- Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations*, 1933.
-

## TABLE DES MATIERES

---

|                    |   |
|--------------------|---|
| INTRODUCTION ..... | 7 |
|--------------------|---|

### CHAPITRE PREMIER

#### *De la Société inorganisée à la Société organisée*

|                                                                                                                                                                                                                                                 |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| SECTION I. — La Société inorganisée. — La Politique d'équilibre .....                                                                                                                                                                           | 17 |
| SECTION II. — La Société des Nations.....                                                                                                                                                                                                       | 28 |
| SECTION III. — Les Principes fondamentaux de la Société des Nations, organisation démocratique...<br>Egalité des Etats; Pacifisme de la Société des Nations; Intégrité territoriale et indépendance politique; Révision pacifique; Désarmement. | 32 |

### CHAPITRE II

#### *Le Fascisme*

|                                                                                                                                                        |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| SECTION I. — Ses origines.....                                                                                                                         | 47 |
| SECTION II. — L'avènement du Fascisme.....                                                                                                             | 59 |
| SECTION III. — La Doctrine Fasciste.....                                                                                                               | 65 |
| SECTION IV. — L'Etat Fasciste.....<br>Anti-individualiste ; Anti-matérialiste ;<br>Anti-démocratique ; L'Universalisme du<br>Fascisme; Anti-pacifiste. | 70 |

## CHAPITRE III

### *Le Différend Italo-Grec de 1923*

|                                                                       |    |
|-----------------------------------------------------------------------|----|
| SECTION I. — Les faits.....                                           | 87 |
| SECTION II. — Le Différend Italo-Grec au point de vue juridique ..... | 91 |

## CHAPITRE IV

### *L'Italie fasciste et l'indépendance albanaise*

|                                                                                                |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| SECTION I. — La Conférence des Ambassadeurs et la création de l'Etat albanais.....             | 111 |
| SECTION II. — Le Traité de Londres.....                                                        | 114 |
| SECTION III. — La politique fasciste et l'indépendance albanaise après la guerre mondiale..... | 119 |
| Le Traité de Tirana.                                                                           |     |
| SECTION IV. — Le Traité de Tirana au point de vue juridique .....                              | 128 |
| SECTION V. — Le Traité Italo-Albanais au point de vue politique .....                          | 139 |

## CHAPITRE V

### *Le Pacte à Quatre*

|                                                                                            |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| SECTION I. — Une idée fasciste.....                                                        | 145 |
| SECTION II. — Le projet du Pacte à Quatre au point de vue juridique .....                  | 149 |
| SECTION III. — De l'opposition rencontrée par le projet du Pacte à Quatre et son sort..... | 170 |

CHAPITRE VI

|                                                  |     |
|--------------------------------------------------|-----|
| <i>L'Italie Fasciste et le Désarmement</i> ..... | 179 |
| CONCLUSION .....                                 | 187 |
| BIBLIOGRAPHIE .....                              | 191 |
| TABLE DES MATIÈRES.....                          | 197 |

---

---

IMPRIMERIE SPÉCIALE DE  
LA LIBRAIRIE RODSTEIN  
:-: PARIS :-:

---



